

# **SE SOUSTRAIRE A LA PAUVRETE AU MAROC**



**Juillet 2007**

Groupe pour la réduction de la pauvreté  
Réduction de la pauvreté et Gestion économique  
Banque mondiale

## TABLE DES MATIERES

<b>LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS.....</b>	<b>.....</b>
<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>.....</b>
<b>RESUME ANALYTIQUE .....</b>	<b>I</b>
<b>CONTEXTE .....</b>	<b>I</b>
<b>OBJECTIFS DU RAPPORT .....</b>	<b>II</b>
<b>METHODOLOGIE : ECHANTILLONNAGE ET SOURCES DES DONNEES.....</b>	<b>II</b>
<b>PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ETUDE.....</b>	<b>IV</b>
<b>CHAPITRE 1 : INTRODUCTION.....</b>	<b>1</b>
<b>OBJECTIFS DE L'ETUDE.....</b>	<b>2</b>
<b>METHODOLOGIE : ECHANTILLONNAGE, SOURCES DE DONNEES, ET ANALYSE .....</b>	<b>3</b>
<b>STRUCTURE DU RAPPORT.....</b>	<b>6</b>
<b>CHAPITRE 2 : APERCU DE LA MOBILITE DES COMMUNAUTES ET DES MENAGES.....</b>	<b>7</b>
<b>COMMENT LES COMMUNAUTES S'APPARENTENT-ELLES EN MATIERE DE MOBILITE ET DE CROISSANCE.....</b>	<b>7</b>
<b>MOBILITE DES MENAGES : UNE COMBINAISON DE STRUCTURE D'OPPORTUNITES, CHANCE, ET CARACTERISTIQUES INDIVIDUELLES DU MENAGE .....</b>	<b>17</b>
<b>CHAPITRE 3 : MOBILITE ET VULNERABILITE : UNE ETUDE DE CAS DE QUATRE COMMUNAUTES.....</b>	<b>25</b>
<b>QUATRE SCHEMAS DE MOBILITE ASCENDANTE ET DE VULNERABILITE DESCENDANTE.....</b>	<b>25</b>
<b>IGOURRAMENE-TIZI : FAIBLE MOBILITE MAIS FORTE VULNERABILITE DESCENDANTE.....</b>	<b>26</b>
<b>AIT HAMMI : FAIBLE MOBILITE ET FAIBLE VULNERABILITE .....</b>	<b>30</b>
<b>OUFLA N'TALAT : UN DISTRICT URBAIN AVEC UNE FORTE MOBILITE ET UNE FORTE VULNERABILITE .....</b>	<b>34</b>
<b>KHALOUTA : UN DISTRICT URBAIN AVEC UNE FORTE MOBILITE ET UNE FAIBLE VULNERABILITE.....</b>	<b>38</b>
<b>CHAPITRE 4 : QUEL EST L'IMPACT DE LA GOUVERNANCE LOCALE SUR LA MOBILITE ?.....</b>	<b>43</b>
<b>UNE DECENNIE DE REFORME .....</b>	<b>43</b>
<b>PERCEPTIONS DU CHANGEMENT POLITIQUE.....</b>	<b>44</b>
<b>PLUS GRANDE LIBERTE POUR LA SOCIETE CIVILE .....</b>	<b>47</b>
<b>OPPORTUNITES ECONOMIQUES ACCRUES MAIS PERSISTANCE DE LA CORRUPTION .....</b>	<b>49</b>
<b>AMELIORATION DE L'INFRASTRUCTURE ET DES SERVICES SOCIAUX .....</b>	<b>50</b>
<b>GOUVERNANCE ET MOBILITE LOCALES .....</b>	<b>54</b>
<b>CHAPITRE 5 : IMPLICATIONS DE GENRE POUR LA MOBILITE DE LA COMMUNAUTE ET DES MENAGES.....</b>	<b>56</b>
<b>LES TRAJECTOIRES ECONOMIQUES DES FEMMES VARIENT .....</b>	<b>56</b>
<b>LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN MATIERE DE GENRE PROGRESSE LENTEMENT .....</b>	<b>57</b>
<b>LE CONTEXTE COMMUNAUTAIRE AFFECTE LA PARTICIPATION DES FEMMES A LA POPULATION ACTIVE .....</b>	<b>58</b>
<b>LES ROLES ECONOMIQUES DES FEMMES AFFECTENT LA MOBILITE DE LA COMMUNAUTE.....</b>	<b>63</b>
<b>CHAPITRE 6 : ANTICIPATIONS ET ASPIRATIONS DES JEUNES .....</b>	<b>67</b>
<b>LES JEUNES AU MAROC : UNE MAJORITE NEGLIGEE .....</b>	<b>67</b>
<b>LES JEUNES SONT PROFONDEMENT CONCERNES PAR LE CHOMAGE ET L'ACCES A DES MOYENS D'EXISTENCE STABLES.....</b>	<b>68</b>
<b>LES JEUNES SE REBIFFENT CONTRE LES HIERARCHIES SOCIALES, ECONOMIQUES ET DE GENRE.....</b>	<b>73</b>
<b>CHAPITRE 7 : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....</b>	<b>78</b>
<b>DIX ANNEES DE CHANGEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL .....</b>	<b>78</b>
<b>PROSPERITE, MOBILITE, ET VULNERABILITE.....</b>	<b>78</b>
<b>HIERARCHIES SOCIALES EN EVOLUTION.....</b>	<b>80</b>
<b>LES MENAGES ET LES COMMUNAUTES NE PEUVENT ŒUVRER SEULS.....</b>	<b>81</b>
<b>RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE.....</b>	<b>81</b>
<b>ANNEXE 2 : ESQUISSE DES NEUF COMMUNAUTES DE L'ENQUETE.....</b>	<b>85</b>
<b>ANNEXE 3 : PRODUCTION CEREALIERE TOTALE ET ANNEES DE SECHERESSE, 1979-2006.....</b>	<b>89</b>
<b>ANNEXE 4 : METHODOLOGIE DE RECHERCHE : ECHANTILLONNAGE, SOURCES DE DONNEES ET ANALYSE.....</b>	<b>892</b>

## LISTE DES ACRONYMES ET ABREVIATIONS

AFD	Agence française de développement
AREC	Associations rotatives d'épargne et de crédit
DEP	Document d'évaluation de projet
GF	Groupe focal
IC	Indice de chute (en situation de pauvreté)
IM	Indice de mobilité
INDH	Initiative nationale pour le développement humain
IP	Indice de prospérité
IPN	Indice de prospérité nette
IPP	Indice de prospérité partagée
ISP	Indice de sortie de la pauvreté
MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
MIT IPC	<i>Massachusetts Institute of Technology, Industrial Performance Center</i>
MPI	Indice de mobilité des pauvres
MRI	Indice de mobilité des riches
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
SODEA	Société de développement agricole
SPC	Seuil de pauvreté de la communauté
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science, et la culture
USAID	Agence des Etats-Unis pour le développement international

EXERCICE BUDGETAIRE 2007  
1er juillet – 30 juin

Vice-présidente :	Daniela Gressani
Directeur, Dépt. Maghreb :	Theodore O. Ahlers
Directeur sectoriel:	Mustapha K. Nabli
Responsable sectorielle :	Miria Pigato
Chef d'équipe:	Jose Lopez-Calix

## Remerciements

Cette étude est le fruit d'un travail d'équipe. Après avoir adapté la méthodologie développée pour l'étude internationale comparative sur le thème de la mobilité dans 15 pays intitulée : *Moving out of Poverty: Understanding Freedom, Democracy and Growth from the Bottom Up*, sous la direction de Deepa Narayan, des travaux de terrain ont été réalisés par une équipe marocaine de recherche encadrée par Fazouane Abdesselam et Aziz Chaker. Le rapport a été préparé par Nora Dudwick et Fazouane Abdesselam avec des contributions d'Elizabeth Radin, Brice Richard, et Rachna Saxena. Les diverses versions préliminaires ont bénéficié de commentaires de Meskerem Brhane, Jose Lopez Calix, Paul Francis, Cécile Fruman, et David MacKenzie. Les conseils de Deepa Narayan ont été continus ; Patti Petesch, membre de l'équipe, a assuré une relecture finale et Sunita Varada a fourni des apports et une clarification utiles à différents stades de la version préliminaire. Dans le contexte de l'étude globale, la recherche, l'analyse, et le rapport ont été préparés sous la direction de Louise Cord (Responsable sectorielle, PRMPR) et Luca Barbone (Directeur, PRMPR).

# Résumé analytique

## Contexte

Au cours des 10 dernières années, décennie couverte par l'étude, le Maroc est passé par des transitions politiques, institutionnelles, et démographiques. A la suite du décès de Sa Majesté le Roi Hassan II en 1999, son fils, Mohammed VI, a instauré la suprématie du droit et encouragé le développement – plutôt que le contrôle – de la société et des relations entre les genres dans une optique de société moderne. Les partis d'opposition ont commencé à participer aux activités du Gouvernement et de la société civile et les médias ont commencé à jouer un rôle plus actif dans la vie publique.<sup>1</sup> Le pays est également passé par une transition démographique – la proportion des individus dans la cohorte d'âge des 15-24 ans a considérablement augmenté entre 1982 et 2002. Si l'on tient compte des taux de fécondité fortement à la baisse (de sept enfants par femme en 1970 à 2,7 en 2004) la population commence actuellement à vieillir.<sup>2</sup>

Cette période a été le témoin d'un recul de la croissance, principalement dû à des sécheresses successives<sup>3</sup> et à des fluctuations croissantes de la production agricole. Au cours des années 90, les prix à la baisse des principales cultures, les faibles niveaux des revenus, et l'absence d'un filet de protection sociale pour aider la population au cours des années de sécheresse les plus sévères, ont tous contribué à détériorer le bien-être. Un faible accès à l'infrastructure rurale de base a également constitué un frein au développement économique et social. Au cours de la période, l'Etat a commencé à décentraliser les responsabilités de maintenance et service à la société civile, au secteur privé, et aux communautés.

Actuellement, environ 15 pour cent de la population vit en situation de pauvreté, deux tiers vivant en milieu rural, mais avec des poches de pauvreté tant en milieu urbain que rural. Vingt-cinq pour cent de plus de la population vit au seuil ou en dessous du seuil de pauvreté ; ceux qui vivent à 50 pour cent au-dessus du seuil de pauvreté étant considérés comme « économiquement vulnérables » aux maladies et invalidités, aux intempéries, ou à la perte d'un emploi. La pauvreté a également une forte caractéristique de genre – 2,5 millions d'enfants, principalement des filles rurales, ne vont pas à l'école et les indicateurs de genre en matière d'alphabétisation et de santé, particulièrement en milieu rural, sont parmi les plus faibles de la région. En milieu rural, 83 pour cent des femmes sont toujours analphabètes.

---

<sup>1</sup> Cette introduction s'inspire du Rapport sur la pauvreté au Royaume du Maroc intitulé *Strengthening Policy by Identifying the Geographic Dimension of Poverty* et des Stratégies de coopération (CAS) de la Banque mondiale 2004 et 2005-2009.

<sup>2</sup> *Morocco County Social Analysis Concept Note*, 26 janvier 2005. MENA.

<sup>3</sup> Bien qu'il n'existe pas de seuil officiel pour définir une année de sécheresse, le rapport la définit comme une année au cours de laquelle la production céréalière totale, mesurée en quintaux, a été inférieure à 75 pour cent de la production moyenne pour la décennie. Selon cette définition, le Maroc a connu des sécheresses pendant 10 des 25 dernières années, y compris l'année précédant la collecte des données de l'étude. Se référer à l'Annexe 2 pour les chiffres de la production céréalière pour 1980-2005.

## Objectifs du rapport

Le rapport examine les facteurs sociaux, politiques et institutionnels qui affectent la mobilité des ménages dans neuf communautés du Maroc. Basées sur des discussions approfondies de groupe et individuelles, les données permettent de dégager une bonne compréhension des facteurs structurels et idiosyncrasiques qui affectent la mobilité dans les communes rurales et urbaines du Maroc. L'étude fait également partie d'une étude comparative internationale sur la mobilité socio-économique dans 15 pays: *Moving out of Poverty: Understanding Freedom, Democracy and Growth from the Bottom Up*. En tant que telle, elle permettra la comparaison des déterminants et des perceptions de la pauvreté, vulnérabilité, et mobilité entre les pays. En outre, le rapport consacré au Maroc a été spécifiquement conçu pour arriver à une compréhension plus nuancée de la manière dont les différences dans la croissance régionale et les schémas de la migration affectent la mobilité.

L'objectif de ces études est de comprendre quelle est la combinaison de facteurs individuels, familiaux, communautaires et nationaux qui aiderait la population à se soustraire d'une situation de pauvreté et à ne plus y retomber. Les chercheurs ont utilisé une combinaison d'entretiens avec des informateurs clés, de discussions de groupes avec des hommes, des femmes, et de jeunes, et de récits individuels de vie pour ensuite répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les stratégies qui permettent à certains ménages de se soustraire à la pauvreté et de demeurer en dehors d'une situation de pauvreté ou de préserver, voire accroître, leur patrimoine ?
- Quels sont les facteurs qui font que les ménages se retrouvent en situation de pauvreté ou qu'ils demeurent en situation de pauvreté ?
- Les schémas de croissance communautaire ou régionale influencent-ils les schémas de mobilité ?
- Quelle est la relation entre la mobilité et la migration dans ces communautés ?
- Dans quelle mesure l'accès aux réseaux sociaux ou au « capital social » affecte-t-il la mobilité des ménages ?
- Dans quelle mesure les valeurs liées au genre, les normes et les comportements affectent-ils la mobilité des ménages ?
- Dans quelle mesure la gouvernance affecte-t-elle la mobilité et la prospérité de différents groupes dans une communauté ?
- Dans le contexte sociopolitique actuel du Maroc, quelles sont les aspirations et les anticipations des jeunes ?

## Méthodologie : échantillonnage et sources des données

Pour comprendre dans quelle mesure les taux de la croissance régionale ainsi que les mouvements de population à l'intérieur et en dehors de la région affectent ou limitent les stratégies et opportunités de mobilité, neuf communautés ont été sélectionnées dans trois provinces : une province à forte croissance avec une migration interne nette, une province à croissance modérée où les mouvements dans la province ont été équilibrés par la migration en dehors de la province, et une province à faible croissance avec de hauts niveaux de migration vers d'autres régions du Maroc et à l'étranger. Dans chaque province, deux communautés

rurales et un district urbain au sein d'une ville ont été sélectionnés, dans des communes différentes (se référer à l'Annexe 2 pour une esquisse sommaire de chaque communauté).

Communautés	Croissance dans la province	Communes	Taux de pauvreté (%)	Province	Niveau de migration
Khalouta <sup>1</sup>	Elevée	Souk Sebt Ouled Nemma	14,80	Beni Mellal	Migration interne nette
Ait Hammi		Tanougha	10,9		
Foum Zaouia		Tagzirt	4,43		
Bir Anzarane <sup>1</sup>	Modérée	El Hajeb	7,5	El Hajeb	Sans migration nette
Ait Messaoud		Ras Ijerry	14,4		
Igourramene-Tizi		Ait Yaazem	34,1		
Oufla N'talat <sup>1</sup>	Faible	Imintanout	16,7	Chichaoua	Migration externe nette
Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok <sup>2</sup>		N'fifa	27,3		
Tamessa-Tissyan-Azendo <sup>2</sup>		Irohalene	26,8		

Note : <sup>1</sup> Les communautés urbaines sont en teintes dégradées ; <sup>2</sup> Les communautés de type composé (trait d'union) consistent de petits peuplements contigus qui ont été regroupés aux fins de l'étude afin de former une communauté d'environ 100 ménages.

Dans chaque communauté, l'équipe de recherche a interviewé trois à quatre leaders et/ou des professionnels ayant un aperçu général et une connaissance de l'histoire de la communauté. Ces informateurs ont fourni un profil communautaire des facteurs clés, qu'ils soient historiques, sociaux, économiques ou politiques qui ont contribué à façonner la communauté au cours des 10 dernières années.

L'information relative à la mobilité de la communauté et des ménages a été obtenue de groupes focaux dans le cadre d'un exercice innovateur de triage des ménages. Des groupes focaux distincts composés d'hommes et de femmes dans chaque communauté ont discuté les déterminants de la mobilité et de la vulnérabilité, développé une Echelle de vie communautaire consistant dans la plupart des cas de niveaux de bien-être déterminés d'une manière subjective et définis localement, et ont arrêté un seuil de pauvreté applicable localement (Seuil de pauvreté de la communauté). Ils ont ensuite sélectionné dans ces communautés environ 100 ménages suivant leur quartier et les ont situés sur l'Echelle de vie sur la base de leur situation 10 ans plus tôt et de leur situation au moment de l'étude. Cette information a servi de base pour discerner les différents schémas de la mobilité entre les communautés, y compris l'orientation et la portée de la mobilité des ménages, et pour établir si la mobilité était concentrée ou répartie de manière égale entre les pauvres et les non pauvres. D'autres groupes focaux, y compris certains composés de jeunes, ont discuté des opportunités économiques et des tendances des moyens d'existence et attitudes vis-à-vis de la liberté, du pouvoir, de la démocratie, et de la gouvernance.

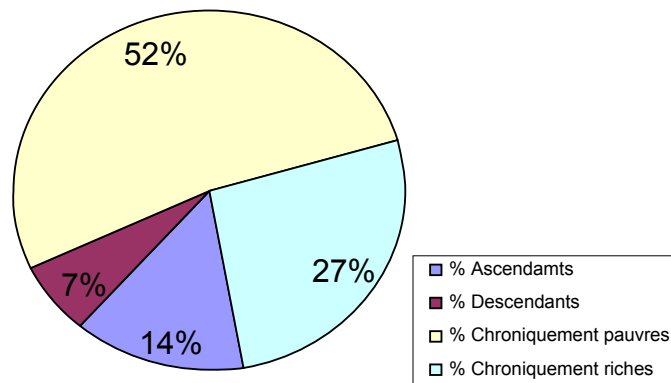
Enfin, 14-15 Récits individuels de vie ont été recueillis parmi les 100 ménages retenus dans chaque communauté, d'hommes et de femmes (i) de ménages mobiles ascendant, (ii) de ménages mobiles descendants, (iii) de ménages qui sont demeurés en dessous du seuil de pauvreté de la communauté, et (iv) de ménages qui sont demeurés au dessus du seuil de pauvreté de la communauté au cours des 10 dernières années.

La richesse des données tirées de ces récits individuels permet d'illustrer les dynamiques de la mobilité et les différents risques et opportunités qui caractérisent les échelons de l'Echelle de vie, dans différentes communautés urbaines et rurales. Bien que l'étude repose sur les données qualitatives de neuf communautés réparties sur le territoire du Maroc, nous sommes d'avis que les conclusions peuvent être généralisées à plus grande échelle aux communautés et districts urbains ayant des schémas similaires de croissance, migration, développement de l'infrastructure et prestation de services. Alors que les données d'enquête peuvent décrire les conditions dans lesquelles la population vit, les données qualitatives sont essentielles pour appréhender comment la population fait *l'expérience* de ces conditions et *pourquoi* elle réagit d'une manière ou d'une autre. Enfin, il y a lieu de noter que du fait que l'étude est *rétrospective* et commence avec des ménages qui vivent toujours dans les communautés examinées, elle exclut nécessairement l'information relative aux ménages qui ont quitté ces communautés au cours des 10 dernières années. La discussion qui suit récapitule les principales conclusions de l'étude.

### Principales conclusions de l'étude

Dans l'ensemble, les pauvres enregistrent des gains modestes. La fréquence de la mobilité ascendante parmi les ménages pauvres (37 pour cent) est double de celle des ménages non pauvres (19 pour cent), et 20 pour cent des pauvres se sont soustraits à la pauvreté. Parallèlement, juste un peu plus de la moitié des ménages de l'étude ont commencé pauvres et le sont demeurés, alors que 27 pour cent ont commencé et sont demeurés non pauvres. Quatorze pour cent seulement des ménages sont passés à un niveau supérieur et 7 pour cent à un niveau inférieur, ce qui suggère un progrès modeste, mais guère spectaculaire, dans l'ensemble des communautés.

Moyenne des Groupes de transition au Maroc



L'étude souligne l'importance de la diversification économique, y compris la migration, pour la mobilité ; l'importance d'acquérir des biens, notamment un logement ; les contributions du capital social au bien-être de la communauté et des ménages ; l'impact de la corruption et du clientélisme sur les pauvres ; les conséquences économiques et de bien-être des disparités entre les genres ; le rôle pivot de l'éducation pour le bien-être et la mobilité ; l'importance des filets sociaux pour mettre fin à la mobilité descendante ; le Maroc est une société en transition, d'où les aspirations et frustrations de la jeunesse.

### ***Les ménages pauvres s'en sortent mieux dans des communautés urbaines plus larges et/ou prospères***

*Les communautés plus larges et urbaines offrent plus d'opportunités et de services.* La capacité des ménages à diversifier les sources des revenus dépend en grande partie de l'éventail des opportunités économiques de leur communauté, et ceci semble lié à la taille des communautés ainsi qu'à une infrastructure et des services relativement meilleurs. Les trois communautés les plus peuplées se sont également avérées les plus prospères – les zones urbaines de Bir Anzarane et Khalouta, et la zone rurale de Foum Zaouia ont fait montre des indices les plus élevés de prospérité nette (mobilité ascendante moins mobilité descendante), de mobilité tant pour les ménages riches que pauvres, et ceux qui sont sortis d'une situation de pauvreté. La prospérité a également été liée à l'urbanisation pour Bir Anzarane et Khalouta, où une poussée démographique de 50 pour cent au cours des 10 dernières années a stimulé une économie locale plus dynamique et attiré l'attention des politiciens locaux sur la nécessité d'une meilleure infrastructure. Bien que la prospérité nette n'ait pas été élevée dans la troisième communauté urbaine d'Oufla N'talat, les pauvres y étaient toujours relativement mobiles. A l'inverse, les petites communautés rurales de Tamessa-Tissyan-Azendo et d'Igourramene-Tizi ont fait montre du niveau le plus bas de prospérité globale et de mobilité des pauvres.

*Les ménages pauvres s'en sortiront vraisemblablement mieux dans des communautés qui comptent un pourcentage relativement plus important de ménages non pauvres.* Les communautés qui ont enregistré le plus de mouvement pour échapper au cercle de la pauvreté sont aussi celles où vivent un pourcentage relativement plus important de non pauvres (et qui donc font aussi montre d'une mobilité ascendante). Par contre, les communautés où vit une plus grande proportion de pauvres ont enregistré un moindre mouvement ascendant. La corrélation suggère que la prépondérance de ménages non pauvres se traduit par davantage d'activités économiques, plus de liquidités en circulation, une demande plus forte pour les services, et donc plus d'opportunités pour les pauvres.

### ***La diversification économique est essentielle à la mobilité, compte tenu de la volatilité et des moyens d'existence fondamentaux tels que l'agriculture et l'absence de filets sociaux formels***

*Les opportunités pour combiner un emploi saisonnier ou salarié avec d'autres sources de revenus sont corrélées à une plus grande mobilité, tandis que la dépendance aux revenus agricoles est corrélée avec une faible mobilité.* Les ménages qui perçoivent un revenu régulier d'au moins un membre de la famille sont ceux qui ont la moindre probabilité de régresser. La migration d'un ou de plusieurs membres de la famille, en particulier à l'étranger, est ressortie comme la principale stratégie des ménages pour se soustraire à la pauvreté et demeurer dans une situation de non pauvreté. Les envois de fonds des travailleurs à l'étranger, les salaires ou les retraites (en particulier d'un emploi en Europe) ont permis aux ménages d'épargner, de faire face aux crises, et simultanément d'investir dans des avoirs productifs pour lancer ou développer des activités génératrices de revenus et diversifier leurs moyens d'existence. Un salaire fait aussi qu'il est plus facile d'emprunter auprès des banques plutôt que de dépendre des organisations de microcrédit ou de relations. De plus, un portefeuille diversifié de moyens d'existence fait que si l'un d'entre eux s'écroule d'autres peuvent compenser.

*Les ménages tirent avantage de revenus réguliers et fiables, car ils peuvent épargner, planifier, survivre aux chocs, et investir dans des moyens d'existence secondaires.* Avec son grand nombre d'employés salariés du secteur public et ses militaires retraités, Bir Anzarane est l'exemple d'une communauté où de nombreux ménages perçoivent des revenus réguliers, ont une assurance maladie et autres bénéfiques. Ils ont donc été en mesure d'épargner, d'investir dans des maisons et d'y exploiter une petite entreprise. A Khalouta, les ménages ont aussi été en mesure de combiner un travail saisonnier fiable dans l'usine voisine de raffinage du sucre avec des salaires journaliers dans la construction, l'agriculture dans les exploitations avoisinantes, un emploi sur le marché local de vente en gros de denrées, et dans de petites entreprises. L'irrigation a protégé la zone rurale de Foum Zaouia des pires effets des sécheresses périodiques et l'agriculture et l'élevage sont sources d'un revenu fiable. Dans ces trois communautés, les ménages ont aussi été en mesure de tirer avantage des opportunités économiques en finançant la migration d'un ou plusieurs membres de la famille à l'étranger pour y travailler, et donc à bénéficier de transferts de fonds. Cependant même dans des communautés pauvres telles qu'Ait Yahya ou Ait Messaoud, les ménages dont un membre percevait une retraite en monnaie forte à la suite d'un emploi à l'étranger (le plus souvent en France) se trouvaient dans une situation relativement plus sécurisée, même en l'absence d'une progression.

*Des revenus stables ont aussi permis aux ménages d'accumuler des avoirs tels que de la terre ou leur propre logement, cette dernière établissant une nette distinction entre les ménages pauvres et non pauvres.* L'habitation fait fonction d'assurance et d'actif productif – souvent les occupants en louent une partie pour en tirer un revenu additionnel. A l'inverse, le fait de ne pas posséder de logement pouvait précipiter la population dans une spirale descendante, proche du seuil de pauvreté, en cas de perte d'un emploi ou d'une incapacité à payer le loyer. Même dans les communautés les plus pauvres, les ménages se sont efforcés d'acheter un logement en tant qu'assurance contre une totale destitution.

*En zones rurales avec peu d'opportunités en dehors de l'agriculture, le redimensionnement des grandes entreprises agricoles a forcé les ménages déjà affectés par la sécheresse à dépendre de l'agriculture de subsistance.* Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok, Igourramene-Tizi, et Igourramene-Tizi sont caractérisés par des taux élevés de mobilité descendante, une faible mobilité ascendante à la fois des pauvres et des riches, et de faibles taux de sortie du cercle de la pauvreté. Les habitants de ces communautés dépendaient fortement de l'agriculture et de l'élevage et avaient été gravement affectés par des années de sécheresse. Par le passé, de nombreux ménages percevaient un revenu stable dans deux grandes entreprises agricoles. Leur redimensionnement a laissé les ménages d'Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok, Igourramene-Tizi, et d'Ait Messaoud, à proximité, principalement dépendants de l'agriculture de subsistance ou de la migration interne (et moins lucrative). La commune rurale d'Ait Hammi aurait pu subir le même sort, mais l'ouverture d'emplois salariés dans les nouvelles carrières de pierre et de sable a contrebalancé la baisse des revenus agricoles.

*Les nouvelles réglementations ont fortement réduit les opportunités locales pour les hommes dans l'industrie de la construction.* Les hommes d'Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok, Igourramene-Tizi, Ait Messaoud, et de la communauté urbaine d'Oufla N'talat ont complémenté les revenus agricoles en travaillant dans la construction à Imintanout (où se trouve Oufla

N'talat). Dans l'optique présumée de limiter la construction non planifiée et dangereuse, les autorités demandent actuellement que les plans de construction soient approuvés par un architecte. Il est dit que l'absence d'un architecte local est responsable de la réduction d'un des secteurs les plus vibrants de l'économie informelle locale et du chômage à la hausse des hommes.

### ***La migration étrangère et intérieure demeure essentielle pour la mobilité des ménages et le bien-être de la communauté***

*Les communautés prospères ont investi dans la migration à l'étranger et bénéficié en retour d'une demande accrue pour des biens et services de la part des ménages enrichis par les envois de fonds.* A Khalouta, les envois de fonds ont alimenté la construction et encouragé la croissance des petits commerces et services. A Bir Anzarane, les migrants rentrés au pays ont construit de nouvelles maisons impressionnantes, inspirant d'autres habitants à en faire de même et en fin de compte contribuant ainsi à l'amélioration globale du district. Khalouta envoie un grand nombre d'hommes et de femmes à l'étranger, et les participants aux discussions de groupe ont attribué aux transferts de fonds l'essor de la construction avec la création d'emplois locaux. Dans la communauté rurale de Foum Zaouia, les envois de fonds ont permis aux ménages agricoles de développer l'achat de terres et de troupeaux, d'acheter de l'équipement et d'améliorer la production en introduisant des innovations. Dans les communautés à croissance plus faible telles que Tamessa-Tissyan-Azendo et Ait Yahya, la migration a maintenu certaines familles à flot mais elle a aussi été source de difficultés, à la fois pour les garçons en âge de scolarisation et qui travaillent maintenant dans les villes et pour les membres de la famille restés sur place et qui ont dû assumer le fardeau du travail agricole.

*Malgré l'importance continue de la migration pour le bien-être des ménages, les jeunes sont plutôt ambivalents à ce sujet.* Quoique la plupart des jeunes interviewés aient reconnu que la migration offre l'opportunité la plus réaliste de mobilité ascendante, bon nombre d'entre eux ressentent la pression parentale pour migrer et craignent les coûts, les difficultés et les dangers, notamment de la migration illégale. Ils sont préoccupés par l'exode des cerveaux et s'offusquent de l'absence d'opportunités leur permettant de rester chez eux, ce qui contribuerait au renforcement économique de leur communauté.

### ***L'accès au capital, par le biais des banques, des associations de microcrédit, ou de l'héritage contribue au bien-être et à la mobilité des ménages***

Si l'obtention d'un prêt ou d'une rentrée imprévue n'a pas toujours été suffisante en elle-même pour sortir un ménage de la pauvreté, l'accès au crédit a permis aux familles d'investir dans des activités productives, ou d'acquérir des avoirs tels que des maisons tout autant pour la sécurité psychologique qu'économique. De nombreux récits de vie attestent de l'importance des prêts bancaires ou des associations de microcrédit pour la population qui a investi dans des activités productives (y compris un contrat d'emploi à l'étranger) ou de consommation. Des institutions financières, y compris des associations de microcrédit telles qu'Al Amana, Zakoura et Solidarité sans frontières, axées sur les femmes, sont installées dans les communautés urbaines de Bir Anzarane, Khalouta et Oufla N'talat, ainsi que dans les communautés rurales d'Ait Messaoud et de Foum Zaouia. Les personnes ayant un revenu salarié et/ou en possession de titres de propriété ont été mieux en mesure d'emprunter auprès des banques, et les associations de microcrédit qui

n'exigent pas de garantie réelle ont aidé les ménages plus pauvres, y compris ceux dont le chef est une femme, à démarrer de nouvelles entreprises, à développer des entreprises existantes, ou tout simplement à surmonter de petites crises. A l'inverse, certains ménages ont stagné car ils n'étaient pas en mesure d'obtenir du crédit à un moment critique, par exemple, lorsque les sources informelles de crédit se sont asséchées.

***La coopération avec des associations et organisations formelles ou informelles est bénéfique aux communautés et aux ménages tant sur le plan économique que psychologique.***

*On trouve des coopératives de producteurs dans deux des communautés rurales parmi les plus prospères et les associations de développement sont très appréciées de la population dans les communautés urbaines.* Foug Zaouia et Ait Hammi, deux des communautés les plus prospères de l'échantillon, avaient des coopératives laitières importantes pour la mobilité de la communauté et des ménages, l'association de Foug Zaouia bénéficiant également d'une assistance de l'organisation tribale locale. Foug Zaouia, qui a le niveau le plus élevé de mobilité parmi les pauvres et les riches, a encouragé la formation d'une multitude d'organisations locales, y compris une association villageoise de développement et culturelle, une association d'utilisateurs de l'eau, un comité de logement, et un syndicat. Par ailleurs, les femmes s'occupaient de mettre en place une coopérative pour l'élevage de caprins.

De même, les associations de développement offrant des programmes culturels et d'alphabétisation pour les pauvres des communautés urbaines de Bir Anzarane et Oufia N'talat ont été une source de fierté locale et d'optimisme. Les communautés enregistrant les niveaux les plus faibles de mobilité ne comptaient que peu d'associations formelles, voire aucune. Le fonctionnement efficace de ces organisations souligne l'importance du capital social, en termes de confiance et de réciprocité, d'échange d'information, et d'accès aux ressources pour la prospérité locale. Parallèlement, il y a lieu de noter que les informateurs qui ont déclaré prendre part aux associations locales provenaient généralement de ménages se situant aux niveaux les plus élevés de l'Echelle de vie. La participation active aux associations requiert du temps, du savoir, et des contacts que les membres des ménages plus démunis n'ont pas; elle aide aussi à faire progresser la carrière des participants.

*Dans la même optique, les ménages entourés de réseaux sociaux denses avaient davantage de chances de mobilité ascendante et étaient mieux préparés à surmonter les chocs.* Les réseaux d'appui social – le capital social auquel les individus et les ménages peuvent faire appel – ont été largement cités dans les récits individuels de vie. Ces réseaux, qui généralement interconnectent les membres d'une famille vivant dans un même ménage ou un ménage de proximité, des amis de la famille ayant accès à des ressources matérielles importantes, des connaissances ou des contacts, ou encore des membres apparentés vivant dans d'autres régions du Maroc ou à l'étranger, ont aidé à trouver de bons emplois, à acquérir des compétences commercialisables telles que la confection de robes ou l'exploitation d'un commerce, et ont également aidé à établir des relations de crédit avec les fournisseurs. La participation au *daret*, variation marocaine de l'association rotative d'épargne et de crédit quasi universelle, a donné aux ménages un moyen de faire face aux crises journalières, voire même de réaliser des investissements.

### ***La corruption et le clientélisme dans le secteur public et sur le marché affectent toujours les demandeurs d'emploi et les entrepreneurs***

La corruption et le clientélisme représentent la face obscure du capital social – liens entre les nantis et/ou les puissants particulièrement néfastes pour les pauvres. La corruption et le clientélisme privilégiant ceux qui sont socialement, politiquement, et économiquement bien apparentés, sont des facteurs inhérents de discrimination vis-à-vis des ménages les plus marginalisés—ce qui limite encore davantage leurs chances de s'améliorer et de se soustraire à la pauvreté. A la fois dans les communautés prospères et celles plus pauvres, les informateurs ont souligné que les riches se servent de pots-de-vin et d'influences politiques pour obtenir des emplois et les autorisations nécessaires pour démarrer une entreprise. Comme l'a noté un habitant d'Ait Messaoud, « Dans une démocratie, les mêmes règles devraient s'appliquer à tous .... [mais] les pauvres ne peuvent bénéficier des opportunités offertes par l'administration centrale » alors que dans la communauté prospère de Bir Anzarane, la population s'est plainte que sans pots-de-vin, les candidats entrepreneurs peuvent se faire orienter d'une direction à une autre jusqu'à ce qu'ils abandonnent ou qu'ils paient. Les représentants officiels corrompus exploitent aussi les travailleurs du secteur informel, par exemple en harcelant les chauffeurs de taxi et les transporteurs informels (important moyen d'existence dans les communautés proches des centres urbains) pour des pots-de-vin. Les jeunes gens en particulier sont offusqués par la prééminence de la corruption dans l'administration publique, où le clientélisme les empêchent de trouver un emploi dans un marché du travail déjà restreint.

### ***L'infrastructure et les services sociaux sont importants pour le bien-être des ménages et des communautés***

*L'expansion des réseaux d'eau potable et de l'électricité aux communautés pauvres a nettement amélioré la perception du bien-être.* Les femmes apprécient particulièrement l'accès à l'eau courante qui les décharge de leur tâche quotidienne d'aller puiser de l'eau à plusieurs kilomètres de distance. L'électrification a amélioré la sécurité en milieu urbain. L'électrification rurale a donné aux hommes et en particulier aux femmes, qui passent souvent plus de temps au foyer, un meilleur accès à l'information télévisée. Les nouvelles routes ont créé des opportunités pour les chauffeurs de taxi et les transporteurs et rendu l'accès aux marchés plus aisé pour les vendeurs et les acheteurs.

*L'inaccessibilité aux soins de santé peut faire en sorte qu'une maladie aigüe ou chronique devienne catastrophique pour le ménage.* En conséquence d'une maladie, les familles pauvres déclarent avoir épuisé leurs actifs, utilisé leurs épargnes, vendu leurs bijoux, voire des actifs productifs tels que de l'équipement, pour payer le transport vers l'installation urbaine la plus proche et pour le traitement. Ces paiements consistent principalement en pots-de-vin versés au personnel médical. Les familles touchées sont dès lors plus vulnérables à d'autres chocs et il est fort probable qu'elles tomberont plus bas dans l'Echelle de vie. Bien que les ménages plus aisés souffrent aussi de maladies et d'invalidité, soit ils ont une assurance maladie soit une épargne suffisante pour payer pour le traitement sans pour autant appauvrir le ménage. En outre, le manque d'installations sanitaires adéquates et de praticiennes dans la communauté immédiate, dont il a été fait rapport à Khalouta, Ait Hammi, Ait Messaoud et Igourramene-Tizi, est particulièrement dommageable pour les femmes. Bon nombre d'entre elles hésitent à consulter du personnel de santé de sexe masculin et le manque de maternités locales, joint au piètre état

des routes et au transport coûteux, les mettent en situation de risque lors d'une naissance. Dans certains cas, le traitement médical n'est tout simplement pas à la portée des pauvres en raison de l'augmentation de la corruption au cours de 10 dernières années – « A l'hôpital on ne paie pas si on connaît quelqu'un, sans cela inutile de s'y rendre ».

***L'éducation est centrale pour trouver un bon emploi, démarrer une entreprise à succès, et atteindre l'autonomie personnelle***

*L'éducation est toujours considérée comme une étape essentielle de mobilité ascendante, même si les parents sont d'avis que la qualité de l'enseignement et la motivation des enseignants a précipitamment baissé.* Un enseignement universitaire était l'une des caractéristiques distinctives des ménages qui avaient débuté aux niveaux les plus hauts de l'Echelle de vie et qui s'y étaient maintenus. Il est dit qu'avoir suivi un enseignement supérieur et de bonnes connexions familiales aident les jeunes adultes à trouver un emploi stable dans le secteur public ou à être recrutés dans l'entreprise d'un parent. Les répondants, en particulier de communautés bien desservies comme Bir Anzarane, ont attribué la prospérité du district à l'accès aisé aux écoles, ce qui a facilité la mobilité d'une génération à l'autre. L'éducation est considérée comme plus qu'une accumulation de compétences professionnelles. De nombreux répondants, notamment des femmes, ont établi un lien entre la confiance en soi et un sens d'auto-valorisation, qualités qui permettent aux individus de prendre des risques créatifs. Pour les femmes, la formation à une technique, quelle soit acquise dans le cadre d'un cours de formation ou d'apprentissage informel, s'est dégagée comme un atout important lorsque le mari s'est avéré incapable de faire face aux besoins du ménage.

*Les jeunes considèrent l'éducation nécessaire pour aller de l'avant mais ils sont frustrés parce qu'ils ne peuvent se permettre le genre d'éducation qui les aideraient à trouver un emploi lucratif.* Néanmoins, ils essaient toujours d'obtenir une éducation malgré le coût, la distance, et la faible qualité et rentabilité et, en particulier pour les filles, l'attitude des parents. Dans les communautés sans école, ce sont généralement les familles les plus pauvres qui ne peuvent ou ne veulent pas envoyer leurs enfants loin pour étudier. Même lorsque les parents sont disposés à envoyer leurs garçons à l'école, la fréquentation scolaire a toujours posé un problème logistique. En fin de compte les garçons finissent par écourter leur éducation lorsqu'ils partent travailler dans d'autres régions du Maroc. Les filles considèrent que leurs parents dévaluent leur éducation puisqu'elles sont seulement destinées au mariage et à la maternité, et qu'ils les empêchent de fréquenter l'école. Dans pratiquement chaque communauté, les jeunes ont également déploré l'absence de centres de jeunesse, clubs, terrains de sport et installations de formation professionnelle.

***Sans filets sociaux formels, rares sont les ménages qui sont immunisés contre le risque de mobilité descendante***

Le manque de filets sociaux formels, sous forme d'assurance et d'assistance sociales et de soins de santé abordables, peut être catastrophique pour les ménages. Ils n'ont aucun recours en cas de maladie ou de chômage. De même, les familles proches du seuil de pauvreté peuvent être très vulnérables à certaines étapes du cycle de vie – lorsqu'ils démarrent, avec de jeunes enfants à nourrir, habiller et éduquer, ou lorsqu'ils sont plus âgés, avec des revenus à la baisse et des besoins de santé croissants. Compte tenu des hauts niveaux de pauvreté chronique dans bon

nombre de ces communautés, il est peu vraisemblable que la famille ou les amis peuvent leur apporter une assistance significative. En conséquence, les ménages risquent de devoir vendre leurs biens productifs (ce qui affecte leur capacité future à gagner de l'argent) ou leur logement (souvent considéré comme le dernier rempart contre la destitution), situation qui fait qu'il leur sera encore plus difficile à l'avenir de se soustraire à la pauvreté et de demeurer hors de la pauvreté.

***Le rôle économique que les femmes jouent dans leur ménage peut avoir un impact décisif sur le patrimoine familial***

*Les données collectées lors des entretiens indiquent clairement que les ménages ne sont pas des unités économiques homogènes.* Leurs richesses varient selon que les membres féminins du ménage jouent un rôle économique indépendant. Les ménages dans lesquels les femmes ont joué un rôle actif – soit comme acteurs économiques indépendants soit comme partenaires actifs de leur mari – font souvent montre d'une forte mobilité, tandis que les ménages où les femmes ne travaillent pas en dehors du foyer ont été plus vulnérables à la mobilité descendante lorsque le revenu de l'homme, soutien de famille, diminuait pour une raison quelconque. Cet impact a été plus prononcé dans les communautés les plus pauvres, dépendantes de l'agriculture, et traditionnelles. Mais même dans ces communautés, les améliorations apportées aux infrastructures qui réduisent le travail ménager font qu'il est plus facile pour les femmes de se joindre à la population active.

Les femmes avaient plutôt tendance à participer au marché du travail dans les communautés urbaines et/ou rurales plus prospères offrant un plus grand choix d'activités considérées appropriées pour les femmes (par exemple dans le secteur des services), et où il était mieux accepté et plus courant pour les femmes de travailler en dehors du foyer. Dans les communautés ou les ménages où les femmes étaient encouragées ou autorisées à obtenir une éducation et des compétences, elles ont exprimé davantage de confiance à explorer des stratégies pour améliorer la situation économique de leur ménage. Parfois le décès ou l'invalidité de l'homme soutien de famille a permis de donner libre cours au potentiel économique de la femme, qui a été en mesure de redresser la bonne fortune du ménage. Par ailleurs, les femmes de ménages plus prospères ou bien apparentés, ont été de toute évidence mieux en mesure de négocier avec les relations de leur mari un emploi ou du crédit.

*Les femmes ont davantage tendance à jouer un rôle économique indépendant dans les communautés urbaines, où les opportunités sont plus diverses, notamment dans le secteur des services.* Dans les communautés rurales les plus pauvres et les moins mobiles, les femmes avaient plutôt tendance à travailler avec leur mari sur la parcelle du ménage, ou au foyer. Khalouta, le district urbain qui fait montre de la combinaison la plus optimale de mobilité ascendante élevée et de faible mobilité descendante, se distingue pour la participation économique active des femmes dans la plupart des secteurs économiques. Il ressort que les communautés qui ont une plus grande mobilité de pauvres tels qu'Ait Hammi, Bir Anzarane, et Foug Zaouia, envoient un plus grand nombre de jeunes femmes à l'étranger que les communautés rurales de plus petite taille où les femmes sont davantage confinées au foyer et qui craignent la migration. Les familles concernées ont tiré des avantages non seulement parce qu'elles pouvaient envoyer plus d'enfants à l'étranger mais aussi parce que les filles procèdent à des envois de fonds plus réguliers que les fils.

*Dans les communautés et les ménages où les femmes héritent et gèrent des biens, elles sont en mesure de contribuer à la mobilité ascendante.* Dans certaines communautés, les femmes sont reléguées en faveur de frères ou de fils ayant hérité directement du parent ou mari décédé. Dans les communautés où les tribus possèdent collectivement de la terre, par exemple, il n'était pas permis aux femmes d'hériter du terrain. Les femmes se plaignent que les hommes gaspillent souvent leur héritage pour acheter des articles de luxe. La pratique actuelle changera vraisemblablement avec le nouveau Code de la Famille. Il est certain qu'une plus grande liberté d'héritage et de gestion de la propriété autonomiserait les femmes en leur permettant de mettre leurs propres compétences, jugements et initiatives en œuvre pour le bien-être de leur ménage.

### ***La pauvreté est multidimensionnelle***

*Une conclusion claire de l'étude est que la pauvreté implique de multiples formes d'exclusion – des services, des réseaux sociaux, et du pouvoir, et que le bien-être ne dépend pas seulement du revenu mais du sentiment d'inclusion et de dignité.* Les ménages pauvres de l'étude ont eu moins de probabilité que les autres à avoir accès à des soins de santé décentes dans le contexte desquels leur dignité est respectée, à une bonne éducation ou à des réseaux de personnes influentes ou puissantes. Les pauvres auront aussi davantage le sentiment d'être dépendants, de manquer de confiance, et d'être impuissants à influencer leurs représentants officiels, à faire valoir leurs droits, à préserver leur dignité, à obtenir de l'information, ou à partager à part égale les opportunités économiques ou autres. Pour de nombreux pauvres, avoir suffisamment d'argent pour prendre soin d'eux mêmes est inséparable de la préservation de leur dignité.

*De même, les améliorations des conditions de vie ont développé le sens d'inclusion et de bien-être, même dans les communautés pauvres ayant peu d'opportunités économiques.* L'expansion des réseaux d'eau potable et d'électricité en particulier a profondément influencé la vie de tous les jours. Les femmes en particulier apprécient l'accès à l'eau courante qui les décharge de la corvée journalière d'aller puiser de l'eau à plusieurs kilomètres de distance. L'électrification a amélioré la sécurité en milieu urbain. L'électrification rurale a donné aux hommes et aux femmes en particulier, qui tendent à demeurer plus au foyer, un plus grand accès à l'information par le biais de la télévision. Les nouvelles routes ont créé des opportunités pour les chauffeurs de taxi et les transporteurs et ont rapproché les marchés des vendeurs et des acheteurs.

*Malgré le consensus relatif, les hommes et les femmes appréhendent le bien-être d'une manière quelque peu différente.* Comme l'ont montré les réponses des groupes de réflexion concernant la mobilité des ménages et la prospérité de la communauté, les hommes et les femmes envisagent leur vie selon des optiques différentes, vraisemblablement liées aux différentes sphères de vie dans lesquelles ils opèrent de manière prédominante. Les femmes tiennent compte du statut social et du comportement « moral » pour évaluer le bien-être du ménage et les hommes auront plutôt tendance à interconnecter plus étroitement la pauvreté avec le revenu. De même, les femmes prennent en considération l'ensemble des conditions de vie et la prestation des services pour définir la prospérité communautaire et les hommes ont davantage tendance à la définir en termes de disponibilité des opportunités économiques.

## ***Le Maroc est une société en période de transition politique et sociale***

*L'historique des neuf communautés marocaines au cours de la dernière décennie révèle un panorama de mouvement et de changement.* Bien qu'il y ait eu un modeste mouvement net de ménages qui se sont soustraits à la pauvreté, nombreux sont ceux qui se sont retrouvés en situation de pauvreté. Les fluctuations économiques dans les richesses des ménages et communautés individuels se sont produites dans un contexte de changements politiques et sociaux importants. Les hommes et les femmes des neuf communautés ont décrit les relations de pouvoir en évolution et les multiples manières selon lesquelles les hiérarchies traditionnelles sont actuellement remises en cause. Par le biais d'élections locales et d'une presse plus ouverte qui a exposé la population à de nouvelles informations et perspectives, les citoyens ont exigé plus de leurs représentants officiels locaux. Socialement, les jeunes qui sont plus éduqués, mobiles et ambitieux que leurs parents et les femmes dont le souhait d'une autonomie plus grande jouit d'un appui gouvernemental sous forme d'une nouvelle législation, remettent en cause les hiérarchies traditionnelles liées à l'âge et au genre.

*Les femmes et les filles relèvent le défi des anticipations traditionnelles concernant leur rôle dans le ménage et dans la société.* Le nouveau Code de la Famille, la Moudawana, promulgué en 2004, a redéfini le statut juridique et social des femmes d'une manière qui devrait leur conférer des rôles plus indépendants. Il a déjà affecté la façon de penser, bien que pas nécessairement le comportement, des hommes et des femmes. Davantage dans les communautés urbaines que rurales, les femmes se sont senties plus en mesure d'exprimer des points de vue politique indépendants et certaines jeunes femmes ont ressenti que le Code appuyait leurs aspirations et leur offrait un niveau de protection – « les femmes ont moins peur de leur mari ». Bien qu'elles n'aient pas remis en question les aspects fondamentaux des relations entre les genres, y compris l'importance du mariage pour les femmes, les femmes plus jeunes ont ouvertement ridiculisé leurs contraintes, y compris l'absence de soutien parental pour l'éducation, les restrictions à leur liberté de mouvement et le traitement souvent extrêmement inégal entre les fils et les filles. Les hommes ont exprimé un certain malaise à remettre en cause leur prééminence traditionnelle ; les jeunes hommes et femmes ne sont pas d'accord entre eux sur ce qu'est le degré de liberté approprié pour les femmes, ces dernières exprimant divers degrés de résignation, frustration mais aussi d'espoir.

## ***Au Maroc les jeunes sont en quête de changement***

*Les jeunes remettent en cause la sagesse et le jugement de leurs parents.* Les jeunes ont exprimé un sens d'aliénation entre eux et leurs parents. Le fossé éducatif entre les jeunes et leurs parents, ainsi que les normes et anticipations changeantes en matière de genre, ont émergé comme étant de fréquentes et importantes sources de frustration. Les aspirations des jeunes ont également été influencées par l'importance accrue de la télévision, des influx annuels de migrants rentrant au pays, voire même de l'Internet, actuellement accessible dans les communautés urbaines. Parallèlement, les jeunes de ménages pauvres trouvent que leur situation de pauvreté les prive de nombreuses libertés et opportunités économiques et sociales.

*Dans toutes les communautés, les jeunes ont cité la pauvreté et le chômage comme étant le problème majeur pour les individus et pour le pays dans son ensemble.* Ils se sentent profondément frustrés et anxieux du manque d'opportunités d'emploi et interconnectent le

chômage à la pauvreté, au crime, au terrorisme, et à la toxicomanie. Le degré selon lequel les jeunes se sentent soutenus par leurs leaders varie d'une évaluation positive de la nouvelle ouverture politique, à un panorama plus pessimiste de leur société toujours dominée par les nantis et les puissants alors que les populations pauvres et rurales sont demeurées principalement exclues du processus politique. Ces réponses suggèrent que la jeune génération de Marocains, en particulier celle qui vit en dehors des grands centres urbains, perçoit toujours ses leaders comme n'étant pas suffisamment réceptifs et sensibilisés.

### **Recommandations de politique**

Les données collectées des neuf communautés mettent en lumière certains défis politiques importants auxquels le Maroc doit faire face alors qu'il va de l'avant avec son programme de réduction de la pauvreté et sa mise en œuvre dans le cadre de l'Initiative nationale pour le développement humain. Les défis sont notamment les suivants :

- Encourager la diversification des moyens d'existence et appuyer davantage l'entrepreneuriat.
- Encourager l'investissement des envois de fonds de l'étranger dans des activités locales productives.
- Étendre l'accès aux services municipaux.
- Aborder les inégalités de genre.
- Inclure les jeunes à la vie économique et politique.

#### ***Encourager le développement des opportunités économiques et appuyer davantage l'entrepreneuriat***

*Appui à l'entrepreneuriat* : Le Gouvernement, y compris les administrations locales, devrait garantir un environnement plus propice aux petites entreprises, essentielles pour la survie des ménages, et encore plus pour la mobilité ascendante. Ceci peut se concrétiser en rendant les procédures d'enregistrement plus simples et plus transparentes et en examinant minutieusement les éventuels impacts adverses du zonage, des permis ou autres réglementations avant leur application.

*Offre de crédit* : L'accès au capital – souvent sous forme de prêts formels des banques et/ou associations de microcrédit – est ressorti de l'étude comme un moyen important grâce auquel les gens ont été en mesure de démarrer ou de développer une petite entreprise et de soustraire leur ménage à la pauvreté. Par contre le manque d'accès a été l'une des contraintes les plus souvent citées. Seules quelques unes des communautés rurales de l'étude ont des associations locales de microcrédit ; une seule bénéficiait tous les 15 jours d'une visite de représentants de Rabat. Les banques devraient envisager des moyens plus flexibles pour déterminer l'éligibilité des requérants qui n'ont pas un emploi salarié mais qui peuvent prouver leur solvabilité.

*Coopératives de producteurs* : Dans deux communautés, la mobilité locale a été décrite comme étant due en partie aux coopératives laitières couronnées de succès. Elles ont bénéficié d'un soutien de la part des agences publiques ainsi que des associations locales et semblent bénéficier du capital social local et aussi y contribuer. La création de telles coopératives pourrait être davantage encouragée par le biais de petits dons au démarrage, infusions de crédit et/ou conseil

technique ; certaines pourraient spécifiquement cibler les femmes (qui veulent lancer leurs propres coopératives) ou les jeunes.

### ***Renforcer la capacité des communautés à tirer avantage des ressources et réseaux de migrants***

Les envois de fonds des travailleurs à l'étranger constituent une source critique de revenus pour de nombreux ménages même si la migration a aussi des impacts négatifs sur les migrants et les membres de la famille qui sont restés au pays. En particulier pour ce qui est des migrants en âge de scolarisation, il faut trouver des incitations pour qu'ils puissent rester avec leur famille et les encourager à achever leur scolarisation avant de pénétrer le marché de l'emploi. Les envois de fonds pourraient aussi contribuer davantage au développement communautaire qu'ils ne le font actuellement. En créant un environnement des affaires attrayant, les collectivités locales pourraient encourager un investissement accru des envois de fonds dans des activités productives des communautés d'origine. Une étude récente de la rentabilité des migrants originaires des hautes terres appauvries de Sousse a décrit comment ils ont collaboré avec les associations villageoises locales en partenariat avec l'Etat marocain pour offrir des services d'infrastructure à faible coût à des dizaines de milliers de ménages dans leurs villages d'origine.<sup>4</sup> Cette expérience met en lumière les atouts potentiels que les migrants – qui retournent temporairement ou de manière définitive – peuvent offrir, non seulement avec leurs envois de fonds, mais aussi grâce aux connaissances et à l'expérience qu'ils ont acquis à l'étranger.

### ***Développer l'accès aux services municipaux***

*Services d'infrastructure* : La population a souvent identifié l'expansion des réseaux de l'électricité et de l'eau comme étant l'une des avancées positives les plus importantes de l'histoire récente de leur communauté. Ces dernières années ont été le témoin d'un développement important en milieu rural, mais la dynamique doit être maintenue – il demeure encore des districts non desservis dans un certain nombre des communautés ayant fait partie de l'enquête. L'entretien des routes (et ponts) secondaires et tertiaires qui relient les villages et les marchés ou centres de district locaux aux infrastructures de santé et écoles, améliore le bien-être et développe les opportunités économiques. En milieu urbain comme à Oufla N'talat, l'entretien du réseau d'assainissement et d'égouts a été cité comme un moyen de réduire les maladies hydriques, en particulier parmi les enfants.

*Soins de santé et filets sociaux* : Il n'est pas étonnant que l'étude ait indiqué que les chocs en matière de santé poussent souvent une famille à un échelon inférieur de l'Echelle de vie. L'accès à au moins un dispensaire (d'accès physique, adoptant des pratiques tenant compte de la sensibilité liée au genre, et dispensant des médicaments d'un coût abordable) réduirait nettement la charge pour les familles qui doivent déjà faire face à une interruption de leurs revenus. Un mécanisme formel de filet social est important pour aider les ménages en difficulté lors de courtes périodes de chômage, pour les empêcher de tomber en flèche dans une situation de pauvreté, et pour assurer un appui minimal à ceux qui sont incapables de subvenir à leurs propres besoins.

---

<sup>4</sup> Natasha Iskander, "Innovating state practices: Migration, development, and state learning in the Moroccan Sousse" Document de travail MIT IPC, IPC-05-009, décembre 2005.

*Education* : Bien que les attitudes enracinées sur les rôles des genres évoluent lentement, un des domaines où l'Etat, en partenariat avec les organisations de la société civile, pourrait faire progresser son agenda est celui de l'éducation. En effet, le Gouvernement a pris des mesures importantes depuis les années 90 pour accroître l'accès. Les taux d'inscription ont nettement augmenté, passant d'à peine un peu plus de 4 millions d'enfants, de la cohorte d'âge des 6 à 17 ans, en 1996, à un peu plus de 5,5 millions en 2006. La qualité, l'efficacité, et les disparités de genre et géographiques relèvent toutefois toujours du défi. Les filles du milieu rural ont nettement plus de probabilité d'abandonner l'école à un jeune âge, notamment si l'établissement d'enseignement secondaire est situé en dehors de la communauté. Un meilleur moyen de transport n'est pas toujours la réponse, du moins pour les filles. Il sera important de trouver de nouveaux moyens pour introduire l'enseignement secondaire dans les communautés isolées, ou pour amener les enfants aux écoles secondaires situées en dehors de leurs communautés (dortoirs, transport sécurisé, incitations matérielles pour les parents). Les conclusions tirées des récits individuels en particulier suggèrent un lien entre l'alphabétisation des femmes et la confiance en soi. Enfin, la littérature consacrée au développement a documenté l'impact du niveau d'éducation des femmes sur le développement humain et les résultats en matière de pauvreté.

*Soins de santé* : Nombreuses sont les femmes qui sont réticentes à consulter des travailleurs masculins de la santé (notamment en ce qui concerne les questions de santé reproductive) ; ceci joint au fait que les installations de maternité sont souvent situées dans les centres urbains a constitué un risque réel pour les femmes. Il pourrait être remédié au problème en encourageant de manière plus proactive les femmes à devenir des praticiennes rurales de la santé et en apportant des améliorations à l'abordabilité et à l'accès physique aux services de santé reproductive et installations hospitalières de qualité.

*Développer les opportunités économiques pour les femmes rurales* : S'il est vrai qu'un changement social rapide se constate en milieu urbain, où les femmes sont plus libres de participer aux marchés de l'emploi et de gérer elles-mêmes des ressources financières, les femmes rurales ont une moindre liberté d'action. Une provision accrue de compétences pertinentes pour le marché de l'emploi (notamment par le biais des organisations de la société civile, qui ont déjà commencé à dispenser des programmes d'alphabétisation et de formation professionnelle) et l'expansion des opportunités de crédit permettant aux femmes de réaliser des investissements initiaux dans des activités productives indépendantes, pourraient développer les opportunités de création de revenus pour les femmes à un coût relativement modeste pour l'Etat. Dans certaines communautés, les femmes ont commencé à organiser des coopératives de producteurs – un appui à ce type de coopératives aiderait des groupes de ménages mais autonomiserait aussi les femmes grâce à l'acquisition de compétences et à l'expansion des réseaux sociaux/professionnels, à un revenu personnel, et non des moindres, à la confiance dans leur capacité à agir indépendamment.

### ***Intégration de la jeunesse à la vie économique et politique***

La jeunesse peut s'avérer un atout important pour le Maroc – si le Gouvernement peut réussir à poursuivre son but déclaré d'adopter des politiques axées sur les jeunes visant à améliorer la qualité de l'éducation et sa pertinence pour le marché de l'emploi, améliorer les moyens d'existence des jeunes, en particulier ceux du milieu rural, développer des activités de loisir et autres activités ciblées sur les jeunes, et éliminer les barrières à une plus grande participation des jeunes en tant que citoyens. Créer un environnement plus propice aux petites entreprises, développer la portée des associations rurales de microcrédit, et intensifier la formation déjà dispensée par certaines associations de microcrédit, pourraient contribuer à élargir les opportunités économiques. Ces activités pourraient être intégrées à un projet axé sur la jeunesse qui ressortirait des études sectorielles actuellement en cours.<sup>5</sup>

---

<sup>5</sup> Ces thèmes sont élaborés plus en détails dans *Concept Note for the Kingdom of Morocco on Barriers to Youth Inclusion*, MNSSD, 2007.

## CHAPITRE 1 : INTRODUCTION

### Une décennie de changement<sup>6</sup>

Au cours des 10 dernières années, décennie couverte par la présente étude, le Maroc est passé par des transitions politiques, institutionnelles et démographiques importantes. Suite au décès du Roi Hassan II en 1999, son fils, Mohammed VI, a instauré la suprématie du droit et opté pour le développement plutôt que le contrôle de la société, ainsi que pour les relations entre les genres, principes conformes à une société plus moderne. Les partis d'opposition ont commencé à participer au Gouvernement et la société civile et les médias ont commencé à jouer un rôle plus actif dans la vie publique. A la suite des élections parlementaires de 2002, une coalition gouvernementale a été constituée, avec à sa tête Driss Jettou, homme d'affaires et technocrate nommé par le Roi.

Parallèlement, la moindre capacité de l'Etat à assurer les services économiques et sociaux l'a forcé à lancer la décentralisation de ses responsabilités à la société civile, au secteur privé, et aux communautés. Ces changements ont été accompagnés par un changement au niveau des perceptions du public quant au rôle de l'Etat dans la vie de la population. La population passe également par une transition démographique – la proportion de jeunes dans la cohorte des 15-24 ans a très fortement augmenté entre 1982 et 2002. Compte tenu de la baisse tout aussi importante des taux de fécondité (de sept enfants par femme en 1970 à 2,7 en 2004) la population commence à vieillir.<sup>7</sup>

Les sécheresses récurrentes et les fluctuations de plus en plus fortes de la production agricole (se référer au graphique ci-dessous) sont une des principales raisons du déclin de la croissance. Au cours des années 90, les prix à la baisse des principales cultures, la faiblesse des revenus, et l'absence d'un filet social à l'appui des populations au cours des quatre pires années de sécheresse, sont tous des facteurs qui ont contribué à une détérioration du bien-être.<sup>8</sup> Le faible accès à l'infrastructure rurale de base a également constitué un frein sur le développement économique et social. Le manque d'infrastructure hydraulique et connexe affecte gravement la capacité des pauvres du milieu rural à faire face à ce qui semble être des chocs climatiques croissants. Les forêts et les pâturages sont de plus en plus touchés par l'érosion, et les efforts des autorités pour limiter leur surexploitation ont, dans certains cas, aggravés le sort des communautés pauvres.

Récemment, le Gouvernement a explicitement porté l'accent sur la réduction de la pauvreté et le développement social. Il y a eu une reconnaissance publique plus explicite de la différence entre ce que les décideurs ont cyniquement appelé *le Maroc utile* – les villes côtières du Royaume – et

---

<sup>6</sup> Cette section s'inspire de *Kingdom of Morocco Poverty Report: Strengthening Policy by Identifying the Geographic Dimension of Poverty*. Banque mondiale. 2004, et de la Stratégie de coopération (CAS) 2005-2009.

<sup>7</sup> Maroc - *County Social Analysis Concept Note*, 26 janvier 2005. MENA.

<sup>8</sup> Bien qu'il n'y ait pas un seuil officiel pour définir une année de sécheresse, le présent rapport définit une année de sécheresse comme étant une année au cours de laquelle la production céréalière totale, mesurée en quintaux, a été inférieure à 75 pour cent de la production moyenne pour cette décennie. Selon cette définition, le Maroc a connu une période de sécheresse pendant environ 10 des 25 dernières années. Se référer à l'Annexe 2 pour les chiffres de la production céréalière de 1980 à 2005.

l'intérieur rural appauvri du *Maroc inutile*, où les indicateurs sociaux sont plus proches de ceux de l'Afrique subsaharienne que des pays voisins du Moyen-Orient.<sup>9</sup>

Actuellement, environ 15 pour cent de la population vit en situation de pauvreté, deux tiers en milieu rural, mais on trouve des poches de pauvreté tant en milieu urbain que rural. Un autre 25 pour cent de la population vivant à 50 pour cent ou moins au dessus du seuil de pauvreté sont considérés comme « économiquement vulnérables » à la maladie et à l'incapacité, aux intempéries, ou à la perte d'un emploi. Ainsi, 40 pour cent de la population marocaine font face soit à des difficultés pour maintenir un mode de vie modeste ou tout simplement pour survivre au jour le jour. La pauvreté a également une forte caractéristique de genre – 2,5 millions d'enfants, pour la majorité des filles du milieu rural, ne sont pas scolarisés et les indicateurs de genre pour l'alphabétisme et la santé, en particulier en milieu rural, se situent parmi les pires de la région. En milieu rural, 83 pour cent des femmes sont toujours analphabètes.

Et pourtant malgré les circonstances difficiles observées dans les neuf communautés de l'enquête, de nombreux ménages ont amélioré leurs conditions de vie et dans certains cas ont franchi le seuil de pauvreté ; d'autres, en dépit de la perception d'une croissance plus faible dans leurs communautés, sont parvenus à préserver leur richesse. Les données du rapport dérivent des neuf communautés rurales intérieures parlant principalement la langue berbère et elles ne peuvent pas être généralisées sans contestation aux conditions nationales. Mais les conclusions offrent toutefois un important aperçu des facteurs contextuels et ménagers qui facilitent ou entravent la mobilité dans les communautés rurales et urbaines du Maroc.

## **Objectifs de l'étude**

Le rapport examine les facteurs sociaux, politiques et institutionnels qui affectent la mobilité des ménages dans neuf communautés réparties sur le territoire du Maroc. Les objectifs ne visent pas seulement à comprendre ce qui maintient les populations en situation de pauvreté, mais d'une importance particulière, quelle est la combinaison de facteurs personnels et communautaires qui leur permet de se soustraire à la pauvreté et de demeurer en situation de non pauvreté. Au cours des dernières décennies, les fréquentes années de sécheresse, les mouvements de population à grande échelle, et les inégalités régionales ont façonné les chances de vie des ménages au Maroc. Ainsi, outre l'objectif global de comprendre la mobilité dans le pays, cette étude particulière a été conçue pour produire une compréhension plus nuancée de la manière selon laquelle les différences dans les schémas de la migration et régionales interagissent avec d'autres facteurs pour façonner la mobilité en milieu rural et urbain.

Les chercheurs ont utilisé une combinaison d'entrevues d'informateurs clés, discussions de groupes focaux composés d'hommes, de femmes et de jeunes, et de récits individuels pour ensuite répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les stratégies qui permettent à certains ménages de se soustraire à la pauvreté et de demeurer en dehors d'une situation de pauvreté ou de préserver, voire accroître, leur patrimoine ?

---

<sup>9</sup> Natasha Iskander, "*Innovating state practices: Migration, development, and state learning in the Moroccan Souss*" Document de travail MIT IPC, IPC-05-009, décembre 2005.

- Quels sont les facteurs qui font que les ménages se retrouvent en situation de pauvreté ou qu'ils demeurent en situation de pauvreté ?
- Les schémas de croissance communautaire ou régionale influencent-ils la mobilité ?
- Quelle est la relation entre la mobilité et la migration dans ces communautés ?
- Dans quelle mesure l'accès aux réseaux sociaux ou au « capital social » affecte-t-il la mobilité des ménages ?
- Dans quelle mesure les valeurs liées au genre, les normes et les comportements affectent-ils la mobilité des ménages ?
- Dans quelle mesure la gouvernance affecte-t-elle la mobilité et la prospérité de différents groupes dans une communauté ?
- Dans le contexte sociopolitique actuel du Maroc, quelles sont les aspirations et les anticipations des jeunes ?

### **Méthodologie : échantillonnage, sources de données, et analyse<sup>10</sup>**

L'étude fait partie d'une étude comparative internationale sur la mobilité dans 15 pays : *Moving out of Poverty: Understanding Freedom, Democracy and Growth from the Bottom Up*, sous la direction de Deepa Narayan. Les instruments de recherche et l'approche utilisée pour l'échantillonnage ont donc été adaptés de la méthodologie développée pour l'étude internationale afin de faciliter la comparaison transfrontière. Comme expliqué en détail ci-dessous, les données concernant les communautés, les ménages et les individus ont été recueillies avec des instruments de recherche traditionnels et innovateurs (se référer à l'Annexe 3 pour une description plus détaillée de la méthodologie), dans le but de comprendre comment des hommes et des femmes ordinaires définissent, évaluent et interprètent la mobilité et la vulnérabilité.

Pour comprendre dans quelle mesure différents schémas de croissance et/ou pauvreté influent sur les stratégies et opportunités de mobilité, les communautés ont été sélectionnées dans trois provinces présentant (i) des niveaux élevés de croissance et une migration interne nette, (ii) une croissance modérée sans migration nette, et (iii) un faible niveau de croissance et de hauts niveaux de migration. Dans chaque province, deux communautés rurales et un district urbain au sein d'une ville ont été sélectionnés. Dans l'optique d'une variation plus poussée, chacune des trois communautés a été sélectionnée d'une commune distincte (bien que certaines soient situées à proximité l'une de l'autre), les plus grands écarts en matière de pauvreté se constatant entre les communes.<sup>11</sup>

<sup>10</sup> Pour une explication plus détaillée, se référer à l'Annexe 4.

<sup>11</sup> Rapport sur la pauvreté au Royaume du Maroc : *Strengthening Policy by Identifying the Geographic Dimension of Poverty*. Banque mondiale, septembre 2004.

**Tableau 1.1 : Différences entre les provinces et les communautés**

Province	Croissance de la province	Niveau de migration	Communes	Taux de pauvreté (%)	Communautés	IPN (h/f)	SSP (h/f)	
Beni Mellal	Elevée	Migration interne nette	Souk Sebt	14,80	Khalouta	3/3	2/2	
			O. Nemma					
			Tanougha	10,9	Ait Hammi	6/2	4/5	
El Hajeb	Modérée	Pas de migration interne nette	Tagzirt	4,43	Foum Zaouia	1	6/3	
			El Hajeb	7,5	Bir Anzarane	4/5	1/1	
			Ras Ijerry	14,4	Ait Messaoud	9/4	9/6	
Chichaoua	Faible	Migration extérieure nette	Ait Yaazem	34,1	Igourramene-Tizi	8/9	7/9	
			Imintanout	16,7	Oufla N'talat	7	2/3	
			Nfifa	27,3	Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok	2/8	3/7	
			Irohalene	26,8	Tamessa-Tissyan-Azendo	5/6	8/8	

Note : f/h = classement par femmes/hommes ; les communautés urbaines sont ombragées.

Dans chaque communauté, l'équipe de recherche a interviewé trois à quatre informateurs clés (leaders ou professionnels locaux) pour développer un profil communautaire des facteurs historiques, sociaux, économiques et politiques ayant affecté la communauté au cours des 10 dernières années. Des données ont également été recueillies de trois paires de groupes focaux (GF) d'environ 10 hommes ou femmes, dont deux jeunes, concernant leurs points de vue sur les facteurs économiques, politiques et sociaux qui affectent leur vie.

Dans chaque communauté, une paire de groupes focaux ont été réunis pour l'exercice innovateur de triage des ménages. Chaque GF a discuté les déterminants de la mobilité et de la vulnérabilité, et a ensuite classé 100 ménages, sélectionnés dans le même quartier de sorte qu'ils connaissent les participants des groupes focaux. L'exercice de classement a commencé par la construction par chaque GF d'une Echelle de vie, consistant de niveaux subjectivement déterminés et définis localement de bien-être et ont convenu d'un Seuil de pauvreté de la communauté.<sup>12</sup> La plupart des communautés ont démarqué 8 à 10 échelons différents, à l'exception d'une des communautés rurales des plus pauvres, Tamessa-Tissyan-Azendo, où les répondants ont à peine articulé quatre échelons (se référer à l'Annexe 4 pour un exemple des échelons définis de bien-être à Foum Zaouia par le groupe focal composé d'hommes).

Lorsque les GF ont fini de développer une Echelle de vie, ils ont décidé où situer chacun des quelque 100 ménages sur l'Echelle selon leur niveau actuel de bien-être et là où ils se situaient 10 ans plus

<sup>12</sup> Le Seuil de pauvreté de la communauté a été égal au seuil de pauvreté officiel dans environ la moitié des communautés. Dans les communautés restantes, il a souvent varié d'un échelon par rapport au seuil officiel de pauvreté. Dans certains cas, le Seuil de pauvreté de la communauté tel que déterminé par les hommes et les femmes a également varié d'un échelon, autre raison pour laquelle les différents indices de changement varient aussi entre hommes et femmes.

tôt.<sup>13</sup> L'objectif de la rétrospective décennale visait à saisir la mobilité structurelle plutôt que transitoire ascendante ou descendante. L'équipe de recherche a utilisé l'information pour construire les indices suivants :

<b>Indice de prospérité :</b>	mobilité ascendante dans la communauté
<b>Indice de chute :</b>	descendante dans la communauté
<b>Indice de mobilité (départ) :</b>	tout type de mobilité quelle qu'en soit l'orientation
<b>Indice de prospérité nette :</b>	mobilité ascendante moins mobilité descendante
<b>Indice de prospérité partagée :</b>	mobilité ascendante des pauvres moins mobilité ascendante des non pauvres
<b>Indice de soustraction à la pauvreté :</b>	mobilité ascendante des pauvres sur l'ensemble du Seuil de pauvreté de la communauté
<b>Indice de mobilité des pauvres :</b>	mobilité ascendante de ceux en situation de pauvreté il y a 10 ans
<b>Indice de mobilité des riches :</b>	mobilité ascendante de ceux en situation de non pauvreté il y a 10 ans.

L'objectif de ces indices visait à permettre de discerner plus facilement les relations entre les tendances dans une communauté prospère, la proportion relative des pauvres et des non pauvres dans la population, et leur relative mobilité sur une période de 10 ans. Ainsi, les communautés avec des niveaux élevés de prospérité nette et partagée sont celles où une croissance élevée a bénéficié aux pauvres, alors que celles faisant montre d'une faible prospérité nette mais d'une forte prospérité partagée sont celles où le mouvement est peu important, mais où lorsqu'il existe, se produit parmi les pauvres. L'analyse complète les indices avec d'autres sources d'informations pertinentes pour la croissance et la prospérité de la communauté. Il s'agit entre autres des taux de pauvreté communale et du jugement des participants aux GF quant à savoir si la prospérité a augmenté, diminué, ou si elle est restée la même au cours des 10 dernières années.

D'autres groupes focaux ont discuté des opportunités économiques et moyens d'existence ainsi que des attitudes face à la liberté, au pouvoir, à la démocratie et à la gouvernance. Des GF composés de jeunes hommes et femmes, adolescents et jeunes d'une vingtaine d'années, ont été réunis pour discuter de questions similaires. Enfin la dernière source majeure de données pour le rapport consiste d'environ 14 récits individuels de vie de chaque communauté d'hommes et de femmes de quatre catégories de ménages : ceux dont la mobilité est ascendante, ceux dont la mobilité est descendante, ceux qui sont demeurés pauvres (« pauvres stables »), et ceux qui sont demeurés non pauvres (« non pauvres stables ») au cours des 10 dernières années. Les précieuses données tirées de ces récits individuels illustrent les dynamiques de la mobilité et les différentes opportunités et risques qui caractérisent les différents niveaux de l'Echelle de vie dans différentes communautés urbaines et rurales.

Bien que l'étude s'inspire des données qualitatives de neuf communautés du Maroc, nous pensons que les conclusions peuvent être généralisées à plus grande échelle aux communautés

---

<sup>13</sup> Il y a lieu de noter que du fait que l'étude est *rétrospective* et commence avec les ménages qui vivent toujours dans les communautés ayant fait l'objet de l'examen, elle exclut l'information relative aux ménages qui ont quitté la communauté au cours des 10 dernières années.

rurales et districts urbains qui font montre de schémas similaires de croissance, migration, développement de l'infrastructure et prestation de services. Les données d'enquête peuvent décrire les conditions dans lesquelles la population vit, mais les données qualitatives sont essentielles pour comprendre comment la population *fait l'expérience* de ces conditions et *pourquoi* elle réagit d'une manière et non d'une autre.

### **Structure du rapport**

La première partie du Chapitre 2 examine les schémas de mobilité pour les communautés, en portant l'accent sur les facteurs qui semblent avoir contribué ou entravé la prospérité de la communauté. La seconde partie du chapitre identifie les facteurs qui semblent contribuer à la mobilité ascendante et descendante des ménages. Les moyens d'existence disponibles, l'ampleur de la migration interne et externe et des envois de fonds, et le type et niveau d'infrastructure, sont discutés. Le Chapitre 3 examine la mobilité et la vulnérabilité des ménages sur une période de 10 ans entre quatre groupes : ceux qui sont montés dans l'Echelle de vie, ceux qui ont régressé, ceux qui ont maintenu leurs richesses au même niveau, et ceux qui sont demeurés pauvres. Le Chapitre 4 se penche sur la relation entre la démocratie, le niveau de gouvernance locale, et la prospérité et mobilité de la communauté et des ménages. Le Chapitre 4 discute l'impact du genre sur la mobilité des ménages. Le Chapitre 6 discute les expériences et aspirations de la jeunesse ainsi que leur point de vue sur la liberté, le pouvoir, la démocratie et la gouvernance. Le Chapitre 7 présente une brève conclusion.

## CHAPITRE 2 : APERCU DE LA MOBILITE DES COMMUNAUTES ET DES MENAGES

Ce chapitre commence par un récapitulatif de quelques conclusions générales relatives à la mobilité des ménages pauvres et non pauvres entre les communautés. Il traite ensuite de certains schémas qui ont émergé et note comment les communautés se situent dans plusieurs grappes, selon l'ampleur de la mobilité de la population et quels sont les groupes qui enregistrent le plus haut niveau de mobilité. Ensuite, en se servant des données des groupes focaux et des interviews, il récapitule les facteurs qui semblent contribuer à ces schémas. La section finale du chapitre se penche sur les individus et les ménages afin de mieux cerner pourquoi certains ménages ont été en mesure de se soustraire à la pauvreté et de demeurer en situation de non pauvreté au cours des 10 dernières années et les raisons pour lesquelles d'autres ménages se sont retrouvés en situation de pauvreté.

### Comment les communautés s'apparentent-elles en matière de mobilité et de croissance

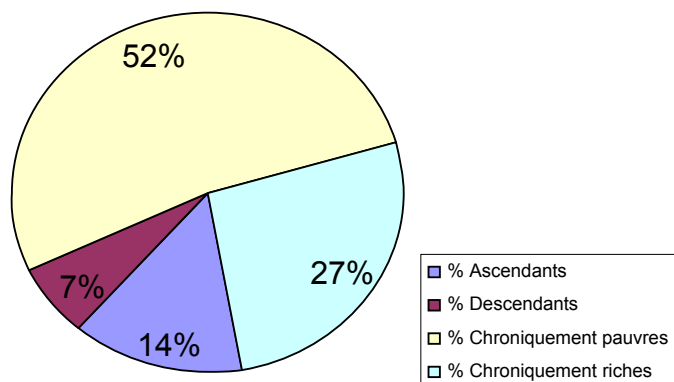
La moitié des ménages des neuf communautés ayant fait l'objet de l'enquête ont enregistré des mouvements ascendants et descendants, toutefois la fréquence de la mobilité ascendante parmi les ménages qui avaient démarré pauvres (37 pour cent) a été double de celle des ménages qui avaient démarré non pauvres (19 pour cent). Et, bien que la mobilité ascendante nette (l'Indice de prospérité nette) n'ait été que de 12 pour cent seulement, 20 pour cent des ménages ayant démarré pauvres ont néanmoins réussi à se soustraire à la pauvreté.

Tableau 2.1. : Indices de mobilité agrégés entre communautés

Indice	Moyenne
Indice de prospérité nette	,12
Indice de départ	,51
Indice de sortie de la pauvreté	,21
Indice de mobilité des pauvres	,37
Indice de mobilité des riches	,19

De nombreux ménages n'ont toutefois pas franchi le seuil de pauvreté de la communauté. Tel qu'illustré dans le graphique circulaire ci-dessous, à peine la moitié des ménages de l'étude ont commencé pauvres et le sont restés, alors que 27 pour cent des ménages de l'étude ont commencé en situation de non pauvreté et y sont demeurés. Quatorze pour cent des ménages de l'enquête se sont soustraits à la pauvreté, et 7 pour cent des ménages se sont retrouvés en situation de pauvreté, ce qui suggère un progrès modéré mais non significatif entre les communautés.

Figure 1.1. Groupes de transition, agrégés entre communautés



Bien que les facteurs qui ont permis aux ménages pauvres de se soustraire à la pauvreté seront discutés plus en détail dans la suite du rapport, il est évident qu'ils avaient davantage de probabilités d'échapper à la pauvreté dans des communautés ayant au départ un fort pourcentage de non pauvres stables. En effet, les pauvres et les non pauvres ont eu tendance à être plus mobiles dans de telles communautés, tandis que les ménages pauvres avaient plus difficile à échapper à la pauvreté dans les communautés où ils représentaient un segment plus important de la population. Parmi les neuf communautés, Bir Anzarane se distingue par sa large proportion de ménages nantis dès le départ (environ 85 pour cent), suivi par Khalouta (35 pour cent, classement moyen pour les hommes et pour les femmes) et Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok (13,5 pour cent) et Ait Hammi (11 pour cent).

***La prospérité de la communauté semble liée à sa taille ainsi qu'au contexte général de pauvreté de la commune dans laquelle elle est située.***

Il n'est pas surprenant que trois des communautés, Khalouta, Ait Hammi, et Foum Zaouia, avec des taux modérés à élevés de MA, soient localisées à Beni Mellal, qui fait montre de la croissance la plus forte parmi les trois provinces, et où les taux de pauvreté moyens des trois communes examinées sont les plus faibles. Foum Zouia est située dans la commune avec le taux de pauvreté le plus faible. Bir Anzarane est située dans une province à croissance modérée, mais dans la commune avec les taux de pauvreté les plus faibles des trois communes examinées de la province, et le deuxième niveau le plus bas des neuf communes. De même, les communautés les plus pauvres, Tamessa-Tissyan-Azendo, Igourramene-Tizi, et d'après les hommes, Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok, sont situées dans les trois communes les plus pauvres, où les taux de pauvreté ont été nettement supérieurs à ceux des six autres.

**Tableau 2.2 : Différences entre provinces et communautés**

Communautés (urbaines en ombragé)	Province	Croissance dans la province	Niveau de migration	Communes	Taux de pauvreté (%)	Perception des tendances de prospérité (femmes/ hommes)
Khalouta	Beni Mellal	Elevée	Migration interne nette	Souk Sebt O. Nemma	14,8	+/+
Ait Hammi				Tanougha	10,9	-/+
Foum Zaouia				Tagzirt	4,43	+/+
Bir Anzarane	El Hajeb	Modérée	Aucune migration nette	El Hajeb	7,5	+/+
Ait Messaoud				Ras Ijerry	14,4	+/+
Igourramene-Tizi				Ait Yaazem	34,1	+/-
Oufla N'talat	Chichaoua	Faible	Migration externe nette	Imintanout	16,7	-/-
Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok				Nfifa	27,3	-/-
Tamessa-Tissyan- Azendo				Irohalene	26,8	=/+

Comme l'indique le graphique ci-dessous, les hommes et les femmes ont également constaté que les ménages pauvres s'en tiraient mieux dans les grandes communautés plutôt que dans les petites -- y compris le centre urbain de Bir Anzarane et Khalouta et la zone rurale de Foum Zaouia. Un consensus relatif s'est dégagé selon lequel les pauvres se trouvaient dans la situation la plus difficile à Igourramene-Tizi et Tamessa-Tissyan-Azendo, deux très petites communautés rurales. Mais la divergence de vue a été considérable pour ce qui est de la mobilité à Ait Yahya-Ait-Abdellah-Ait-Mechkok, également une petite communauté rurale. Les femmes de la communauté ont été d'avis que la vie y était devenue beaucoup plus facile avec la récente introduction de l'électrification, l'ouverture de nouvelles boutiques, la construction d'une école, et le recrutement d'enseignants. Les femmes ont donc conclu que le mouvement de sortie de la pauvreté a été plus important que la conclusion à laquelle les hommes sont arrivés.

**Tableau 2.3. : Pourcentage des ménages qui ont échappé à la pauvreté dans les neuf communautés**

<b>Communauté</b>	<b>GF femmes</b>	<b>GF hommes</b>
Bir Anzarane	50	40
Khalouta	41	26
Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok	36	8
Ait Hammi	31	15
Oufla N'talat	29	16
Foum Zaouia	15	18
Igourramene-Tizi	11	3
Tamessa-Tissyane-Azendo	8	8
Ait Messaoud	7	14

*Dans certaines communautés, la probabilité de se soustraire à la pauvreté a été contrebalancée par la vulnérabilité à tomber en situation de pauvreté.*

Les matrices ci-dessous indiquent comment les mouvements ascendants (MA) et descendants (MD) autour du seuil de pauvreté de la communauté ont été associés dans chaque communauté. Bir Anzarane occupe toujours la position optimale d'un MA de haut niveau avec de faibles taux de MD. Khalouta a des taux élevés de MA, mais ses taux élevés de MD traduisent une incertitude de vie, des opportunités pour échapper à la pauvreté mais également des risques considérables de se retrouver en situation de pauvreté. De même, les taux modérés de MA à Oufla N'talat et Ait Hammi sont tempérés par les taux élevés de MD, ce qui démontre que si bon nombre de ménages sont mobiles, ils demeurent néanmoins vulnérables. Par contraste, alors que Foum Zaouia fait montre de modestes taux de MA, peu de ménages se retrouvent en situation de pauvreté. A nouveau Igourramene-Tizi et Tamessa-Tissyane-Azendo se distinguent par une combinaison défavorable de faibles taux de MA et taux modérés de MD. Bien qu'Ait Messaoud combine de faibles taux de MA avec des taux modérés de MD, l'environnement y est plus favorable pour les non pauvres qui sont relativement mobiles.

**Tableau 2.4 : Relation entre la mobilité ascendante et descendante dans les communautés enquêtées**

Sur la base de l'exercice de triage des HOMMES

	<b>Faible MA</b>	<b>MA moyen</b>	<b>MA élevé</b>
<b>MD élevé</b>		<b>Oufla N'talat, Ait Hammi</b>	<b>Khalouta</b>
<b>MD moyen</b>	<b>Tamessa-Tissyane-Azendo Igourramene-Tizi</b>	Ait Messaoud	
<b>MD faible</b>	Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok		<b>Bir Anzarane, Foum Zaouia</b>

### Sur la base de l'exercice de triage des FEMMES

	Faible MA	MA moyen	MA élevé
MD élevé		Oufla N'talat, Ait Hammi	Khalouta
MD moyen	Tamessa-Tissyan-Azendo Igourramene-Tizi		
MD faible	Ait Messaoud	Foum Zaouia	Bir Anzarane Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok

**MD** = Mouvement descendant ou Taux de chute en situation de pauvreté

**MA** = Mouvement ascendant ou Taux de sortie de la pauvreté

Les communautés en caractères gras sont celles pour lesquelles les indices produits pour les classements des hommes et des femmes ont été les mêmes.

Sur la base du classement réalisé par les hommes, l'Indice de prospérité nette des communautés correspond raisonnablement bien aux taux de pauvreté relative des communes où elles sont situées. La divergence est plus nette entre l'évaluation des femmes de l'Indice de prospérité nette et des taux de pauvreté. Tel que noté précédemment, cette divergence peut s'expliquer par le fait que les hommes et les femmes priorisent différents critères. Dans les évaluations générales de la prospérité, les hommes ont eu tendance à accorder plus de poids aux opportunités économiques et aux niveaux du revenu monétaire, alors que les femmes ont tenu compte du coût de la vie, du fardeau de l'analphabétisme, et de l'inégalité sociale.

**Tableau 2.5 : Différences entre le classement des hommes et des femmes de l'Indice communautaire de prospérité nette (1 = élevé, 9 = faible), et corrélation avec les taux de pauvreté de la commune (1 = élevé, 9 = faible)**

	Prospérité nette selon les femmes (élevée à faible)	Prospérité nette selon les hommes (élevée à faible)	Taux de pauvreté de la commune proche (élevé à faible)
1.	Foum Zaouia	Foum Zaouia	Foum Zaouia
2.	Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok	Ait Hammi	Bir Anzarane
3.	Khalouta	Khalouta	Ait Hammi
4.	Bir Anzarane	Ait Messaoud	Ait Messaoud
5.	Tamessa-Tissyan-Azendo	Bir Anzarane	Khalouta
6.	Ait Hammi	Tamessa-Tissyan-Azendo	Oufla N'talat
7.	Oufla N'talat	Oufla N'talat	Tamessa-Tissyan- Azendo
8.	Igourramene-Tizi	Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok	Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok
9.	Ait Messaoud	Igourramene-Tizi	Igourramene-Tizi

La description et les tableaux ci-dessus suggèrent une corrélation entre la mobilité et des facteurs tels que l'urbanisation, la taille de la population, et les conditions de pauvreté de la commune et de la province où se trouvent les communautés. La discussion qui suit se base sur des détails tirés des groupes focaux, des interviews avec des informateurs clés et des récits individuels afin de mieux cerner dans quelle mesure ces facteurs et d'autres circonstances affectent la prospérité et le bien-être d'une communauté.

***Les communautés plus prospères sont celles qui offrent des emplois stables ou qui fournissent un éventail d'opportunités permettant aux ménages de diversifier, d'investir, et de faire face au risque***

Bir Anzarane, district central de la capitale de la province d'El Hajeb, présente l'exemple le plus extrême d'une communauté composée de nombreux employés salariés. Une large proportion de la population est composée soit d'employés du secteur public ou de vétérans retraités. Contrairement aux travailleurs manuels qui dépendent de la demande et d'une bonne santé, et aux petits commerçants et artisans, dont la demande pour les services fluctue avec l'économie, les agents de la fonction publique ont des revenus stables et une assurance maladie qui leur permettent de préserver leur emploi en cas de maladie ou de crises familiales. Les ménages où un ou plus d'un enfant adulte travaillait pour l'Etat, en particulier si et lorsque les revenus étaient accompagnés d'envois de fonds de l'étranger, ont fait montre de la meilleure probabilité de mobilité ascendante. On peut avancer l'argument selon lequel cet influx permanent d'argent dans l'économie locale facilite la mobilité des riches et des pauvres du fait qu'il vient à l'appui d'un marché stable pour les biens et services.

Par ailleurs, la prospérité et l'esprit d'entrepreneuriat à Bir Anzarane sont toujours relatifs. Alors que certains des fonctionnaires parmi les mieux payés ont investi dans de petites entreprises, bon nombre de retraités du district et de jeunes gens étaient économiquement inactifs. En outre, la population est d'avis que les réglementations commerciales complexes et les impôts élevés et arbitraires – les autorités fiscales locales ont un énorme pouvoir de discrétion pour estimer la valeur des entreprises – ont découragé l'activité productive.

Il y a peu d'emplois dans la fonction publique à Khalouta, district urbain plus marginalisé, mais les ménages sont toutefois en mesure de combiner un salaire journalier de l'agriculture (source de revenu de base pour 60-70 pour cent), de la construction, d'un emploi saisonnier à la raffinerie de sucre, et d'un travail sur le marché de gros des fruits et légumes. Les ménages qui vivent au dessus du Seuil de pauvreté de la communauté associe le revenu tiré de petites entreprises, y compris des boutiques et services, à un emploi salarié dans la fonction publique ou la construction et aux envois de fonds. Cette diversification suggère une raison possible au haut niveau de mobilité ascendante à Khalouta, alors que l'instabilité inhérente de certains de ces moyens d'existence peut expliquer le haut degré de mobilité descendante.

A Fom Zaouia, l'agriculture irriguée a été relativement moins affectée par la sécheresse. L'agriculture, ainsi que l'élevage, appuyés par la coopérative laitière décrite ci-dessus, constituent les sources les plus importantes de revenus, suivies par les envois de fonds de l'étranger, associées à des services et commerces de petite envergure. Les riches et les pauvres font montre d'un haut niveau de mobilité. Dans la zone rurale d'Ait Hammi, davantage affectée par la sécheresse, le haut niveau de mobilité des pauvres contraste avec la très faible mobilité des riches. Malgré le revenu agricole à la baisse, la population d'Ait Hammi s'est développée à la suite de l'influx des populations des zones montagneuses du district lorsque l'Etat a imposé de strictes sanctions sur l'utilisation des forêts domaniales. La détérioration des moyens d'existence agricoles et forestiers a toutefois été contrebalancée par l'ouverture récente d'une nouvelle carrière de pierre et de sable qui assure un revenu à quelque 100 ménages. La carrière peut avoir contribué à la mobilité des pauvres de la communauté. Ceux disposés à travailler de longues heures dans un emploi physiquement éprouvant et risqué à la carrière ont été en mesure d'épargner suffisamment pour investir dans l'agriculture.

### ***Les envois de fonds de l'étranger sont une composante clé de la prospérité communautaire***

La sécheresse qui a frappé le Maroc au cours des dernières décennies a contribué à l'appauvrissement rural et aux mouvements internes des populations des communautés agricoles plus ou moins affectées. Les pressions subséquentes sur la terre, les services, et les emplois ont alimenté la migration bien que le schéma de la migration et des envois de fonds diffère d'une communauté à l'autre. Les communautés pauvres ont tendance à envoyer certains de leurs membres dans d'autres régions du Maroc, alors que les communautés plus mobiles et prospères sont davantage en mesure d'envoyer certains de leurs membres à l'étranger (les causes et effets ne sont toutefois pas évidents, les envois de fonds de l'étranger contribuant plus que les transferts internes à cette prospérité). Le coût de la migration clandestine peut s'élever à 20.000-30.000 dirhams, et un contrat à l'étranger peut coûter jusqu'à 60.000 dirhams, certaines familles allant même jusqu'à échanger une parcelle de terre pour un tel contrat.

Dans le centre rural de Fom Zaouia, la migration interne des travailleurs saisonniers en provenance des régions frappées par la sécheresse, jointe à la fragmentation des sols en raison des schémas d'héritage, ont entraîné une baisse des revenus agricoles dans les années 80. Cette tendance a été contrebalancée par une vague de migration à partir de 1995. Les envois de fonds ont permis aux ménages agricoles d'agrandir leurs possessions foncières, d'introduire des engrais chimiques et autres innovations pour améliorer la production, d'agrandir leurs troupeaux au bénéfice de la coopérative laitière locale, et d'acheter de l'équipement mécanisé, notamment des tracteurs à sous-louer contre un revenu additionnel en espèces.

A Khalouta, décrit plus en détail au chapitre suivant, un grand nombre d'hommes et de femmes partent à l'étranger. Au cours de la dernière décennie, leurs gains ont alimenté la construction ainsi que les petits commerces et services. A Bir Anzarane, les migrants rentrés au pays ont construit d'impressionnantes nouvelles maisons, inspirant d'autres habitants à en faire de même, contribuant ainsi à l'amélioration générale du district.

La migration est aussi une importante stratégie d'existence pour les communautés à faible croissance, mais les ménages en mesure d'envoyer des membres en Europe sont peu nombreux. A Tamessa-Tissyan-Azendo et dans d'autres communautés rurales dotées de peu de moyens d'existence en dehors de l'agriculture et de l'élevage, « les sécheresses ont incité les jeunes à quitter la région pour trouver du travail dans les grandes villes. On ne trouve plus aucun jeune dans le *douar* – lorsqu'un enfant atteint l'âge de sept ou huit ans, il part travailler en ville. Pour voir tous ces jeunes qui ont quitté le *douar*, il faut revenir en août lorsqu'ils rendent visite à leur famille ou qu'ils participent à la fête de l'Aid El Kébir. » La migration à l'étranger est également importante à Oufla N'talat et les retraites tirées du travail à l'étranger fournissent un revenu stable pour certains ménages.

### ***La coopération est bénéfique pour les communautés (et les ménages)***

Dans les communautés plusieurs associations et organisations ont leur importance pour la vie communautaire. Fom Zaouia et Ait Hammi, deux des communautés les plus prospères du continuum, ont des coopératives laitières qui ont leur importance pour la mobilité de la communauté et des ménages (se référer à l'Encadré 2.1 ci-dessous). Fom Zaouia, où le niveau de mobilité parmi les pauvres et les riches est le plus élevé, compte diverses associations dont une pour le développement villageois et culturel et une association d'utilisateurs de l'eau pour gérer l'irrigation. A Fom Zaouia, les femmes étaient en train de mettre sur pied une association pour l'élevage de

caprins. Bir Anzarane a aussi des organisations sociales et culturelles qui relient les résidents et Oufia N'talat, communauté urbaine plus démunie, a une nouvelle association de développement, source de fierté et d'optimisme pour de nombreux jeunes. Les communautés les moins mobiles, par contre, ont moins d'associations, voire aucune. Igourramene-Tizi, par exemple, n'a qu'une association de gestion de l'eau. Dans d'autres communautés rurales, la tribu a été identifiée comme étant un important ancrage de solidarité auquel les hommes contribuent.

#### **Encadré 2.1. : Les coopératives laitières contribuent à la prospérité de la communauté**

Les coopératives laitières locales ont contribué à la mobilité de nombreux ménages à la fois dans la communauté prospère de Fom Zaouia et celle plus pauvre d'Ait Hammi. Créées au départ par le bureau local du Ministère de l'Agriculture pour l'ensemble de la commune, la coopérative de Fom Zaouia a vu le jour lorsque 30 éleveurs locaux se sont dissociés de la coopérative communale en 1993. Les membres de la coopérative ont minimisé l'appui obtenu du Ministère tout en reconnaissant qu'il ne leur avait pas posé d'obstacles. La tribu d'Ait Ihmad a également fourni à la coopérative des installations gratuites pendant trois ans. La nouvelle coopérative a acheté du bétail laitier pour ses membres qui l'ont remboursé avec le revenu subséquent des ventes de lait. La coopérative s'est régulièrement développée, grâce en partie aux envois de fonds que les membres ont utilisé pour investir dans du bétail laitier. Les membres ont été fiers de leur capacité à collaborer. Les femmes ont déclaré « qu'elles n'avaient que de bons souvenirs de la coopérative – l'importation de bétail laitier, la distribution des gains annuels qui ont aidé la population à faire face aux multiples crises ménagères ..... » tandis que les hommes ont déclaré « il est vrai qu'il y a certains conflits d'intérêt, mais nous réussissons à les résoudre entre nous, sur la base de nos traditions ou coutumes ». Parallèlement, les membres ont déclaré, qu'au moins initialement, la laiterie centrale qui est le principal acheteur du lait a pris avantage de leur inexpérience et manque de connaissances en gestion pour fixer les prix à un niveau trop bas. Actuellement les membres envisagent de vendre leurs produits eux-mêmes sur d'autres marchés locaux et régionaux. Ce sont les non pauvres toutefois qui bénéficient principalement de la coopérative – les cotisations ont fortement augmenté au cours des 12 dernières années et ne sont plus à la portée des ménages pauvres. La coopérative d'Ait Hammi fonctionne de la même manière mais il y a eu deux cas de détournement depuis sa création. Bien que les membres soient également d'avis que la laiterie centrale de Casablanca, leur principal acheteur, maintient les prix trop bas pour couvrir les coûts de la production du lait, la coopérative apporte toujours un soutien important à de nombreux ménages.

Certains analystes suggèrent que le dynamisme de ces organisations, y compris les associations de développement villageois, dérive de la force des réseaux sociaux et des normes de réciprocité du Maroc rural, en particulier dans le Sud et dans le Haut Atlas. Dans ce que certains analystes décrivent comme étant la « démocratie berbère », les hommes adultes élisent leurs leaders dans le cadre d'une assemblée vis-à-vis de laquelle ils sont responsables. La confiance et la solidarité sont devenus des aspects importants du tissu social dans ces régions arides où le manque d'eau force la population à coopérer et transcende leurs intérêts individuels au nom de la communauté. Cette tradition de coopération entre les ménages, ce que Fatima Mernissi, sociologue et écrivaine marocaine, décrit comme étant le « capital social non exploité du Maroc, implique que les coopératives laitières et les associations de l'eau ne sont pas des pratiques aliénantes mais qu'elles s'inspirent des traditions et pratiques locales (se référer à l'Encadré 2.2).

### **Encadré 2.2 : Le récit d'Ait Iktel**

Mernissi a décrit l'historique d'Ait Iktel, petit village à 100 km de Marrakech, comme une histoire à succès incarnant les principes de la démocratie berbère. Stimulée par les migrants rentrant de France, la communauté a développé une association villageoise à la fin des années 80 groupant tous les habitants du village. L'association a réalisé des projets en santé, alimentation en eau, électrification, construction de routes, et alphabétisation. Les résidents ont assuré une partie du financement et de la main-d'œuvre, mais selon Mernissi, c'est la participation de la Jema'a qui a été la « garantie d'une gestion réussie ». L'expérience d'Ait Iktel a été reproduite ailleurs, notamment dans le Sud et le Haut Atlas, par le biais d'autres associations villageoises, sous la tutelle de l'Association pour la migration et le développement, avec laquelle les migrants rentrant au pays ont partagé leurs connaissances et leurs finances. Mernissi note, toutefois, que la société berbère traditionnelle privilégie la tribu aux dépens de l'individu, et les femmes sont totalement exclues du processus de prise de décision. Ainsi, le développement d'un plus grand nombre d'associations locales, même appuyées par la Jema'a et la démocratie berbère, n'engendre pas nécessairement le développement d'une mentalité démocratique dans les communautés concernées. Mernissi conclut que « le défi à relever consiste à se soustraire à l'identité tribale pour en développer une nouvelle basée sur le respect des droits universels ».<sup>14</sup>

### ***Les communautés à faible croissance dépendent davantage de l'agriculture et de l'élevage***

Au nombre des communautés ayant moins bien réussi, Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok et Tamessa-Tissyan-Azendo sont situées dans la province enregistrant la croissance la plus faible, Chichaoua, tandis qu'Igourramene-Tizi, fait partie de la commune la plus pauvre de la province d'El-Hajeb (et de l'étude). Ces communautés sont caractérisées par un indice FIP élevé, une faible mobilité des pauvres et une mobilité encore moindre des riches, ainsi que par de faibles taux de MA. Les hommes et les femmes de ces communautés sont pratiquement tous d'accords pour dire que les opportunités économiques ont pris du recul. Ces communautés sont relativement petites – entre 400 et 800 personnes et relativement dépendantes de l'agriculture et de l'élevage et donc vulnérables aux sécheresses. Les femmes contribuent vraisemblablement moins aux revenus indépendants du ménage. Enfin, comme noté ci-dessous, la fermeture de grandes entreprises qui donnaient à un segment de la population des emplois stables et les nouvelles réglementations communales qui ont restreint les opportunités pour la main-d'œuvre non qualifiée, ont contribué au chômage.

### ***La fermeture d'entreprises et le ralentissement de la construction ont affecté les communautés déjà touchées par la baisse des revenus agricoles***

Dans les communautés agricoles à faible croissance de l'étude, le revenu salarié dérivait principalement de grandes exploitations agricoles étrangères ou gérées par l'Etat. Leur dégraissage abrupte a contraint les ménages à se tourner vers l'agriculture de subsistance ou la migration interne. A Igourramene-Tizi, par exemple, bon nombre avait travaillé pour Delorme, une entreprise agricole française qui s'est fortement redimensionnée en 2003 ; d'autres avaient travaillé pour l'entreprise agricole SODEA, qui s'est également fortement redimensionnée au cours des dernières années.

<sup>14</sup> Fatima Mernissi, 1997. "Social capital in action: the case of the Ait Iktel Village Association". Document présenté au Forum méditerranéen de la Banque mondiale.

Compte tenu de la dépendance antérieure de nombreux ménages vis-à-vis d'un emploi stable dans ces entreprises agricoles, il n'est pas surprenant que la communauté a actuellement l'indice FIP le plus élevé. Le redimensionnement et/ou la fermeture des deux entreprises a également affecté la population voisine d'Ait Messaoud. Les participants au groupe focal ont fait les commentaires suivants « Depuis 1981, la sécheresse a été à l'origine d'une importante crise économique avec la perte de terres agricoles et d'arbres productifs. Les revenus de la population ont sérieusement diminué, à l'exception de la campagne de 1994 lorsque la pluviométrie a permis une bonne récolte. Les sécheresses ont incité les jeunes à quitter la région pour travailler dans les grandes villes ... Les ménages se sont tournés vers la construction ... ou le commerce sur les marchés. Mais les revenus tirés de ces activités demeurent peu importants en comparaison des récoltes généreuses produites aux cours des bonnes campagnes agricoles. »

L'industrie de la construction a, par le passé, été une source importante d'emplois occasionnels pour les hommes de Tamessa-Tissyan-Azendo et Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok, toutes deux situées relativement près d'Imintanout, la ville où se trouve Oufla N'talat. Dans les trois communautés, les répondants ont interconnecté le chômage dans les activités de construction connexes aux nouvelles réglementations arrêtées par les autorités communales. Afin de limiter la construction non planifiée et non conforme aux normes, les autorités exigent actuellement un plan de construction avant de pouvoir bâtir. L'impact de ce critère a été de limiter un des secteurs les plus dynamiques de l'économie informelle locale et de restreindre les moyens d'existence disponibles localement.

### ***Les communautés plus prospères sont celles où les femmes assument des rôles plus importants en tant qu'acteurs économiques indépendants***

Les hommes et les femmes des communautés les plus peuplées et mobiles ont noté une plus grande liberté pour les femmes à participer au marché de l'emploi. Les femmes du centre rural de Foum Zaouia, en particulier les jeunes femmes divorcées ou diplômées d'université, migrent à l'étranger et prennent en charge leur famille avec les envois de fonds. Les hommes et les femmes ont été d'avis que le statut des femmes à Foum Zaouia évoluait et qu'elles pouvaient plus librement s'engager, de manière indépendante, dans des activités agricoles ou artisanales au foyer ou dans des boutiques. Dans le centre urbain de Khalouta, tel que discuté au chapitre suivant, il est dit que les femmes ont un accès aisé aux emplois, y compris aux gros ouvrages, et qu'elles ont plus de probabilité de gagner un salaire. Même dans le centre moins mobile mais urbain d'Oufla N'talat, les femmes se sont senties plus libres, même s'il leur était difficile de trouver un emploi. Oufla N'talat a été le témoin d'une incursion dans le district de femmes en provenance de communautés encore plus pauvres ; dans certains cas quelques unes d'entre elles ont fini par se prostituer.

A l'opposé, dans les petites communautés rurales d'Igourramene-Tizi et Tamessa-Tissyan-Azendo, les femmes ont été relativement exclues du marché de l'emploi et nettement plus vulnérables à l'appauvrissement en cas d'invalidité ou de décès du conjoint. A Igourramene-Tizi, les terrains agricoles appartiennent collectivement aux groupes tribaux, et les femmes n'ont pas droit à l'héritage, ce qui limite encore leur autonomie.

## **Mobilité des ménages : une combinaison de structure d'opportunités, chance, et caractéristiques individuelles du ménage**

La section suivante s'inspire des données tirées de récits individuels ainsi que des discussions des groupes focaux pour identifier les facteurs qui permettent à certains ménages et non à d'autres de bénéficier de meilleures conditions communautaires, ou à l'inverse, de rendre certains ménages et non d'autres vulnérables à des conditions locales difficiles. Les facteurs suivants ressortent comme étant les plus significatifs pour influencer la mobilité ascendante et descendante :

- Situation initiale
- Stabilité des revenus (travail salarié, retraites, en particulier de l'étranger)
- Diversification des moyens d'existence et des sources de revenus
- Migration et envois de fonds
- Héritage d'une propriété ou obtention d'une somme forfaitaire (indemnité de décès, paiement d'assurance)
- Position dans le cycle de vie
- Maladie et décès dans la famille
- Opportunités pour les femmes
- Niveau de soutien disponible des réseaux sociaux.

### ***La population riche au départ le restera vraisemblablement***

En particulier en ce qui concerne les non pauvres stables, bon nombre d'entre eux ont grandi dans des foyers prospères et ont suivi un enseignement universitaire. Ce sont eux qui ont été en mesure de trouver des emplois dans le secteur public, à la fois en vertu de leur éducation et de relations utiles pour obtenir ces emplois convoités. D'autres ont été en mesure d'entrer dans des entreprises lucratives grâce à des parents vivant dans d'autres villes. Un des ménages nantis de Foum Zaouia a maintenu sa situation dans le temps du fait que son chef a géré l'héritage de la famille élargie.

### ***La population qui bénéficie de solides réseaux de soutien aura davantage de chances de s'améliorer et sera moins vulnérable aux chocs***

Les réseaux d'appui – le capital social auquel les individus et les ménages peuvent faire appel – occupent une place préminente dans les récits individuels. Ces réseaux prennent généralement la forme de liens entre membres proches (nucléaires) de la famille vivant dans le même ménage ou dans un ménage local, des amis de la famille ayant accès à d'importantes ressources matérielles, des connaissances ou des contacts, ou des parents dans d'autres régions du Maroc ou à l'étranger. Ils sont importants pour trouver de bons emplois – que ce soit comme cuisinier dans un orphelinat local ou comme employé du secteur public, pour acquérir des compétences utiles dans une activité telle que la fabrication de robes ou la marche des affaires, et pour établir des relations de crédit avec les fournisseurs. Une forme importante de capital relais est le *daret*, variation marocaine d'un phénomène quasi universel, l'association rotative d'épargne et de crédit, ou AREC, où les gens de niveaux similaires de revenus contribuent des montants d'argent réguliers auxquels les membres peuvent accéder et dépenser chacun à leur tour. Les familles les plus démunies se servent du *daret*

pour couvrir leurs besoins alimentaires de base ou autres, tandis que ceux qui sont mieux nantis s'en servent pour de grands achats tels que des biens de consommation durables. Hdoum, une femme mariée, pauvre stable, de 45 ans vivant à Khalouta, a déclaré que les prêts du *daret* auquel elle contribue ont aidé sa famille à « faire face aux petites crises quotidiennes ».

### ***Percevoir un salaire stable, une retraite et/ou d'autres indemnités réduit la vulnérabilité à la mobilité descendante***

Un autre groupe de non pauvres stables touchent une retraite après avoir travaillé en Europe ; la stabilité de cette monnaie forte les protège contre l'échec. Les personnes suffisamment fortunées pour avoir un emploi dans le secteur public ou dont les enfants adultes travaillent pour l'Etat, sont en mesure d'épargner régulièrement et sont aussi couverts en cas de maladies. A l'inverse, les communautés à faible croissance ne comptent que peu de ménages à revenus stables, à l'exception d'un petit nombre qui perçoivent une retraite de l'étranger. La grande majorité d'employés du secteur public et de retraités à Bir Anzarane, par exemple, est une des raisons pour lesquelles cette communauté a un nombre aussi élevé de non pauvres stables. Ahmed, un vétéran de 70 ans vivant dans cette communauté, est passé du septième au huitième niveau de l'Echelle de vie grâce à un revenu stable consistant de sa pension d'ancien combattant et de sa pension de vieillesse. Alors qu'il était encore dans les forces armées et certain de pouvoir rembourser le prêt grâce à son salaire stable, Ahmed a emprunté de l'argent d'amis et a commencé à construire une maison à trois étages. Actuellement, les trois garages qu'il loue au rez-de-chaussée constituent une part importante de ses revenus.

Pour les ménages moins bien nantis qui vivent juste en dessous ou juste au dessus du seuil de pauvreté, une retraite, en particulier dérivée d'un emploi à l'étranger, garantit la sécurité. Entre 1964 et 1968, Said, 68 ans, marié avec des enfants adultes, a travaillé dans des mines de charbon françaises. Il a utilisé ses épargnes pour rentrer chez lui à Tamessa-Tissyan-Azendo et s'acheter une petite épicerie. Il a difficile à faire un profit car bon nombre de ses clients achètent à crédit et ne le remboursent pas. Toutefois, en 1998, il a commencé à recevoir une pension de vieillesse de 2.000 DH par mois qui dit-il « a contribué à mon mode de vie et à celui de mes enfants. Lorsque j'ai touché ma retraite, cela a été un grand soulagement car c'est une sécurité pour ma femme si je meurs avant elle .... Je n'ai aucune garantie que mes enfants prendraient soin de leur mère. Maintenant je peux mourir en paix sachant que ma femme ne devra pas mendier pour subvenir à ses besoins. En outre, cette retraite m'a permis d'aider mes fils à se rendre en ville et d'y travailler comme épiciers. » Dans la même communauté, Ahmad, 66 ans et marié, a grimpé dans l'Echelle de vie pour passer du niveau deux au niveau quatre grâce à la pension de vieillesse de 2.700 DH qu'il a commencé à recevoir de France, jointe au salaire qu'il touche actuellement en tant que représentant officiel local.

### ***Les ménages à mobilité ascendante sont ceux qui ont activement diversifié leurs sources de revenus***

Pratiquement tous les ménages qui ont grimpé dans l'Echelle de vie ou qui sont demeurés non pauvres avaient activement diversifié leurs moyens d'existence ou démarré de nouvelles entreprises au cours des 10 dernières années. Dans certains cas, les nouvelles entreprises ont assuré la continuité lorsque les gains des premières ont commencé à diminuer. Par exemple, Tamou, une veuve de 48

ans de Bir Anzarane, a réussi à maintenir son niveau de prospérité (10 sur l'Echelle de vie) au cours des 10 dernières années. Bien que son mari ait été gravement handicapé pendant trois ans avant de décéder en 1991, la famille était suffisamment prospère pour payer pour son traitement. A l'heure actuelle, et quoique le revenu du restaurant ait diminué, Tamou compense en louant plusieurs appartements de leur maison à étages multiples.

A Foug Zaouia, ceux qui ont amélioré leur situation ont tous un certain degré de diversification, les riches faisant montre d'une diversification intensive en tirant des revenus d'emplois salariés, d'envois de fonds, et d'investissements dans l'agriculture. Sur les quatre ménages de Foug Zaouia qui ont maintenu leur position sur l'Echelle de vie confortablement au dessus du Seuil de pauvreté de la communauté (niveaux 8 à 10) et celui qui s'est enrichi, tous ont combiné l'agriculture et l'élevage (appuyés par leur affiliation à la coopérative laitière), avec la location de propriété ou d'équipement. Deux des ménages ont utilisé le revenu des salaires d'un conjoint et/ou de fils pour investir, et deux ont bénéficié d'envois de fonds. Dans les autres communautés aussi, bon nombre de ceux qui ont amélioré leur situation et les nantis recevaient des envois de fonds qu'ils qualifient « d'assurance » contre les revirements de situation.

### ***La propriété d'une maison peut marquer la différence entre une mobilité ascendante et une mobilité descendante***

Une maison donne aux ménages entreprenant un actif productif car ils peuvent ainsi en louer des parties à des membres de la famille ou à des entreprises. Les récits de vie de Bir Anzarane révèlent que six des sept « ascendants » et les trois ménages qui ont maintenu leur niveau au dessus du Seuil de pauvreté de la communauté sont propriétaires de leur maison et plusieurs s'en servent comme source de revenu secondaire en occupant un étage et en louant les autres comme appartements et/ou garages. Bon nombre de ces ménages ont hérité leur maison mais ceux qui ne l'ont pas héritée ont utilisé l'argent économisé d'un emploi dans une autre ville ou à l'étranger pour construire leur maison.

A Bir Anzarane, ceux qui sous-louent sont, entre autres, d'anciens habitants de bidonvilles qui ont reçu du terrain et construit des maisons qu'ils ont louées à des employés du secteur public (principalement recrutés en dehors de la communauté). Dans certains cas, les personnes employées par l'Etat investissent leur salaire dans de petites entreprises qu'elles exploitent de leur foyer. A l'inverse pour ce qui est des quatre ménages de Bir Anzarane qui se sont retrouvés en situation de pauvreté ou qui sont chroniquement pauvres, aucun n'était propriétaire de sa maison. Les ménages pauvres déclarent que la location est l'une des dépenses les plus importantes et une source permanente de préoccupation.

Dans le centre urbain à plus faible croissance d'Oufla N'talat, les huit « ascendants » et au moins un des ménages non pauvres stables sont propriétaires de leur maison et seulement deux des six « descendants » ou pauvres stables (ceux qui sont demeurés au même niveau en dessous du seuil de pauvreté de la communauté) sont propriétaires de leur maison. Bien que l'appropriation d'une maison demeure une importante source de sécurité et de revenu, l'importance de la location a diminué au cours des 10 dernières années à Oufla N'talat, du fait d'une moindre migration vers le district et du plus grand nombre de ménages propriétaires de leur maison. Cependant, même dans les

communautés les plus démunies, les ménages s'efforcent d'acheter une maison en tant qu'assurance contre la destitution totale (se référer à l'Encadré 2.3).

**Encadré 2.3. : L'importance de la propriété immobilière**

Comme l'a déclaré Rabiia, une femme de 46 ans d'Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok, devenue veuve en 1990, et travaillant comme nettoyeuse « La première bonne chose que j'ai faite est d'acheter ma maison en 2002. Je me suis débattue de toutes mes forces contre la faim et les choses les plus rudimentaires de la vie de sorte à donner un foyer à mes enfants. Ma maison est construite en adobe et n'a pas l'électricité. » Elhoussine, un homme divorcé de 55 ans qui se débat pour élever ses six enfants a exprimé les mêmes sentiments. J'ai eu des problèmes économiques depuis l'enfance. Lorsque je travaillais, je gagnais juste assez pour élever mes enfants .... La meilleure chose que j'ai faite dans la vie est d'acheter cette maison en 1999. Elle a été payée par l'épargne réalisée lors de la récolte d'olives en 1999, 4.500 dirhams.

***L'obtention d'une somme forfaitaire est souvent à l'origine d'une ascension pour un ménage***

La mobilité récurrente est liée à l'obtention d'une somme d'argent sous forme d'une indemnité de décès, indemnité d'invalidité, ou plus fréquemment, l'héritage d'un bien. Les ménages entrepreneurs utilisent souvent cet argent ou vendent la propriété pour acquérir du terrain, démarrer ou développer une petite entreprise, ou envoyer un membre du ménage à l'étranger pour y travailler. Trois des cinq ménages qui se sont soustraits à la pauvreté et les trois qui ont fait le bond en avant le plus significatif à Khalouta ont acquis des actifs non pas par le biais d'une accumulation régulière d'argent d'un emploi journalier mais plutôt sous forme d'une somme forfaitaire qu'ils ont investie dans un actif productif. A titre d'exemple, Najat, une femme célibataire de 34 ans de Khalouta avec un ménage de 13 membres a été en mesure de faire progresser son ménage du niveau 2 au niveau 9 de l'Echelle de vie en combinant sa pension d'invalidité et son assurance accident pour investir prudemment dans du terrain qu'elle loue actuellement. Elle continue de prévoir et envisage d'ouvrir une boutique sur le terrain afin de renforcer sa situation et de stabiliser le revenu du ménage. En outre, l'héritage d'avoirs substantiels non seulement augmente la richesse du ménage mais il tend aussi à être corrélé avec une participation aux associations, l'accès au crédit, et une meilleure position dans la communauté.

***L'accès au microcrédit a été bénéfique pour les pauvres et les non pauvres, en particulier dans les communautés urbaines mais aussi dans certaines communautés rurales***

Les institutions financières, y compris les associations de microcrédit axées sur les femmes sont implantées dans les centres urbains de Bir Anzarane, Khalouta et Oufla N'talat, ainsi que dans les centres ruraux d'Ait Messaoud et Fom Zaouia. Les récits de vie révèlent les impacts pratiques que des institutions telles qu'Al Amana, Zakoura et Solidarité sans frontières ont eu sur la bonne fortune des ménages.

#### Encadré 2.4. : La micro-finance au Maroc

Le secteur de la micro-finance a émergé au Maroc au début des années 90 pour financer les micro-entreprises et servir la population, en particulier les femmes et les populations rurales, les deux ayant été exclues du système bancaire traditionnel. En 1993, l'Association marocaine pour la solidarité et le développement, ONG marocaine, a octroyé le premier prêt à une femme pour démarrer une nouvelle entreprise. A la fin des années 90, de nombreuses autres institutions de micro-finance avaient vu le jour. La Fondation Zakoura a été établie en 1995 sur le modèle de la Grameen Bank, système de groupes de solidarité ciblant les femmes pauvres. L'organisation Al Amana, lancée avec un financement et une assistance technique de l'USAID et du Gouvernement marocain comptait plus de 100.000 clients actifs en 2003.<sup>15</sup> En 2006, il y avait trois associations nationales et cinq associations régionales de microcrédit avec un portefeuille actif de près de 675.000 prêts – 66 pour cent d'entre eux octroyés à des femmes – pour un montant de 1.675 millions de dirhams.<sup>16</sup>

Bien qu'il n'y ait pas d'association de microcrédit à Khalouta, les habitants ont déclaré qu'il est possible d'avoir accès au microcrédit dans d'autres districts de la ville. Les associations de crédit ont également contribué à la mobilité dans le centre plus pauvre d'Oufla N'talat (décrit plus en détail plus loin dans le rapport), ainsi qu'à Ait Messaoud, où un représentant d'une association de Rabat se rend tous les 15 jours. Les prêts de la Banque du crédit agricole et des institutions de crédit semblent importants pour la communauté et la mobilité individuelle à Fom Zaouia et Khalouta, où les ménages ont emprunté pour investir dans la construction de maisons, l'achat de biens de consommation durables, de fêtes telles que des mariages, et dans des activités productives.

Au nombre des ménages non pauvres stables, trois des quatre de Fom Zaouia, en plus d'un ménage qui s'est soustrait à la pauvreté, deux des quatre ménages non pauvres stables du centre urbain de Khalouta (en plus d'un ménage qui s'est soustrait à la pauvreté) ont fait appel à des prêts de la Banque du crédit agricole. Dans certains cas ils ont utilisé l'argent pour la consommation, lors d'une cérémonie de mariage par exemple (ce qui peut aussi être considéré comme un investissement dans le capital social). Toutefois, seul un ménage non pauvre stable de Khalouta a obtenu un prêt d'une institution de microcrédit.

A l'inverse des ménages mieux nantis qui utilisent leurs revenus, avoirs, et propriété pour obtenir des prêts bancaires, ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté de la communauté ne se qualifient généralement pas pour des prêts bancaires en l'absence d'un salaire stable, d'un titre de propriété sur leur terrain ou maison, ou d'autres formes de garanties requises. A Khalouta, sur les trois ménages qui se sont retrouvés en situation de pauvreté, Abderrazak, jeune entrepreneur exploitant une épicerie, n'a pas été en mesure d'emprunter à la banque car il n'avait pas titre de propriété à utiliser en garantie pour un prêt. Saâdia, dont le ménage était tombé en dessous du seuil de pauvreté de la communauté, n'a pas été en mesure d'obtenir un prêt bancaire du fait que le salaire de son mari en tant que transporteur était irrégulier. Ahmed, qui vendait des vêtements au marché hebdomadaire, avait auparavant été en mesure d'obtenir à crédit de ces fournisseurs des articles pour la revente, mais lorsque ses fournisseurs ont cessé de lui faire crédit, étant eux-mêmes victimes de la concurrence

<sup>15</sup> "Vision and Consistency: USAID Support on Al Amana and the Law on Microfinance in Morocco." Groupe consultatif pour aider les plus démunis.

<sup>16</sup> Alberto Garbero, *El Amana Association: The Promotion of Micro-enterprises in Morocco*, et <http://www.microfinanceamaroc.com/secteur.php> (13/04/2007).

exercée par les importations de vêtements bon marché, Ahmed n'a plus été en mesure de financer sa propre activité. Pour ces ménages, une association de microcrédit d'accès facile aurait pu faire la différence entre une mobilité descendante et ascendante.

### ***La mauvaise santé ou l'invalidité d'un membre de la famille ou le décès du soutien de famille sont des contraintes à la mobilité***

Bon nombre de récits de personnes se situant à des échelons médians de l'Echelle de vie expliquent leur chute par leur maladie ou celle d'un autre membre de la famille. Dans certains cas, les ménages ont été contraints de vendre leur terre, leur bétail laitier, ou leur équipement pour couvrir les coûts du traitement et/ou du transport vers la ville la plus proche dotée d'un hôpital. Le récit de Mohamed, 54 ans, exemplifie l'impact de la maladie sur la bonne fortune d'un ménage. Sur une période de 10 ans, Mohamed est passé du niveau 7 au niveau 3 de l'Echelle de vie, malgré sa pension d'ancien combattant. Bien qu'il ait perçu un salaire régulier, il n'a pas été en mesure d'épargner suffisamment pour acheter une maison car il aidait son père à rembourser des dettes accumulées. En conséquence, Mohamed loue au lieu d'être propriétaire de sa maison. Lorsque son père est tombé malade, Mohamed a emprunté de l'argent pour payer le traitement et a remboursé le prêt à terme. Son père est décédé en 2003. Mohamed lui-même souffre d'asthme, ce qui limite le type de travail qu'il peut faire pour venir en complément à sa modeste pension d'ancien combattant et il doit aussi faire face à des dépenses mensuelles pour se soigner. Il avait un plan d'indemnité mais il l'a perdu parce qu'il ne pouvait plus payer ses cotisations mensuelles.

Une mauvaise santé est aussi un des facteurs qui maintiennent les pauvres en situation de pauvreté (et elle peut aussi dériver de leur situation de pauvreté). D'autres exemples incluent un masseur à Oufla N'talat, et une veuve qui nettoie occasionnellement et qui tous les deux mendient. Dans les deux cas la maladie a affligé la famille. La femme du masseur est diabétique et la veuve a perdu son mari il y a 10 ans. Elle a commencé à nettoyer mais a développé du rhumatisme il y a deux ans et peut encore à peine travailler.

Les familles aisées, y compris les chroniquement riches qui ont préservé leurs richesses, ont aussi connu des épisodes de mauvaise santé, mais soit elles étaient couvertes par l'assurance maladie, comme fonctionnaire, ou elles avaient suffisamment de richesses et différentes sources de revenus pour payer pour le traitement sans appauvrir le ménage. D'autres ménages ont réussi à améliorer leur niveau de prospérité en dépit d'importantes dépenses médicales qui ont grevé leurs ressources (et vraisemblablement limité leur ascension). Pour Fatima, une femme divorcée de 46 ans qui exploite une pâtisserie et un kiosk téléphonique avec sa sœur à Bir Anzarane, l'achat de la maison dans laquelle elle pratique ses activités lui a permis de grimper du niveau 5 au niveau 6 dans l'Echelle de vie. Elle a aussi bénéficié du fait que Bir Anzarane (contrairement à Oufla N'talat) était déjà raccordé au service téléphonique depuis 1995. Elle a vendu un lopin de terre hérité de son père pour acheter la maison, après avoir utilisé tout l'argent obtenu de la vente de la maison familiale pour soigner son père malade (décédé en 2001) et le cancer de sa mère. On peut facilement imaginer que sans les importantes dépenses médicales et funéraires, Fatima et sa sœur auraient eu une mobilité encore davantage ascendante au cours de cette période.

Les femmes ont été particulièrement vulnérables à l'appauvrissement et à la mobilité descendante lorsque leur mari est devenu invalide ou malade, mais ceci a été plus prononcé dans les

communautés traditionnelles les plus pauvres dépendantes de l'agriculture et moins prononcé dans les communautés urbaines et les communautés rurales plus prospères. Cette question sera discutée plus en détail dans le chapitre consacré aux différences de genre dans les schémas de la mobilité.

### ***La position sur l'Echelle de vie varie aussi au cours du cycle de vie d'un ménage***

Pour certains ménages, la mobilité varie selon qu'ils viennent juste d'établir un ménage indépendant, qu'ils ont de jeunes enfants à nourrir, habiller, et éduquer, qu'ils ont des enfants adultes qui contribuent aux revenus du ménage, ou qu'ils sont en période de transition entre le salaire et la retraite, avec des complications de santé liées au vieil âge. Abdesselam, 34 ans, d'Oufla N'talat, est passé du niveau 1 au niveau 4 lorsqu'il a commencé à exploiter un four collectif. Bien qu'ayant atteint le bas (niveau 1) de l'Echelle de vie lorsque son épicerie à Marrakech a échoué, Abdesselam a bénéficié de l'aide soutenue de parents et a été en mesure de retourner dans la maison de ses parents d'où il a lancé son projet nouveau et couronné de succès. Ainsi si l'on examine de plus près la trajectoire économique de Bensalem, il ressort que la période qu'il a passé en situation de pauvreté n'a été que d'une courte durée entre le moment où il a quitté ses parents et celui où il est retourné pour démarrer son entreprise avec leur soutien.

L'âge des enfants peut largement influencer l'orientation de la mobilité du ménage. Le ménage de Khaddouj, une femme mariée de 50 ans vivant dans le centre urbain de Khalouta, a grimpé du niveau 4 au niveau 9, soit nettement au dessus du seuil de pauvreté, lorsque ses enfants sont entrés sur le marché de l'emploi. L'un d'entre eux travaille maintenant à la raffinerie de sucre et un autre travaille avec son mari transporteur. Elle et son mari ont emprunté de l'argent pour envoyer leur troisième fils en Espagne et il leur envoie des fonds de l'étranger. Khaddouj et son mari épargnent les envois de fonds afin de pour envoyer un second fils en Espagne. Salah, un homme de 55 ans de Khalouta, a chuté de trois niveaux, passant de 8 à 5, lorsqu'il est passé d'un salaire de soldat à une retraite avec ses trois jeunes fils à élever (de 7 à 14 ans).

### ***La mobilité est un produit dynamique et complexe due à de nombreux facteurs***

La discussion qui précède illustre la variété des facteurs qui contribuent à ce qu'un ménage préserve sa situation, où qu'il monte ou descende dans l'Echelle de vie. On peut observer toutefois que la mobilité et la vulnérabilité ne peuvent être prévues par un des facteurs illustrés à l'Encadré 2.5 ci-dessous.

#### **Encadré 2.5. Ibrahim : Une étude de cas**

La stabilité du revenu, l'infrastructure communautaire, les risques climatiques et de santé, et la propriété immobilière – sont des facteurs qui ont joué un rôle différent dépendant des circonstances de chaque ménage et des capacités individuelles des membres. L'exemple suivant illustre les dynamiques de ce processus. Le récit d'Ibrahim, un agent de la fonction publique de 35 ans à Oufla N'talat, montre l'importance d'un salaire stable pour une mobilité ascendante (Ibrahim est passé du niveau 1 au niveau 4 de l'Echelle de vie). En 1995, Ibrahim était un travailleur occasionnel. En 1996, toutefois, grâce à l'intervention d'un ami de la famille, Ibrahim a commencé à travailler pour la commune. Avec un salaire régulier de l'Etat il a été facile pour Ibrahim de contracter deux prêts par le biais d'une agence locale de microcrédit pour construire une maison. Après avoir obtenu une augmentation, il a contracté un troisième prêt auprès de la Banque du crédit agricole, qui offrait des taux d'intérêt plus bas, pour meubler sa nouvelle maison. Son nouvel emploi, comprenant une retraite et des indemnités, « a mis fin à toute une

période de difficultés..... Je me pose moins de questions pour l'avenir. » L'autre évènement économique important avait été l'achat de sa maison – elle assurait un toit pour ses enfants et lui a permis de ne plus gaspiller de l'argent en loyer. Pour Ibrahim, avoir le bon contact à un moment critique de sa vie lui a donné la stabilité financière. Le fait de pouvoir démontrer sa stabilité lui a donné l'occasion d'accéder au capital par le biais des institutions financières locales, ce qui à son tour lui a permis d'acquérir un bien qui peut maintenant le protéger s'il devait faire face à des dépenses ou difficultés imprévues.

## CHAPITRE 3 : MOBILITE ET VULNERABILITE : UNE ETUDE DE CAS DE QUATRE COMMUNAUTES

### Quatre schémas de mobilité ascendante et de vulnérabilité descendante

Afin d'obtenir une vue équilibrée des dynamiques de la pauvreté au Maroc, il est important non seulement de se pencher sur la mobilité et le mouvement de sortie d'une situation de pauvreté mais aussi sur la vulnérabilité, à savoir le risque de se retrouver en situation de pauvreté ou encore de s'y enfoncer davantage. La vulnérabilité en elle-même peut être difficile à observer, dès lors notre méthodologie facilite l'identification des « descendants » ainsi que des communautés où la mobilité descendante est plus courante. Il est vraisemblable que ces communautés et individus avaient certaines caractéristiques qui intensifiaient leur risque de mobilité descendante ou qui les rendaient plus vulnérables. En examinant les individus et les communautés qui ont pris du recul, en termes de caractéristiques objectives ainsi que sur la base de leurs propres explications de ce recul, nous pouvons comprendre quels sont les éléments qui contribuent à la vulnérabilité. En outre, en les comparant aux individus et aux communautés qui n'ont pas connu un tel recul, nous dégagons une compréhension de leurs différences et pourquoi certaines de ces différences ont intensifié ou minimisé la vulnérabilité.

L'information recueillie de l'exercice de l'Echelle de vie, dans le contexte duquel les participants aux groupes focaux ont établi pour chaque ménage la situation dans laquelle il se trouvait il y a 10 ans et sa situation au moment de l'entrevue, a facilité l'évaluation et la comparaison de la mobilité et de la vulnérabilité.<sup>17</sup> La mobilité et la vulnérabilité peuvent s'interconnecter l'une l'autre de quatre manières possibles : les deux peuvent être de faible niveau, les deux peuvent être d'un niveau élevé, soit encore une combinaison des deux. Ces combinaisons se retrouvent dans quatre des neuf communautés marocaines de l'enquête, tel qu'illustré dans la matrice ci-dessous.

**Tableau 3.1 : Matrice de mobilité et vulnérabilité pour quatre communautés**

	<b>Taux élevés de mobilité descendante</b>	<b>Faibles taux de mobilité descendante</b>
<b>Faible mobilité</b>	Igourramene-Tizi	Ait Hammi
<b>Mobilité élevée</b>	Oufla N'talat	Khalouta

La mobilité et la vulnérabilité dans les quatre communautés ci-dessous exemplifient le rôle des facteurs identifiés au Chapitre 2 dans des contextes différents. Les communautés avec des taux élevés de mobilité descendante, par exemple, étaient soit fortement dépendantes de l'agriculture et négativement affectées par les sécheresses récurrentes (Igourramene-Tizi), ou des secteurs informels de l'économie plus vulnérables aux fluctuations de la demande locale, notamment pour ce qui est de la construction et du commerce (Igourramene-Tizi). Dans les deux communautés l'infrastructure est

<sup>17</sup> Quoique les hommes et les femmes aient pratiqué cet exercice séparément, l'analyse se sert des données tirées des discussions que les hommes ont eu au sujet de l'Echelle de vie. Pour les quatre communautés un consensus relatif s'est dégagé entre les hommes et les femmes, mais entre communautés les évaluations des hommes se sont limitées à une gamme plus restreinte de facteurs économiques alors que les femmes ont eu tendance à tenir compte du bien-être d'une manière plus générale.

peu développée, ce que la population a considéré comme étant un obstacle à l'investissement et à la mobilité. Les communautés avec de faibles taux de mobilité descendante ont été à la fois relativement grande avec au moins quelques entreprises assurant un revenu salarié (carrières de sable et de pierre à Ait Hammi, raffinerie de sucre à Khalouta), et avec une demande suffisamment importante pour les biens et services (Khalouta) de sorte que les ménages étaient en mesure de diversifier et donc de minimiser le risque.

Comme les exemples le montrent aussi, les grandes populations urbaines semblent aussi offrir un éventail plus large de moyens d'existence pour que les ménages entrepreneuriaux puissent trouver leur niche. Les deux communautés à mobilité élevée de l'échantillon étaient aussi davantage ouvertes à la participation des femmes sur le marché de l'emploi, ce qui a aussi aidé les ménages à améliorer leur situation et dans les deux cas, la migration internationale a été une importante stratégie d'existence.

### **Igourramene-Tizi : Faible mobilité mais forte vulnérabilité descendante**

La communauté rurale pauvre d'Igourramene-Tizi exemplifie le scénario le plus sombre, dans le cadre duquel la population a peu d'opportunités de se soustraire à la pauvreté et peu de protection pour l'empêcher d'y tomber. Le tableau ci-dessous montre que la population est principalement pauvre, et selon le groupe focal composé d'hommes, qu'au cours des 20 dernières années, neuf ménages se sont retrouvés en situation de pauvreté contre trois seulement qui en sont sortis. Globalement, 37 ménages ont fait l'expérience d'une mobilité descendante contre 27 qui ont fait l'expérience d'une mobilité ascendante.

**Tableau 3.2 : Igourramene-Tizi : Schémas de mobilité au cours des 10 dernières années**

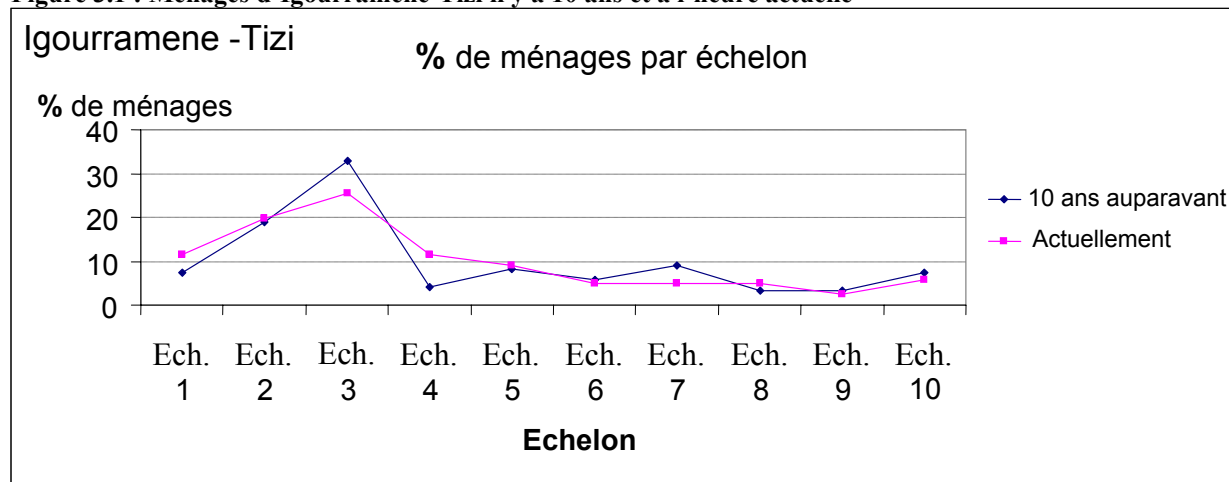
	<b>GF hommes</b>	<b>GF femmes<sup>18</sup></b>
<b>Niveau juste en dessous du SPC :</b>	<b>6</b>	<b>5</b>
# en situation ascendante	27	22
# en situation descendante	37	26
# en situation stagnante	58	60
# Total	122	108
# qui sont sortis de la pauvreté	3	10
# qui se sont retrouvés en situation de pauvreté	9	6
# qui ont commencé riches	28	24
# qui ont commencé pauvres	94	76

La Figure ci-dessous montre une communauté qui soit a subi l'impact d'une situation stagnante ou d'une situation descendante nette, à savoir une recrudescence de la pauvreté au cours des 10 dernières années. Au cours de cette période de temps, le pourcentage des ménages aux derniers

<sup>18</sup> Quoique les femmes n'aient pas classé les ménages très différemment des hommes, leur positionnement du seuil de pauvreté de la communauté a fait en sorte que le nombre des ménages qui se sont soustraits à la pauvreté a été plus grand que celui des ménages qui se sont retrouvés en situation de pauvreté. Une autre raison de l'écart est peut-être que les femmes n'ont classé que 108 ménages et les hommes 122.

échelons de l’Echelle de vie a généralement augmenté, tandis que la proportion des ménages aux échelons supérieurs a diminué.

Figure 3.1 : Ménages d’Igourramene-Tizi il y a 10 ans et à l’heure actuelle



Une analyse du niveau du ménage révèle les dynamiques sous-jacentes de cette prospérité nette stagnante à décroissante. La Figure ci-dessus montre à quel niveau chaque ménage se trouvait il y a 10 ans et son niveau actuel. Elle montre une communauté qui glisse vers une situation de pauvreté en raison d’un déclin des opportunités.

***Peu nombreux sont les ménages qui font montre d’une mobilité ascendante et/ou qui se soustraient à la pauvreté...***

Les participants du groupe focal d’Igourramene-Tizi ont situé le seuil de pauvreté de la communauté entre les niveaux 6 et 7. Le côté droit du graphique montre que seul un très petit pourcentage des ménages se sont soustraits à la pauvreté, avec trois ménages seulement sur les 122 qui sont passés d’un niveau inférieur à 7 à un niveau supérieur. Même parmi les ménages non pauvres, rares sont ceux qui ont grimpé dans l’échelle – un ménage est passé de 8 à 10 et deux de 7 à 9. Parallèlement, le côté gauche du graphique montre que la population vivant en dessous du seuil de pauvreté est demeurée principalement stagnante—la plupart des ménages aux niveaux 1, 2, et 3 étaient déjà à ces niveaux 10 ans plus tôt.

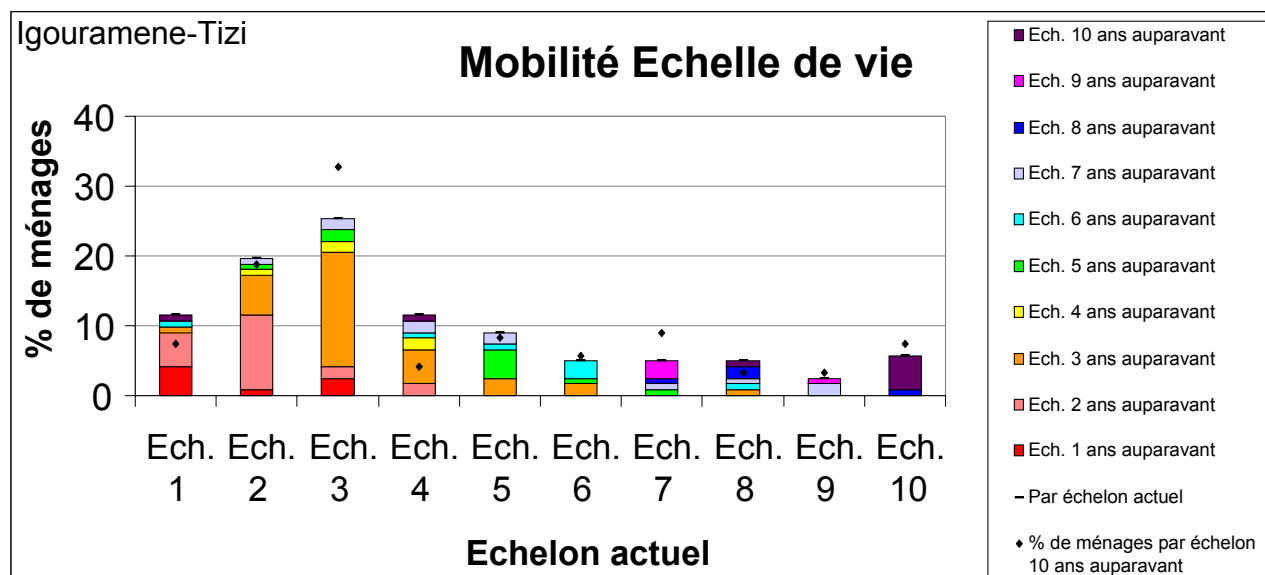
Il n’a toutefois pas pu être établi clairement si les pauvres risquent moins de s’améliorer que les non pauvres. La piètre performance du principal moyen d’existence, l’agriculture, la pénurie d’opportunités alternatives pour diversifier les moyens d’existence, et la corruption omniprésente, affectent d’une manière disproportionnée les pauvres. Mais dans une communauté où la mobilité est faible sur l’ensemble du spectre économique, les pauvres ne semblent pas moins en mesure de progresser que ceux qui sont plus prospères. Il est intéressant de noter que les répondants ont affirmé que les ménages aux niveaux 1, 2, et 3 ont le plus de difficulté à se soustraire à la pauvreté, alors que l’Echelle de vie indique que les ménages qui se situent à ces niveaux ont tout autant, voire plus, d’opportunités de progresser que ceux qui ont commencé à des niveaux supérieurs.

*...Et même les nantis ne sont pas à l'abri d'une mobilité descendante.*

Le côté gauche de la Figure 3.1 illustre une mobilité descendante dans le cercle de la pauvreté : plus de la moitié des ménages du niveau 4 il y a 10 ans se situent actuellement à un niveau inférieur, le nombre de ménages qui est passé du niveau 2 à un niveau plus bas est plus grand que celui des ménages qui sont passés du niveau 2 à un niveau supérieur, et un pourcentage important de ménages sont passés du niveau 3 au niveau 2.

La vulnérabilité ne s'est toutefois pas confinée aux ménages qui ont commencé pauvres. Il est possible que l'aspect le plus unique de la vulnérabilité à Igourramene-Tizi est que les ménages relativement nantis étaient au moins également – si pas plus – susceptibles de se retrouver en situation de pauvreté, et pour certains assez loin. Les participants du groupe focal ont suggéré qu'il est improbable que la population qui possède des terres agricoles ou qui a de la famille à l'étranger se retrouve en situation de pauvreté. Pourtant, l'Echelle de vie montre que des ménages qui se trouvaient aux niveaux 8, 9 et 10 sont tombés en situation de pauvreté. Ainsi, 30 pour cent des ménages vivant au dessus du seuil de pauvreté de la communauté se sont retrouvés en situation de pauvreté sur une période de 10 ans. Deux ménages du niveau 10 se sont retrouvés en situation de pauvreté, un ménage est tombé au niveau 4 et un ménage est tombé en flèche au niveau 1. La plupart des ménages qui se situaient antérieurement au niveau 7 se sont retrouvés en situation de pauvreté, un d'entre eux est tombé au niveau 2. Ainsi et bien que les ménages plus prospères disposent habituellement d'une certaine épargne, d'actifs et d'un revenu fiable pouvant les protéger des chocs économiques, personne n'est réellement à l'abri d'une mobilité descendante dans cette communauté.

Figure 3.2 : Igourramene-Tizi : Situation des ménages actuellement et il y a 10 ans



*Les données qualitatives, entrevues et groupes focaux compris, éclairent les causes locales de la faible mobilité et forte vulnérabilité d'Igourramene-Tizi.*

***La production agricole à la baisse, le manque d'opportunités alternatives d'emploi, et les obstacles à l'entrepreneuriat sont des contraintes à la mobilité.***

Outre les sécheresses récurrentes qui ont réduit les revenus agricoles à Igourramene-Tizi, les hommes ont avancé l'argument selon lequel la croissance des ménages a contribué à une concurrence accrue pour les emplois. Selon eux les relations de clientélisme ont encore réglementé davantage l'accès aux opportunités économiques, en particulier parmi ceux sans relations sociales ou politiques. L'isolement de cette communauté, à 20 km du marché le plus proche, implique qu'elle constituait son propre marché principal. Ainsi la baisse des revenus a-t-elle réduit la demande locale, ce qui a affecté les producteurs locaux et a intensifié la pauvreté. Comme l'ont dit les femmes « le commerce n'est pas une source stable de revenu car il est sujet aux fluctuations du marché » et « le pouvoir d'achat est en recul ». Les hommes ont décrit des contraintes spécifiques à la marche des affaires, notamment le manque de mécanismes de crédit. La médiocrité des services d'infrastructure, y compris le manque d'électricité et d'eau, contribuent aussi à freiner le développement économique et la mobilité, mais un certain espoir a été exprimé que les récentes améliorations apportées aux réseaux de l'électricité et de l'eau faciliteront la croissance locale.

***Les variations de la demande agricole, le recul de l'emploi salarié, le harcèlement des travailleurs du secteur informel, et l'isolation contribuent à une vulnérabilité omniprésente.***

Quoique les ménages qui possédaient de la terre et du bétail se soient situés plus haut sur l'Echelle de vie que ceux qui travaillaient pour d'autres, ces propriétaires ne semblent pas moins vulnérables aux variations des conditions climatiques et aux fluctuations de la demande des consommateurs. Une moindre production liée à la sécheresse est vraisemblablement responsable pour certains des revirements d'une prospérité relative à une sévère pauvreté. En outre, les fluctuations de la demande nationale ont aussi affecté les agriculteurs locaux. Environ 30 ménages qui par le passé tiraient leurs moyens d'existence de la culture de menthe « ont abandonné cette culture qui n'est plus rentable ».

La vulnérabilité à Igourramene-Tizi a été aggravée par la dépendance de nombreux ménages vis-à-vis de l'emploi salarié dans deux grandes entreprises agricoles. Les deux se sont fortement redimensionnées et l'entreprise publique SODEA a réduit la prestation de nombreux travailleurs à du mi-temps, « en donnant priorité aux travailleurs de haut niveau sous contrat et à ceux ayant de l'ancienneté », aux dires d'un des hommes. Les licenciements ont donc affecté le plus les travailleurs les plus pauvres, les moins qualifiés et les plus jeunes.

Le transport informel est l'un des moyens d'existence le plus courant après l'agriculture, et il est également précaire. En raison du mauvais état des routes et de la qualité de leurs véhicules, les chauffeurs font face en permanence à des déficiences mécaniques et à des accidents—nettement plus que si uniquement des véhicules en état de marche étaient autorisés à circuler. Les chauffeurs de taxis non immatriculés sont également contraints de verser régulièrement des pots-de-vin aux autorités pour pouvoir exploiter leur véhicule et la capacité à exercer cette activité dépend donc toujours des caprices des autorités.

Comme dans les autres communautés, Igourramene-Tizi n'a pas de filets sociaux en place, formels ou informels, pour la population qui n'est pas en mesure de travailler. En particulier du fait que les femmes de la communauté ne sont pas des agents économiques indépendants, les familles peuvent se retrouver en situation d'extrême pauvreté lorsque le ou les hommes soutiens de famille tombent

malades ou décèdent. En outre, compte tenu des niveaux élevés de pauvreté chronique dans la commune dans son ensemble (34,1 pour cent), il est peu vraisemblable que les réseaux informels d'amis et familiaux puissent assurer une assistance durable.

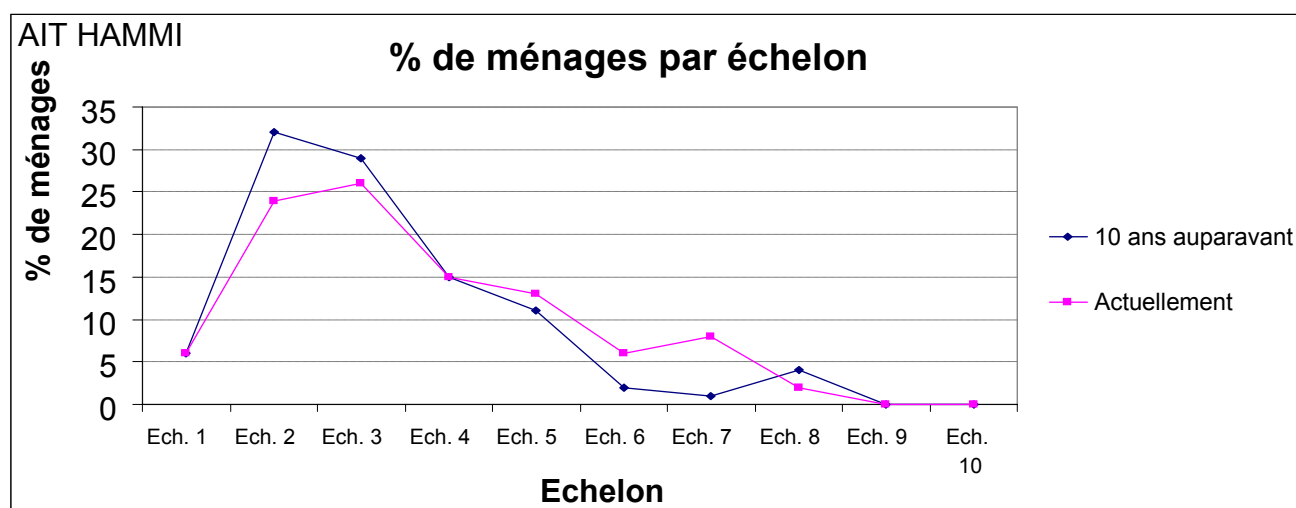
### Ait Hammi : Faible mobilité et faible vulnérabilité

La situation à Ait Hammi, une communauté rurale modérément prospère, est moins grave qu'à Igourramene-Tizi pour les raisons discutées ci-après. A Ait Hammi les ménages n'ont fait l'expérience que d'une modeste mobilité ascendante, avec un pourcentage légèrement supérieur de la population se situant aux niveaux supérieurs de l'Echelle de vie et un pourcentage légèrement inférieur de la population se situant actuellement, par rapport à 10 ans auparavant, aux niveaux inférieurs. Pourtant la majorité de la commune demeure en situation de pauvreté (définie par les hommes et les femmes comme étant en dessous du niveau 6), comme à Igourramene-Tizi.

Tableau 3.3 : Schémas de la mobilité à Ait Hammi

Niveau juste en dessous du SPC : 5	GF	GF
	hommes	femmes
# en situation ascendante	38	37
# en situation descendante	16	28
# en situation stagnante	46	35
# Total	100	100
# qui sont sortis de la pauvreté	14	26
# qui se sont retrouvés en situation de pauvreté	5	7
# qui ont commencé riches	7	15
# qui ont commencé pauvres	93	85

Figure 3.3 : Ait Hammi : Mobilité à se soustraire à la pauvreté au cours des 10 dernières années

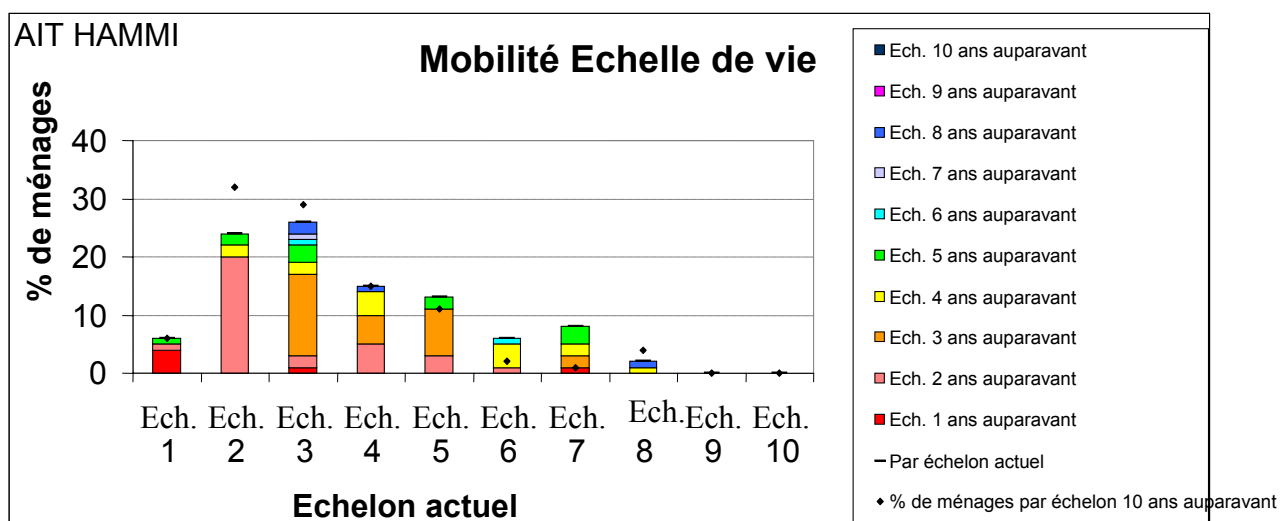


L'évaluation des mouvements des ménages sous-jacents à la faible mobilité agrégée de la communauté à sortir de la pauvreté révèle, toutefois, une importante différence par rapport à Igourramene-Tizi. A Ait Hammi nettement moins de ménages, 16 pour cent seulement contre 30 pour cent, se sont retrouvés dans une situation de pauvreté – et pour ceux qui s'y sont retrouvés le recul a été moins prononcé comme l'indique le graphique ci-dessous. La majorité des ménages actuellement aux niveaux 1, 2, 3, 4 et 5 ont commencé à ces niveaux 10 ans plus tôt ou y sont arrivés venant d'un niveau inférieur. En fait, les pauvres semblent moins vulnérables que les riches dans cette communauté. Environ un tiers des ménages qui ont commencé au niveau 2 ont fait montre d'une mobilité ascendante. Aucun n'a régressé et la plupart ont progressé au niveau 3. Enfin, plus de ménages ont progressé au niveau 4 que de ménages qui sont tombés à ce niveau. Ceux qui avaient commencé à des niveaux supérieurs étaient plus susceptibles de régresser, mais aucun n'est descendu au niveau 1 ou 2.

A Ait Hammi, la plupart des reculs n'ont consisté que de quelques niveaux. La régression la plus importante à Ait Hammi a été de cinq niveaux, alors que la plus importante à Igourramene-Tizi a été de neuf niveaux. Pourtant, bien que les ménages d'Ait Hammi n'enregistrent pas un recul aussi dramatique qu'à Igourramene-Tizi, aucun niveau d'affluence ne garantit l'invulnérabilité. Plusieurs ménages ayant commencé aux niveaux les plus hauts ont régressé, bon nombre juste en dessous du seuil de pauvreté. Trois des quatre ménages de niveau 8, 10 ans plus tôt, se trouvent aujourd'hui en situation de pauvreté. Le seul ménage au niveau 7 et un des deux ménages au niveau 6 se sont également retrouvés en situation de pauvreté. Les circonstances de ces ménages ne sont pas connues, mais il est possible que ceux qui avaient prospéré il y a 10 ans ont été fortement impliqués dans l'agriculture et que le déclin du secteur a eu un impact particulièrement négatif sur eux.

Le peu de mobilité ou la stagnation indiquée au graphique ci-dessous est confirmé par les perceptions des femmes qui ont déclaré « nous avons vécu dans cette communauté toute notre vie et nous n'avons senti aucun changement au cours des 10 dernières années ».

Figure 3.4 : Ait Hammi : Situation actuelle des ménages et il y a 10 ans.



***Comme à Igourramene-Tizi, les défis de l'agriculture et de l'élevage, le manque d'industrie, la croissance démographique, l'infrastructure et les services inadéquats, et la corruption sont des obstacles à la mobilité.***

Les principaux moyens d'existence dans cette large communauté à 25 km de la ville de Beni Mellal ont été l'agriculture et l'élevage, deux secteurs fortement touchés au cours de la dernière décennie. Les sécheresses ont asséché les sources qui alimentaient l'eau d'irrigation, et il n'y avait pas de puits pour prendre la relève. En outre, les faibles températures records de l'hiver 2004-2005 ont endommagé les cultures et le bétail. Les obstacles à l'élevage sont notamment les sanctions rigoureuses concernant l'utilisation des terres forestières pour le pâturage.

Ait Hammi a également connu une croissance démographique régulière, impulsée par les pénalités imposées en 1992 par l'Etat sur le pâturage dans les forêts nationales avoisinantes. Ces mesures ont affecté les habitants locaux qui dépendaient des ressources forestières, y compris les gardiens de bétail et les charbonniers, incitant bon nombre de ceux qui vivaient dans les montagnes voisines à s'installer à Ait Hammi. Comme l'ont expliqué les femmes « Les habitants des montagnes sont descendus au village car ils ne peuvent plus se servir de la forêt pour le pâturage ». Contrairement aux résidents des centres urbains de Khalouta et Bir Anzarane, qui attribuent la croissance démographique à de meilleurs services et opportunités d'affaires, à Ait Hammi, l'influx de population est perçu comme une surcharge sur l'infrastructure existante et les services sociaux. Par ailleurs, comme il n'y avait pas d'écoles dans les communautés montagnaises, la nouvelle population est principalement non éduquée.

Les femmes ont cité le manque d'industrie, ainsi qu'une infrastructure peu développée et de faibles services sociaux, comme étant une des raisons du peu de mobilité de la communauté. Elles ont déclaré « nous n'avons vu aucun nouveau projet sauf pour quelques écoles primaires, nous n'avons toujours pas d'établissement d'enseignement secondaire ni de médecins. Il y a un centre de formation pour filles mais il fonctionne rarement ... Nous n'avons pas d'usines ou d'écoles secondaires, raisons pour lesquelles nos enfants sont sans emploi ». Enfin, la corruption joue son rôle habituel pour limiter la mobilité des plus démunis en récompensant les riches et ceux qui sont bien apparentés. Les hommes se plaignent qu'il est « difficile d'obtenir des permis d'affaires sauf pour les familles des élus officiels et les nantis ».

***Bien qu'il soit toujours difficile d'échapper à la pauvreté extrême, certains parmi les plus pauvres ont une mobilité ascendante à Ait Hammi.***

Les hommes ont reconnu que pour ceux qui se situent à l'échelon 1, qui n'ont aucun bien, qui sont non qualifiés, qui ne travaillent que sporadiquement, et qui ont des enfants à charge, il sera très difficile de se soustraire à la pauvreté. Toutefois, l'Echelle de vie indique qu'un tiers des ménages qui, au départ, se situaient au niveau 1 a progressé, un ménage s'étant totalement soustrait à la pauvreté. Le pourcentage des ménages du niveau 2 qui a gravi des échelons est encore plus grand. Ainsi, bien que la pauvreté puisse pour certains ménages être un phénomène qui s'auto-perpétue, la mobilité ascendante n'est pas impossible même pour les ménages au bas de l'échelle économique.

***Les ménages d'Ait Hammi sont moins vulnérables que ceux d'Igourramene-Tizi en raison des moyens d'existence et des opportunités plus diversifiés, de l'accès aux services financiers, des opportunités pour les femmes, et des organisations économiques collectives.***

Malgré le manque d'industries, Ait Hammi offre des opportunités plus diversifiées que celles disponibles à Igourramene-Tizi. En particulier, les carrières de sable et de pierre ont été en exploitation et ont employé davantage de personnes alors que l'agriculture et l'élevage prenaient du recul. Comme nous l'a expliqué un homme « s'est ainsi que la population d'Ait Hammi a pu maintenir un mode de vie régulier, chaque activité prenant du recul étant remplacée par une autre qui recrute des travailleurs ». Cette source d'emplois et l'infusion y associée de capital sur les marchés locaux a contribué à stabiliser l'économie d'Ait Hammi, et la population a trouvé d'autres opportunités de diversification.

A la fois les hommes et les femmes ont souligné l'importance de la coopérative laitière pour la mobilité des ménages et de la communauté. Bien que la coopérative ne soit ouverte que pour ceux qui sont assez prospères pour posséder une vache, elle les aide à maintenir et tirer profit de leur bien en aidant à commercialiser le lait, en important de nouvelles variétés de bétail et en échangeant le lait pour du fourrage. Par le biais de la coopérative, les ménages qui dans d'autres circonstances auraient pu ne pas être en mesure d'acquérir, de maintenir, et de tirer profit d'une vache peuvent faire appel aux négociations collectives, ont un pouvoir de marché et partage du risque collectifs pour faire baisser le coût des intrants et accroître les bénéfices. Le village dispose d'organisations similaires plus petites pour des activités telles que l'élevage de caprins. A l'inverse, à Igourramene-Tizi, la seule coopérative est responsable de la gestion de l'alimentation en eau mais elle n'a aucune capacité d'investissement.

La croissance des services financiers locaux a également permis la diversification des activités génératrices de revenus. Les hommes font état d'un « accès accru aux opportunités d'investissement et économiques qui ont permis le développement d'initiatives locales – téléboutiques, ateliers de couture, petit commerce » – en tant que facteur positif de ces dernières années. Plusieurs hommes et femmes ont mentionné avoir emprunté auprès de la Banque du crédit agricole afin « d'investir dans l'achat de bétail ou de terrains agricoles ». L'accès au crédit minimise la vulnérabilité de la population non seulement en améliorant la prospérité globale mais aussi en permettant une consommation plus aisée et mobilisation de capital sans devoir vendre des actifs productifs.

Comme à Igourramene-Tizi, les ménages dirigés par une femme ayant subi la maladie ou le décès du soutien de famille ont été au nombre des plus pauvres et des plus vulnérables. Mais alors que les veuves ou les femmes sans père à Igourramene-Tizi ont été décrites comme étant sans défense, au mieux mendiantes ou travaillant de manière irrégulière, à Ait Hammi, plusieurs de ces ménages ont été en mesure de maintenir leur stabilité, ou au moins d'éviter une mobilité descendante, alors que les autres femmes du ménage allaient travailler. Aziza, dont le cas est décrit à l'Encadré ci-dessous, n'est pas un cas unique parmi les femmes plus autonomisées d'Ait Hammi qui a réussi à éviter que les chocs économiques ne se transforment en désastre pour le ménage.

### **Encadré 3.1. Le cas d’Aziza : Prendre la relève après le décès du père**

Aziza a expliqué comment elle a maintenu son ménage au niveau 4 au cours des 10 dernières années, en dépit du décès de son père. « Pour moi le simple fait de maintenir ma famille à ce niveau est un succès. Après la mort de mon père nous avons cessé de recevoir sa pension ..... Nous n’avions rien à manger aussi avec les voisins nous sommes allés trouver leur patron..... Après avoir expliqué ma situation, il a accepté de me donner un emploi si je pouvais lui prouver que je n’étais pas « gâtée ». Lorsque nous avons reçu le reste de la pension de mon père j’ai changé de profession. J’ai convenu avec la directrice de l’atelier de couture que je lui nettoierais sa maison en échange d’une formation à la profession. Lorsque j’ai pu épargner un peu, j’ai acheté ma propre machine à coudre avec une amie et j’ai commencé à travailler pour moi et à avoir mes propres clients. »

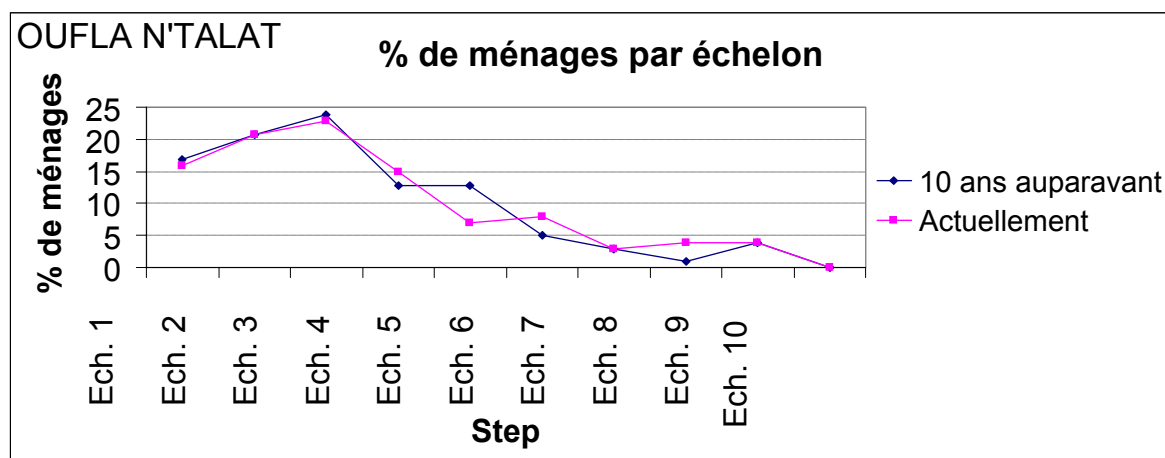
### **Oufla N’talat : Un district urbain avec une forte mobilité et une forte vulnérabilité**

Les deux communautés urbaines faisant l’objet de la discussion ont toutes deux fait l’expérience d’une forte mobilité ascendante, mais de différents degrés de vulnérabilité. Une des raisons possibles à la mobilité plus élevée des communautés urbaines est qu’elles offrent plus de possibilités de diversifier les sources de revenus dans un environnement urbain plus peuplé, varié et dynamique. Un district de la cité d’Imintanout (pop. 17.051), Oufla N’talat a enregistré une mobilité ascendante nette au cours des 10 dernières années. Le pourcentage des ménages se situant à des niveaux inférieurs au seuil de pauvreté (dans cette communauté entre les échelons 4 et 5) est demeuré constant ou légèrement à la baisse, mais le pourcentage des ménages se situant à plusieurs échelons au dessus du seuil de pauvreté—en particulier aux échelons 6 et 8—a augmenté.

#### ***La mobilité ascendante est à la portée des pauvres et des non pauvres***

Il est intéressant de noter que la perception populaire des pièges de la pauvreté et les conclusions concrètes de l’exercice de triage des ménages diffèrent. Lors des discussions, les participants du groupe focal d’Oufla N’talat ont déclaré que la mobilité ascendante des niveaux 3, 2 et en particulier 1 était impossible, alors que les femmes ont déclaré que « à partir de ces niveaux, les ménages ne peuvent que stagner ou régresser » et que le mouvement du niveau 1 est quasi impossible vu que ceux qui s’y situent « n’ont pas de travail régulier ; sont principalement des gens malades qui ne sont en mesure de rien faire..... Ils ne peuvent progresser car tout ce qu’ils font s’est consommé. » Et pourtant les données tirées directement de l’Echelle de vie contredisent cette suggestion. Sur les 17 ménages se situant au niveau 1, il y a 10 ans, neuf ont progressé, deux se sont soustraits à la pauvreté et un ménage a grimpé au niveau 8. De même, sur les 21 ménages au niveau 2 au départ, 10 ont progressé et 10 sont demeurés stables. L’Echelle de vie suggère que, plutôt que de s’enfoncer dans la pauvreté, les résidents les plus démunis d’Oufla N’talat sont en fait parmi les plus mobiles. L’examen des récits de vie des ménages mobiles qui ont commencé au niveau 1 ne s’est pas conformé au stéréotype d’une population indigente impuissante en raison de l’invalidité, de l’âge, ou de la paresse, mais il s’est plutôt agi de ménages ayant régressé d’un niveau supérieur (en raison de changements dans la situation du ménage, de l’échec d’une entreprise, etc.) mais ayant les ressources personnelles et sociales requises pour se remettre sur pieds.

Figure 3.5 : Oufla N'talat : Mobilité au cours des 10 dernières années

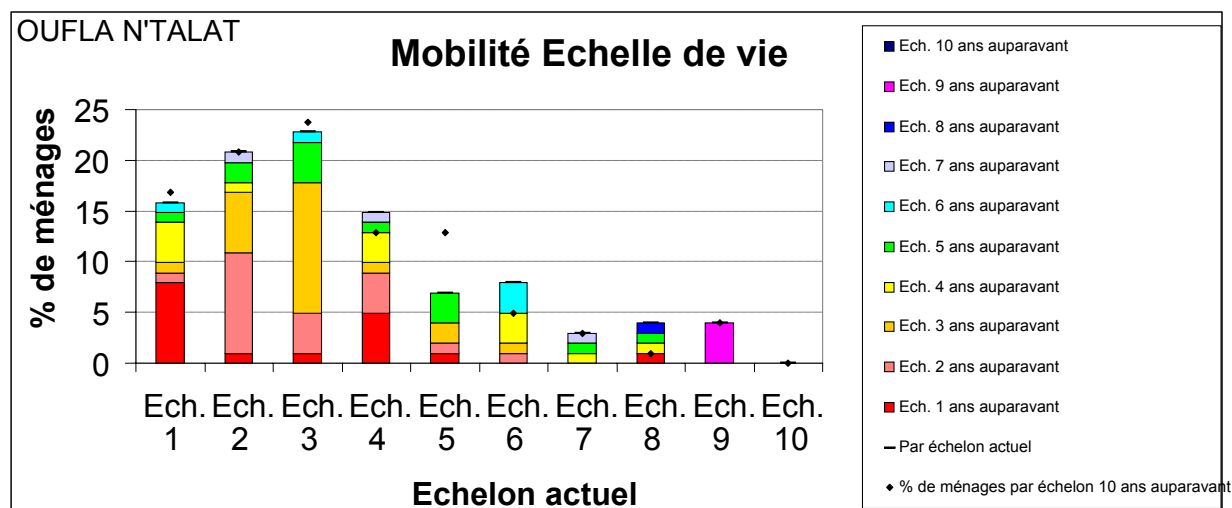


L'analyse du niveau du ménage, illustrée à la Figure 3.5 indique, toutefois, aussi qu'alors que de nombreux ménages d'Oufla N'talat ont progressé et sont sortis de la pauvreté, un grand nombre d'autres se sont retrouvés en situation de pauvreté ou sont devenus plus pauvres. Faisant montre de mobilité, plusieurs des ménages du niveau 1, dix ans auparavant, avaient atteint les niveaux 4, 5, voire 8. Environ la moitié des ménages au niveau 2 à l'origine avait également gravi au moins un échelon de plus. Au cours de la même période, plus de la moitié des ménages au niveau 7 à l'origine se sont retrouvés en situation de pauvreté (plusieurs au niveau 2). Au nombre des ménages à l'origine proches du seuil de pauvreté, aux niveaux 4 et 5, pratiquement le même nombre a régressé que ceux qui sont demeurés stables ou qui ont progressé.

### *Les ménages affluents sont relativement en sécurité à Oufla N'talat*

Tous les résidents d'Oufla N'talat ne sont pas fortement vulnérables. Tous les ménages aux niveaux 8 ou 9 il y a 10 ans y sont toujours de nos jours (cela suggère un plafond à la mobilité puisque les seuls ménages se situant actuellement à l'échelon supérieur s'y trouvaient déjà il y a 10 ans). Les hommes ont avancé l'argument que les ménages à ce niveau ne régresseront pas car ils ont des stratégies d'existence bien diversifiées, y compris un revenu de « leurs investissements, pensions de retraite, vente de bijoux en or, et location d'un espace de logement supplémentaire ». Les femmes ont expliqué que ce niveau de prospérité s'auto-perpétue car « ces ménages peuvent investir leur argent dans des entreprises rentables, ce qui leur permet d'améliorer encore davantage leurs ressources financières ».

Figure 3.6 : Oufla N'talat : Situation actuelle des ménages et il y a 10 ans



***A Oufla N'talat la mobilité dérive de la migration, de revenus réguliers/salariés, de l'esprit d'entreprenariat, de l'accès au crédit, et d'un meilleur accès à l'électricité***

Comme dans la plupart des communautés de l'enquête réalisée pour cette étude, les hommes et les femmes d'Oufla N'talat ont cité la migration d'un membre de la famille comme étant une stratégie clé de mobilité. Les hommes et les femmes ont décrit les ménages ayant des membres de la famille travaillant en Europe comme étant prospères et très mobiles. Les hommes du groupe focal ont également donné un exemple de la manière dont la migration interne avait alimenté la prospérité d'une famille : « Lorsqu'un membre d'un ménage revient d'une grande ville et ouvre une boutique dans la communauté, c'est toute sa famille qui progresse ».

Les participants du groupe focal ont également expliqué comment la combinaison d'un revenu stable et un investissement entrepreneurial contribuent à la mobilité ascendante. Ils ont souligné l'importante distinction entre le travail salarié et la participation à des activités informelles et/ou irrégulières dans la construction, le transport de marchandises, voire même la mendicité. L'emploi salarié, en particulier de plus d'un membre de la famille, permet aux ménages d'épargner, de faciliter la consommation, et d'accumuler des avoirs. Les hommes ont décrit un ménage qui exemplifie ce phénomène. « Ceux qui ont un travail régulier et des enfants qui leur viennent en aide [connaîtront vraisemblablement une mobilité ascendante et la prospérité]. Par exemple, M. Yahia est un agent de la fonction publique et ses trois filles sont des enseignantes mariées à des agents de la fonction publique – son ascension n'a pas de fin. » Les ménages dotés de revenus réguliers ont renforcé leur ascension en investissant leur épargne dans d'autres activités génératrices de revenus.

Pour ceux qui n'ont pas suffisamment de capital, l'accès au crédit a joué un rôle important pour la mobilité. Oufla N'talat compte deux nouvelles institutions de microcrédit qui accordent de petits prêts et de l'assistance aux activités entrepreneuriales. Bien que les participants du groupe focal aient reconnu que ces organismes n'avaient pas changé la prospérité globale de la communauté, ils ont permis aux ménages et aux femmes en particulier de développer, augmenter ou diversifier leurs moyens d'existence. Les hommes ont noté que l'accès au crédit a particulièrement aidé les

travailleurs qualifiés se situant tout juste en dessous du seuil de pauvreté : « Ils peuvent plus facilement progresser car ils ont une profession et de l'expérience et ils savent quoi faire de leur argent. Si cette catégorie a accès au crédit, elle peut rembourser et développer ses activités. »

Abdesselam, un homme marié de 34 ans d'Oufla N'talat, exemplifie l'importance du crédit pour la mobilité. Il a réussi à passer du niveau 1 à 4 sur l'Echelle de vie en exploitant un four collectif, principale source de revenu pour les huit membres de son ménage, ses parents compris. Il a emprunté auprès d'Al-Amana et de Zakoura : « Les conditions étaient simples – la présentation de la carte d'identité nationale et la notariation d'un autre formulaire. Le remboursement a été facile car j'ai travaillé dur pour que mon projet soit couronné de succès ».

Enfin, les hommes et les femmes ont cité l'électrification du district comme l'un des deux événements les plus positifs des 10 dernières années. L'électricité a contribué à la mobilité économique et réduit la vulnérabilité : elle a permis à la population d'être plus productive et a réduit le vandalisme de la propriété, devenu un problème incontrôlable sous le couvert de l'obscurité.

### ***Une communauté relativement pauvre, Oufla N'talat partage certaines des contraintes que connaissent Igourramene-Tizi et Ait Hammi***

Les groupes focaux suggèrent, à nouveau par opposition à la manière dont ils ont classé les ménages sur l'Echelle de vie, que la prospérité a en fait reculé au cours des 10 dernières années à Oufla N'talat. Les femmes ont parlé du chômage comme étant un défi permanent : « Il n'y a pas d'usines ou d'entreprises économiques dans la ville qui puissent créer des emplois et une dynamique économique dans la région. Nos enfants veulent travailler mais il n'y a rien ici ». Les hommes se plaignent de la pression exercée par la croissance démographique ainsi que des difficultés à subvenir à de grandes familles : « La seule chose qui a changé au cours des 10 dernières années est l'augmentation du nombre des habitants... Il est difficile de progresser ici car il faut travailler pour subvenir à 10 personnes, tous sous votre responsabilité ». Et, en dépit des améliorations récentes, l'infrastructure est toujours inadéquate et un obstacle au développement économique : « Les routes sont en mauvais état, pleines de trous et impraticables en cas de pluie ».

### ***Le manque d'opportunités de diversification et l'absence de filets sociaux contribuent à aggraver la vulnérabilité à Oufla N'talat***

La vulnérabilité à Oufla N'talat dérive en partie du fait que de nombreux ménages dépendent d'une seule ou principale source de revenus. Malgré son statut de centre urbain, avec juste un peu plus de 17.000 résidents, Oufla N'talat demeure relativement petit. Ainsi même de légères fluctuations de la demande pour des biens ou de la main-d'œuvre ou des coûts des intrants peuvent remettre en question les moyens d'existence d'un ménage. La sécheresse a affecté la population dépendante des revenus du travail dans les exploitations agricoles voisines. Par ailleurs, les travailleurs journaliers, les maçons, et les transporteurs de marchandises ne savent jamais quand ils travailleront. Les nouvelles restrictions sur la construction ont fortement affecté l'industrie de la construction : « Les ressources de la population proche du seuil de pauvreté sont limitées et elle est affectée par les plus petites crises (sécheresse, recul de la construction) qui frappent la région », a noté un homme. En

outra, situé sur la pente d'une montagne, Oufla N'talat est affectée par des inondations périodiques et des dommages matériels après de fortes pluies.

A Oufla N'talat, la population a également mentionné la toxicomanie, problématique qui n'a jamais été soulevée par sa contrepartie rurale comme étant une cause de vulnérabilité et de régression. Les hommes ont noté que « une régression est probable en raison d'une mauvaise santé ou d'une augmentation des dépenses, du coût des marchandises et aussi en raison de l'alcoolisme. D'autres régressent en raison de leurs mauvaises habitudes, que ce soit l'alcool ou la drogue. »<sup>19</sup> Comme l'explique le chapitre consacré à la jeunesse, l'usage ou l'abus de drogues et d'alcool est un problème plus prononcé en milieu urbain.

### **Khalouta : un district urbain avec une forte mobilité et une faible vulnérabilité**

Khalouta a vu le jour aux environs de 1965 en tant que bidonville sur un terrain agricole proche d'une nouvelle raffinerie de sucre. En 1980 il était devenu le district le plus important du Souk Sebt Ouled Nemma, marché citadin de quelque 51.000 personnes. Le nom Khalouta signifie « mélange », référence à la population hétérogène, composée depuis les 40 dernières années de migrants en provenance de provinces proches et lointaines.

***Les pauvres sont parmi les plus mobiles, mais ceux qui se situent tout juste au dessus du seuil de pauvreté semblent les plus vulnérables.***

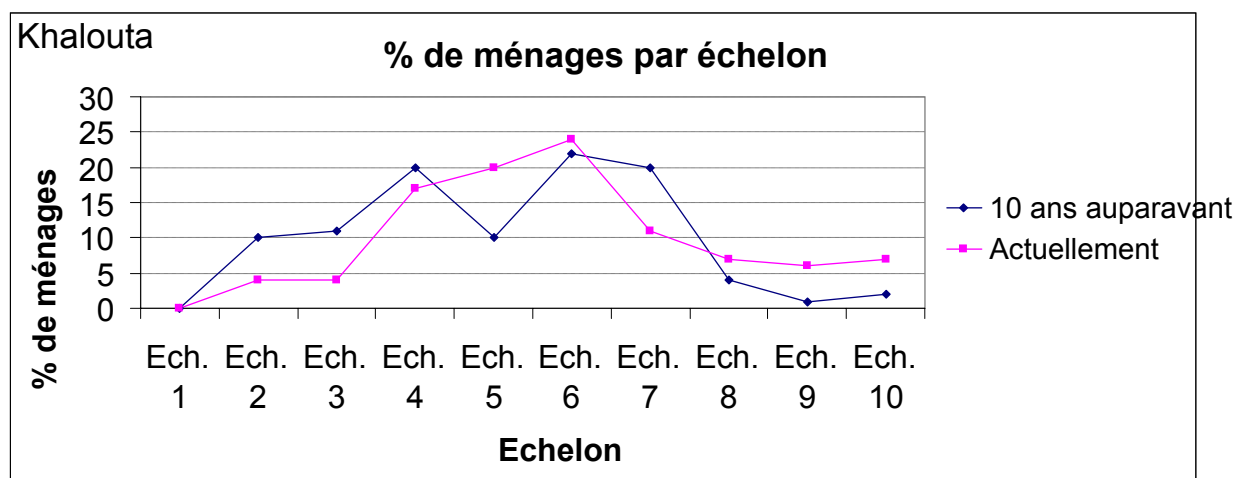
Khalouta a connu une prospérité croissante au cours des 10 dernières années et jouit d'une combinaison de mobilité et de faible vulnérabilité. A l'heure actuelle, le pourcentage de ménages aux niveaux 1 à 4 est plus faible et le pourcentage des ménages aux niveaux 5, 6, 8, 9, et 10 est supérieur à celui d'il y a 10 ans. La tendance d'une prospérité croissante se maintient dans l'ensemble, mais une aberration apparaît juste autour du seuil de pauvreté de la communauté (à Khalouta entre les niveaux 6 et 7), davantage de ménages se situant juste en dessous du seuil de pauvreté (au niveau 5) et moins de ménages juste au dessus du seuil de pauvreté (au niveau 7).

S'il existe certaines contraintes omniprésentes à la mobilité à Khalouta, l'Echelle de vie démontre clairement que même les plus démunis peuvent progresser. Tel qu'illustré à la Figure 3.8 même les ménages les plus pauvres de Khalouta grimpent dans l'Echelle de vie. En fait, ceux qui ont commencé les plus pauvres se sont avérés être parmi les plus mobiles du district, avec au moins la moitié des ménages à l'origine aux niveaux 2, 3, et 4 qui ont progressé.

---

<sup>19</sup> Groupe focal composé d'hommes d'Oufla N'talat.

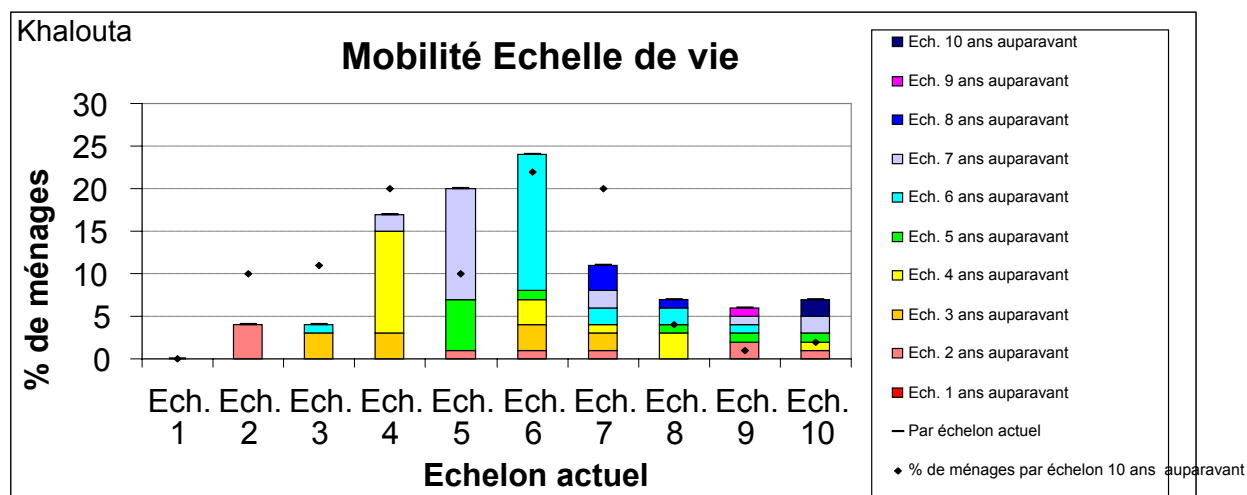
Figure 3.7 : Khalouta : Evolution de la mobilité au cours des 10 dernières années.



Parallèlement, l'analyse au niveau du ménage indique que par opposition à Oufla N'talat, relativement peu de ménages régressent, en particulier *en situation* de pauvreté. Aucun des ménages initialement aux niveaux 2, 3, 4 ou 5 n'a régressé, seul un ménage ayant connu une descente du niveau 6. Bon nombre de ces ménages ont progressé. Sur les 10 ménages qui ont commencé au niveau 2, six ont progressé et quatre se sont soustraits à la pauvreté. A l'autre extrémité du spectre du bien-être, aucun ménage du niveau 8 ne s'est retrouvé en situation de pauvreté, et aucun des ménages des niveaux 9 et 10 n'a régressé.

La seule évolution descendante significative s'est produite parmi les ménages qui ont commencé à l'échelon 7. Quinze des vingt ménages à l'origine juste au dessus du seuil de pauvreté se sont retrouvés en situation de pauvreté au cours des 10 dernières années—13 au niveau 5 et 2 au niveau 4.

Figure 3.8 : Situation actuelle du ménage et il y a 10 ans.



***Forte mobilité ascendante associée à une économie diversifiée et à un marché intérieur croissant, participation des femmes à la population active, et migration à l'étranger.***

Le marché de gros est l'un des plus actifs de la région ; une raffinerie de sucre avoisinante assure un revenu saisonnier fiable ; l'agriculture fournit un salaire journalier ; et nombreux sont les ménages qui dérivent un revenu, quoique instable, de la provision de biens et services. De nombreux ménages de Khalouta ont tiré avantage de ces offres diverses : « Ils adaptent chaque activité pour qu'elle constitue un soutien à une autre de sorte que chaque activité comble de déficit d'une autre ».

Alors que de nombreuses communautés considèrent la croissance démographique comme une ponction sur les rares ressources et une concurrence indésirable pour les rares emplois, les répondants de Khalouta considèrent que la migration interne « mène au développement et à l'urbanisation ainsi qu'à la création d'une économie plus dynamique ». Les nouveaux venus à Khalouta dépensent de l'argent et alimentent l'économie, en particulier l'industrie de la construction en construisant de nouvelles maisons. Ceci engendre une prospérité dynamique au sein de laquelle les migrants arrivent, trouvent un emploi, épargnent, font des achats et construisent des maisons, ce qui procurent des emplois pour d'autres nouveaux migrants. Les femmes ont également signalé les conséquences politiques positives de cette migration qui « a attiré l'attention des responsables sur les problèmes de planification ».

Un autre facteur qui peut éventuellement contribuer à ce dynamisme est la diversité de Khalouta, dont la population est plus mixte, sur le plan régional et tribal, que celle d'autres communautés de l'échantillon. Cette diversité peut être associée à un accès plus étendu à une large gamme de compétences, opportunités, et à des schémas moins rigides d'hierarchie ou d'exclusion sociale que ceux que l'on trouve dans des communautés homogènes plus stables.

La migration des jeunes hommes et femmes a été bénéfique grâce aux transferts de fonds qui ont contribué au revenu des ménages et par l'infusion de capital dans l'économie par le biais de l'investissement local et des dépenses. Les femmes ont noté que « il y a plus d'emplois, notamment dans la maçonnerie, car la construction se développe grâce aux contributions des migrants ». Les jeunes migrants qui disposent d'un revenu ont également amélioré le marché pour les biens et services à Khalouta : « la migration fait que le commerce dans le district se porte bien (en particulier lorsque les migrants rentrent chez eux en été) ... la population s'adonne à d'autres activités, telles que le nettoyage et la vente de vêtements, pour répondre aux besoins des nouveaux venus ».

Une exception relative parmi les communautés examinées est que la participation active des femmes dans une vaste gamme d'activités économiques—de l'agriculture saisonnière à des emplois en Europe—a impulsé à la fois la mobilité des ménages et celle de la communauté : « Il n'y a plus de différence entre les hommes et les femmes dans ce district, j'ai vu des femmes qui déchargent ou chargent un camion de marchandises plus rapidement que des hommes ». Les hommes et les femmes s'entendent sur les avantages de la situation. Les hommes disent que « les femmes peuvent facilement accéder à un emploi ; ce qui est une bonne chose pour les familles ». Les femmes sont en mesure d'adapter leur emploi à leurs autres activités et responsabilités. « Parfois les femmes sont en mesure de travailler de 6 à 9 heures du matin, et gagner un peu d'argent, et ensuite de retourner au foyer pour faire d'autres choses. »

Une autre raison pour laquelle les ménages de Khalouta jouissent d'une stabilité relative est le rôle actif des femmes et des filles. Le récit de la vie d'Halima illustre ce phénomène. « Notre ménage a été en mesure de maintenir son bien-être grâce à l'emploi de mon mari dans la raffinerie de sucre et aux transferts de notre fille vivant à l'étranger ; les transferts de notre fils ne sont plus réguliers. Nous investissons notre argent dans l'agriculture puisque nous possédons des terrains agricoles dans la région. » Ainsi et bien que le soutien de son fils migrant, normalement le principal soutien, ait diminué, la famille d'Halima a préservé ses conditions de vie grâce à sa fille et à son mari. La preuve la plus évidente des contributions économiques des femmes à Khalouta est celle de la migration à l'étranger. Alors que dans de nombreuses communautés il n'est pas acceptable pour les femmes de se déplacer même sur de courtes distances pour se rendre à l'école ou quitter la maison non accompagnée, à Khalouta, il y a plus de jeunes femmes que de jeunes hommes qui ont émigré en Europe.

Quoique les pauvres soient parmi les plus mobiles, les ménages dont les revenus sont irréguliers ne peuvent épargner ou investir et donc ils ont difficile à aller de l'avant : « Mon mari et mes fils sont des travailleurs journaliers avec des revenus irréguliers qui couvrent tout juste nos besoins quotidiens et ne nous permettent pas de progresser. » En outre, la population se plaint du manque d'infrastructure, en particulier de bonnes routes, au sein du district, ce qui fait obstacle au transport de marchandises et affecte de manière négative les petites entreprises.

***Ceux qui vivent juste au dessus du seuil de pauvreté de la communauté font montre d'une plus grande vulnérabilité que ceux qui se situent à l'extrémité inférieure ou supérieure de l'Echelle de vie.***

Khalouta enregistre aussi un faible niveau de vulnérabilité du fait qu'un large segment de sa population dispose d'un actif fondamental—sa propre maison—grâce aux prix relativement peu élevés du terrain dans la région. La propriété foncière protège la population de la vulnérabilité en lui permettant d'épargner de l'argent qui lui viendra en aide au moins lors de revirements temporaires. Elle met fin au besoin de payer un loyer, ce qui réduit le montant des dépenses essentielles requises pour passer au travers de temps difficiles. Enfin, des chambres peuvent être louées ou la maison peut être vendue, ce qui peut aider un ménage à atténuer les chocs sur les revenus. La propriété foncière est vraisemblablement responsable d'avoir freiné la descente de ceux qui sont passés d'un niveau juste au dessus du seuil de pauvreté au niveau juste en dessous. Si le recul économique est toujours possible, la propriété foncière empêche les familles modérément prospères de Khalouta de se retrouver en situation d'extrême pauvreté—phénomène qui s'est produit dans les deux exemples susmentionnés de forte vulnérabilité.

Malheureusement, les données du groupe focal de Khalouta n'expliquent pas l'exception frappante à ce panorama de faible vulnérabilité—le retour à une situation de pauvreté pour des ménages qui se situaient au départ juste au dessus du seuil de pauvreté. Les participants du groupe focal composé d'hommes ont été unanimes pour déclarer qu'au niveau 7 les ménages n'étaient plus vulnérables (sauf en cas de maladie extrême), contradiction surprenante par rapport aux résultats de l'exercice de triage des ménages selon lequel 75 pour cent des ménages qui s'étaient situés au niveau 7 dix ans plus tôt se sont retrouvés en situation de pauvreté, pour la plupart au niveau 5. Une explication possible est que ce niveau particulier est principalement dominé par des ménages engagés dans de petits commerces ou entreprises. Ces activités – en particulier les petits commerces vulnérables aux impacts locaux de la mondialisation tels que l'évolution des réglementations à l'importation et

l'évolution de la demande locale – peuvent avoir pris un certain recul par rapport à d'autres industries en expansion, réduisant ainsi la viabilité de leurs moyens d'existence et modifiant leur position relative (pas nécessairement leurs revenus absolus) par rapport à d'autres ménages de Khalouta.

Les ménages à l'extrémité supérieure de l'Echelle de vie, soit aux niveaux 9 et 10, dix ans plus tôt sont moins vulnérables. Tous sont restés au même niveau. Ces ménages disposaient d'épargnes et d'avoirs importants venant de diverses sources de revenu et d'un ensemble d'autres sources rentables, y compris de grandes entreprises, des envois de fonds de l'étranger, et même des entreprises additionnelles qui ont atténué les chocs. Il est intéressant toutefois de noter que les chercheurs ont trouvé que ces ménages disposaient aussi d'un pouvoir informel considérable pour fixer les prix et les salaires à des niveaux leur garantissant des gains permanents.

## CHAPITRE 4 : QUEL EST L'IMPACT DE LA GOUVERNANCE LOCALE SUR LA MOBILITE ?

### Une décennie de réforme

Déjà sous feu le Roi Hassan II, et en particulier depuis la révision de la Constitution en 1996, la société marocaine a connu un certain nombre de changements. Impulsées par un nouveau Roi perçu comme ayant plus de sympathies pour les pauvres, les conditions en matière de droits de l'homme se sont améliorées, un code familial plus progressif a été introduit, une discussion ouverte a eu lieu sur le thème de la corruption et du clientélisme, et certaines réformes économiques ont été introduites. Les réformes électorales lancés par le Roi ont abouti à une plus grande transparence lors des élections parlementaires de 2002 et des élections des conseils des collectivités locales en 2003, caractérisées par le Département d'Etat américain comme étant « bien gérées ». Etant donné toutefois que les réformes n'ont pas introduit de robustes institutions qui pourraient limiter le pouvoir du monarque, les spécialistes des sciences politiques ont caractérisé les réformes comme venant à l'appui de la modernisation plutôt que de la démocratisation.<sup>20</sup>

Au cours des dernières décennies, le gouvernement national a successivement dévolu les responsabilités liées à la prestation des services au niveau local et mis en œuvre des réformes connexes sur les transferts intergouvernementaux (1988 & 1997), la structure des recettes locales (1989), le système financier et du crédit (1992), et la responsabilisation dans la gestion financière locale. En 2002, un autre pas dans la voie de la décentralisation a donné plus d'autonomie aux municipalités et encouragé les représentants officiels locaux à assumer un rôle plus actif dans le développement de la communauté. Toutefois l'approche du Gouvernement à la question de la réduction de la pauvreté est demeurée du sommet vers le bas, avec peu de consultation de la part des planificateurs centraux avec le public, malgré le développement d'organisations de la société civile et de programmes publics tels que l'Agence de développement social. Selon les documents de projet de la Banque mondiale pour l'INDH « Bien que le Maroc ait lancé un processus de décentralisation depuis les années 60, l'autonomie des décideurs locaux a été entravée jusqu'à présent par une large supervision centrale et par l'obligation juridique d'approbation préalable pour quasiment toute décision locale de financement, d'investissement ou d'emprunt. Les tentatives en vue d'autonomiser les décideurs locaux ont été rendues difficiles par une répartition inadéquate des responsabilités (programmation, financement et exécution) entre les différents niveaux administratifs, ainsi que par des capacités inégales entre collectivités locales. »<sup>21</sup>

Plus récemment le Gouvernement a lancé l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH), qui introduit la participation communautaire en tant qu'approche à l'amélioration de la gouvernance locale et à la réduction de la pauvreté.

---

<sup>20</sup> Pour une discussion plus détaillée de la question, se référer à "*Morocco: From top-down reform to democratic transition?*" par Marina Ottaway et Meredith Riley, Carnegie Papers Middle East Series. No. 71. Septembre 2006.

<sup>21</sup> DEP, Projet d'appui à l'Initiative nationale pour le développement humain, 17 octobre 2006, page 2.

#### **Encadré 4.1 : L'Initiative nationale pour le développement humain au Maroc**

L'INDH a pour objectif d'améliorer l'inclusion, la responsabilisation et la transparence dans les processus de prise de décision et d'exécution au niveau local afin de renforcer l'utilisation de l'infrastructure et des services sociaux et économiques par les pauvres et les groupes vulnérables. Lancée en mai 2005 par le Roi Mohammed VI, l'INDH vise à consolider les réalisations politiques en favorisant les droits économiques, sociaux et culturels des citoyens afin de minimiser les disparités économiques et sociales. La première phase (2006-2010) cible plus de 400 communautés rurales et 250 quartiers urbains. S'inspirant de programmes antérieurs de développement, l'INDH repose sur une participation de la base vers le sommet des communautés dans la programmation et l'exécution de projets de développement et investissements. Toutes les décisions sont prises au niveau local et provincial par des comités composés à part égale de représentants de la société civile, d'élus locaux et de représentants des collectivités locales.

Les discussions avec les hommes, les femmes et les jeunes dans les communautés de l'enquête ont dégagé un consensus selon lequel la relation entre les représentants officiels locaux et les citoyens évolue, il y a plus de liberté pour discuter des malaises sociaux tels que la corruption, et les services d'infrastructure se sont améliorés. Ce chapitre commence par discuter de ces perceptions plus en détail, en observant que si les perceptions peuvent ne pas toujours coïncider avec la « réalité », elles sont importantes car elles déterminent comment la population évalue son environnement et fait des choix économiques. La seconde partie du chapitre met l'accent sur la provision par la collectivité locale de l'infrastructure et des services et l'évaluation des participants à l'étude quant à l'importance de routes décentes, de l'électricité, de l'eau potable, de l'assainissement, et d'écoles et installations de santé accessibles et de bonne qualité pour la mobilité des ménages et de la communauté.

#### **Perceptions du changement politique**

##### ***Les tribunaux et les médias sont perçus comme étant plus équitables et plus indépendants qu'auparavant.***

Dans plusieurs communautés, la population a déclaré que les tribunaux et les médias sont devenus plus indépendants, que leurs droits sont davantage respectés et qu'elle pouvait obtenir l'information importante plus facilement. A Ait Hammi, par exemple, ces points de vue ont modifié les attitudes envers le système judiciaire et les leaders locaux : « Avant la population ne se sentait pas protégée contre les injustices. Elle ne pouvait pas protester de ce qu'elle avait à subir. Avant, nous ne pouvions porter les erreurs commises par les représentants du Gouvernement devant un tribunal. Nous pouvons le faire aujourd'hui. Nous sommes appuyés par des avocats, la presse .... De nos jours, la population réalise qu'elle a des droits. Elle se sent protégée par la loi .... Il est même possible de porter plainte contre un représentant officiel local. Si vous déclarez que vos droits ont été foulés aux pieds et que vous avez des témoins, vous pouvez le poursuivre. Il y a 10 ans les élus locaux pouvaient maltraiter et insulter la population. »

La disponibilité accrue de la radio et de la télévision, grâce à une électrification rurale plus généralisée, est venue en complément aux médias mieux établis. Certaines personnes déclarent maintenant que la vérité ne peut plus être cachée. A Bir Anzarane, la population a fait mention de l'importance accrue des médias dans leur vie de tous les jours. A Oufla N'talat, les changements sont assez visibles. Un homme a expliqué que « le journal d'aujourd'hui diffère beaucoup des journaux des années 70 et même des années 90. La TV aussi a changé. Beaucoup de vérités occultées ont été mises à jour. Actuellement tout est dévoilé. Chaque jour nous lisons des articles dans le journal que nous n'aurions jamais imaginé y lire auparavant ».

### ***Les élections sont plus équitables et plus transparentes***

Selon la plupart des participants de la zone urbaine de Bir Anzarane, et d'Oufla N'talat, ainsi que de communautés rurales pauvres telles qu'Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok, et Tamessa-Tissyane-Azendo, les élections de 2003 pour le conseil de la collectivité locale ont été plus libres, plus équitables et plus transparentes que les précédentes. La population a déclaré qu'elle avait été en mesure d'élire librement ses représentants, sans pression politique, a estimé que son avenir dépend davantage de son initiative qu'auparavant. Non seulement elle s'est sentie plus libre de voter pour les candidats sélectionnés, mais un plus grand segment de la population a été en faveur des élections et est d'avis que les leaders locaux auront davantage tendance à représenter les intérêts de leur électorat.

Les participants du groupe focal composé d'hommes d'Oufla N'talat ont été particulièrement positifs. Ils ont décrit les élections de 2003 comme étant « une victoire très importante pour notre communauté. La population est fière d'être représentée au conseil local. Les gens sont heureux d'avoir quelqu'un qui les aide à obtenir des formulaires et documents administratifs. L' élu est considéré comme leur porte-parole. Il leur a apporté un certain espoir. » Les hommes d'Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok sont du même avis : « en particulier lors des dernières élections, équitables et transparentes ..... la population a été en mesure de voter pour l'homme qui protégera les intérêts de la communauté. » Les femmes de la même communauté ont observé que « auparavant, les gens pouvaient se servir de leur richesse pour arriver à la célébrité et au succès, mais pour ce qui est des dernières élections certains ont gagné sans avoir recours à la corruption ou à l'alimentation. »

A Foum Zaouia, Khalouta et Ait Messaoud, les participants du groupe focal ont caractérisé la démocratie locale comme étant plus formelle que substantive, les candidats étant toujours en mesure d'utiliser l'argent pour acheter des votes et le pouvoir. Une personne de Khalouta a déclaré que « le pouvoir économique peut mener au pouvoir politique. Si vous avez de l'argent, vous pouvez acheter n'importe quoi, même des votes pour une élection... Et si j'ai un pouvoir politique, je peux étendre mon pouvoir économique en me servant de la corruption, des relations, et des réseaux. » Un autre homme a observé que « avant les élections, les gens convenaient d'élire un tel mais en fin de compte ils changeaient d'avis pour 100 dirhams, et votaient pour le représentant corrompu. »

### ***Certaines personnes pensent que leurs leaders auront davantage tendance à solliciter leur point de vue***

La transparence des élections de 2003 au conseil local ont incité du moins certaines personnes à avoir plus d'assurance et à demander plus de contacts avec les représentants locaux. Les répondants ont mentionné que les représentants locaux pouvaient maintenant faire l'objet de poursuites en justice et être rétrogradés pour incompétence. Ces changements ont même touché les jeunes, caractérisés comme étant indifférents à la politique. Selon les hommes de Bir Anzarane « Même les jeunes ont commencé à s'intéresser à la politique. Avant ils auraient évité les partis politiques, mais avec la démographie, la population a pris conscience de beaucoup de choses .... nous avons quitté nos cavernes et sommes devenus plus ouverts au monde. »

La population a exprimé des vues mitigées quant à la rapidité de réaction de son leadership. Certaines personnes ont loué les autorités pour avoir davantage consulté les citoyens. A Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok, et à Oufla N'talat, il est dit que les autorités ont été plus réactives que par le passé. Un des participants du groupe focal composé d'hommes d'Oufla N'talat a fait le commentaire suivant « De nos jours il y a plus de liberté d'expression, de sorte que le point de vue des élus a changé et ils ont commencé à demander aux citoyens de faire part de leur opinion et de partager leurs intérêts. » A Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok, les hommes ont déclaré qu'ils « connaissent bien leur représentant. Nous le contactons chaque fois que nous avons un problème. » Les hommes d'Igourramene-Tizi ont également été positifs – « La population de la communauté est consultée. Nous savons que des assemblées et réunions ont lieu régulièrement dans la communauté, et nous sommes plus au courant de ce qui se passe lors de ces réunions. Les promesses sont tenues. Les leaders locaux sont devenus plus modestes et ils sont plus accessibles qu'auparavant. »

Des dissensions se sont toutefois aussi fait entendre dans ces communautés car pour certains membres de la population les décisions sont toujours prises par de petits groupes de personnes. « C'est toujours le même petit nombre de personnes qui prend les décisions » a observé quelqu'un d'Igourramene-Tizi. Les représentants officiels de Foum Zaouia ont été accusés de prétendre tenir compte des demandes de la population avant les élections : « Les élus ne gardent jamais leurs promesses. Les soi-disant projets d'infrastructure ne constituent qu'un slogan que les autorités locales utilisent pour gagner les élections ».

Les entrevues d'Oufla N'talat ont offert des exemples vivants des tensions qui règnent entre les besoins locaux perçus et les décisions gouvernementales en matière d'investissement. Oufla N'talat fait, selon certains, partie d'une ville qui pourrait tirer avantage du tourisme, mais dont le potentiel n'a pas été adéquatement exploité. « Le représentant élu est avec nous mais il ne peut rien faire » a confessé une personne. Il est dit que les représentants du Gouvernement (non pas celui élu récemment et populaire dont il est fait mention ci-dessus) ont pris des décisions d'investissement sans consulter la communauté. Les répondants ont accusé ces représentants officiels d'avoir gaspillé d'énormes montants d'argent pour construire un café et une piscine. Comme s'en est plaint un homme « Personne doté de bon sens n'entreprendrait de tels projets ici. Il est évident que pour notre ville, dont l'air est irrespirable en raison de l'odeur d'égout, une piscine n'est pas une priorité. Qui va l'utiliser ? Certainement pas nos enfants, car nous ne pourrions nous permettre le droit d'admission. Arrivera un moment où la piscine ne sera même plus nettoyée régulièrement, elle deviendra sale et

source de toutes sortes de maladies. Ce projet ne peut que contribuer à aggraver la situation économique de notre communauté. »

***... mais les femmes demeurent marginalisées de la vie publique.***

Par ailleurs, les femmes dans la plupart des communautés ont trouvé que leur vie s'était améliorée grâce à un meilleur accès à l'infrastructure (l'eau et l'électricité en particulier) et qu'elles ont plus de droits à la suite de l'engagement du gouvernement national à réduire les disparités de genre. Dans certaines communautés, les femmes se sentent plus autonomisées à voter et participer à la vie politique locale. Néanmoins les participantes du groupe focal se sont plaintes que « les décisions importantes sont prises par deux ou trois hommes. L'opinion des femmes n'est jamais prise en compte. » Un groupe focal composé de femmes de Khalouta, district urbain plus progressif, a observé que « localement, le pouvoir politique n'est pas réparti d'une manière équitable, car les femmes ne peuvent se présenter aux élections. Nous n'avons jamais eu de femmes élues et les gens ne consultent pas les femmes lorsqu'ils prennent des décisions concernant les coupures de courant ou la gestion des déchets – et pourtant l'on dit que nous prenons part aux décisions ! »

Outre le fait de ne pas être consultées, les femmes trouvent que leurs besoins sont ignorés : « Les femmes souhaiteraient avoir des centres de loisirs, culturels et de formation, mais ces projets ne se matérialisent jamais car les élus s'en désintéressent. » A Foum Zaouia, le groupe focal composé de femmes a avancé que le manque de consultation avait « déclenché des affrontements entre la population et les représentants élus, notamment lorsque la population s'est opposée à la création d'un système d'alimentation en eau parce qu'elle le jugeait trop coûteux. »

***La population cerne mal l'autorité réelle des représentants officiels locaux.***

Quoiqu'en fait les élus locaux n'ont qu'une autorité et des ressources limitées, les répondants les ont souvent crédité – ou blâmé – pour des choses hors de leur contrôle. Certains ont attribué une meilleure infrastructure aux efforts de leurs élus locaux qui selon eux avaient au moins fait preuve d'une volonté à écouter les demandes des citoyens pour de meilleures routes, systèmes de gestion des déchets, et un accès plus généralisé aux réseaux d'eau et d'électricité. Les participants du groupe focal composé d'hommes d'Igourramene-Tizi, par exemple, ont loué leurs élus locaux pour les récentes améliorations à l'infrastructure : « Le représentant local actuellement en place communique avec nous et tient compte des intérêts de la communauté ..... Notre communauté devient progressivement plus prospère. Nous avons maintenant accès à l'eau salubre et à l'électricité, et nous avons une école à proximité..... Les élus locaux de notre communauté ont assuré une infrastructure de base, notamment l'eau, l'électricité, et de meilleures routes. »

**Plus grande liberté pour la société civile**

***Les moindres restrictions imposées aux organisations non gouvernementales leur ont permis de se développer et d'assumer de nouvelles responsabilités sociales et civiques***

Maintenant que le Gouvernement est plus réceptif aux organisations non gouvernementales et associations, ces organisations jouent un rôle plus prééminent dans certaines communautés. Les

hommes et les femmes ont déclaré se sentir plus libre d'adhérer à de telles organisations, même si elles sont toujours limitées. A Ait Hammi, par exemple, les hommes ont noté que la plupart des organisations « sont ouvertes seulement à quelques membres de la communauté, mais pas à tous. » A Ait Messaoud, les femmes se sont plaintes de l'absence d'associations, à l'exception « d'une association qui vient périodiquement, mais qui est de Rabat. » Dans le centre plus dynamique de Foum Zaouia, toutefois, il a été fait davantage référence aux associations. Un homme a décrit ses propres adhésions : « Je suis membre d'un comité du logement, d'une association pédagogique car je suis professeur, d'une association de développement, et d'un syndicat ..... Je pense qu'il est important de faire partie d'une structure qui contribue au développement de notre pays. »

Ailleurs, les associations gagnent en dynamique grâce à la participation des jeunes. Les hommes ont noté que « A Bir Anzarane, il y a une association qui s'appelle Bouabad Al Atlas (portes de l'Atlas) qui se focalise sur les programmes éducatifs et sociaux. Les jeunes sans emploi y passent leur temps. Ils assurent un enseignement individuel et forment des classes pour lutter contre l'analphabétisme. Ils organisent aussi des conférences. Ces associations sont ouvertes à tous les jeunes de la ville. » La mise en place de l'association de développement animée d'Oufla N'talat, décrite ci-dessous, a été principalement appuyée par les jeunes.

#### **Encadré 4.2. L'Association de développement d'Oufla N'talat**

Le cas d'Oufla N'talat est l'exemple le plus frappant de synergie entre la collectivité locale et l'émergence d'une association en bon état de fonctionnement. L' élu lors des élections au conseil local de 2003, décrit comme étant un vrai représentant des intérêts de sa communauté, a activement participé à la création de l'association de développement d'Oufla N'talat. L'association est réputée avoir énormément aidé la communauté au cours des dernières années, tant socialement, que culturellement et financièrement. Selon les discussions du GF composé de femmes « L'association pour le développement local d'Oufla N'talat, fondée par des jeunes du district il y a deux ans, organise des activités culturelles et sportives, nettoie la rue et prend soin des pauvres et des élèves. Cette association est à l'origine de 90 pour cent de notre évolution culturelle, mais il y a encore beaucoup à faire..... L'association fait du bon travail. Maintenant nous avons quelqu'un qui prend soin de nos problèmes. » L'association fonctionne comme une œuvre caritative (elle fournit du matériel scolaire et des médicaments pour les ménages pauvres, ainsi que des moutons pour les événements rituels), avec des ressources pédagogiques et culturelles (tutorat pour les enfants de l'école et alphabétisation des femmes et des filles). Elle tente de sensibiliser la communauté aux questions d'hygiène, a été instrumentale pour raccorder la communauté à un système de gestion des déchets, et a organisé un festival culturel en 2004 au cours duquel les jeunes ont joué de la musique, dansé, et présenté des pièces de théâtre. Bien que les ressources financières de l'association soient limitées, elle a cimenté la solidarité entre les habitants les plus pauvres. Lorsqu'une catastrophe frappe un ménage, l'association l'aide financièrement.

Et pourtant les associations locales ont toujours été critiquées pour leur manque de transparence et leurs pratiques discriminatoires. A Igourramene-Tizi, les hommes ont expliqué que « il n'existe qu'une seule association – l'Association Amal, qui gère l'approvisionnement en eau potable. Certaines personnes déclarent qu'elles font l'objet d'une discrimination de la part de l'association du fait que certains doivent payer pour leur consommation alors que d'autres ne doivent pas payer. » De même, il est intéressant de noter que tous les participants de Foum Zaouia qui ont déclaré être impliqués dans une association venaient de ménages prospères situés aux niveaux supérieurs de l'Echelle de vie. Il est probable que l'adhésion active exige le temps, les connaissances, et les relations que les membres des ménages les plus pauvres n'ont pas.

## **Opportunités économiques accrues mais persistance de la corruption**

### ***Des procédures entrepreneuriales plus équitables ont développé l'accès aux opportunités économiques.....***

Les hommes et les femmes de communautés aux deux extrémités du spectre de mobilité – Igourramene-Tizi, Ait Hammi, Fom Zaouia, Bir Anzarane, et Khalouta – ont observé que les nantis et ceux qui ont de bonnes relations ne monopolisent plus les opportunités économiques : « Il y a 10 ans, la population n'avait pas le même accès aux opportunités économiques ... les permis pour démarrer une entreprise étaient réservés à des individus particuliers de la communauté – les grandes familles nanties, les personnes proches des élus. La situation s'est quelque peu améliorée, plus de gens sont en mesure d'obtenir des permis, et les élus locaux apportent leur appui à ceux qui souhaitent démarrer une entreprise agricole, une coopérative, une boutique d'artisanat ou un atelier de couture » ont expliqué les répondants d'Ait Hammi.

Etant donné que les autorités locales ont eu tendance à accorder des permis plus facilement (mais non sans coût, comme noté ci-dessous), les hommes ont été d'avis que la population était, en règle générale, plus libre de prendre des initiatives : « Les autorités locales ne font plus obstacles aux initiatives économiques locales, soit légalement ou en refusant d'accorder un permis. Un grand nombre de petites entreprises individuelles ont émergé : magasins de TV, ateliers de couture, salons de coiffure, ingénieurs électriques ... ». En l'absence d'interférence politique, l'entrepreneuriat local et la mobilité ascendante sont davantage interconnectés à l'initiative individuelle et à la prise de risque, et au caractère de la concurrence locale, qu'à la bonne volonté des élus locaux. Les hommes de Fom Zaouia ont donc noté que « Les opportunités économiques locales ne sont influencées ni par la politique ni par les règles et réglementations gouvernementales. Chaque citoyen de Tagzirt [commune] peut investir dans une activité économique. Son seul défi est de faire face à la concurrence et à l'accès limité aux marchés locaux. »

La tolérance perçue des autorités locales a deux facettes. Parfois elles tolèrent des infractions à la loi afin d'extorquer de l'argent, fréquemment des travailleurs du secteur informel. Par exemple, les transporteurs et les chauffeurs de taxi non enregistrés gagnent peu mais doivent sans arrêt verser des pots-de-vin aux officiers de police. Les femmes d'Ait Yahya se sont plaintes que « il est difficile pour les *khattafa* [transporteurs illégaux] de gagner leur vie car la corruption est endémique. Ils ne prennent que 2,5 dirhams seulement par passager. C'est très peu, mais ils réussissent quand même à gagner leur vie et à nourrir leurs enfants. »

### ***...même si les riches ont plus de pouvoir sur les collectivités locales et ...***

Néanmoins, le niveau de corruption et de clientélisme déclaré varie d'une communauté à l'autre pour ce qui est de leur impact sur les pauvres. Dans certaines communautés, il a été dit que les riches ont recours aux pots-de-vin et à l'influence politique pour obtenir en don du matériel, un emploi ou un permis d'entreprise. Cette situation est particulièrement soulignée à Ait Messaoud, Igourramene-Tizi, Bir Anzarane, et Tamessa-Tissyan-Azendo : « Il est relativement difficile d'obtenir un permis sans corruption. Pour certaines personnes très pauvres, il est même impossible d'obtenir de telles autorisations ... Dans une démocratie, les mêmes règles devraient s'appliquer à tous ..... notre

communauté n'est pas une vraie démocratie en raison de nos leaders locaux. Les pauvres ne peuvent tirer avantage des opportunités offertes par le gouvernement central » a déclaré un homme participant au groupe focal d'Ait Messaoud. A Bir Anzarane, les répondantes ont fait écho : « Les permis ne sont pas distribués de manière équitable, mais sur base de la corruption et du clientélisme ... si vous donnez de l'argent, le permis vous sera délivré en deux jours, mais si vous ne payez pas, vous serez envoyé d'un département à un autre jusqu'à ce que vous abandonniez votre entreprise ou que vous acceptiez de payer le pot-de-vin. »

### *... que les politiques et procédures mal conçues ont affecté les pauvres.*

Dans d'autres cas, les politiques conçues pour limiter les activités économiques informelles, jointes à des autorités insensibles ou indifférentes sont perçues comme affectant négativement les pauvres : Les vendeurs ambulants, par exemple, ont eu des problèmes avec les autorités à Bir Anzarane. La réglementation établissant que les activités commerciales doivent se dérouler dans un marché établi aurait, semble-t-il, fait du tort aux vendeurs. Le groupe focal composé d'hommes a expliqué que « Il y a des problèmes avec les vendeurs ambulants. Tous les leaders locaux déclarent qu'ils ne sont pas tenus d'impulser le développement économique. Ils appliquent simplement les règles et réglementations administratives. Les leaders locaux déclarent qu'ils ont établi des marchés pour les vendeurs ambulants – mais ces derniers sont isolés. » Ailleurs, l'application rigide des règles a rendu l'accès aux services publics difficile pour les pauvres. A Ait Messaoud, par exemple, les hommes ont mentionné que « l'autorisation pour raccorder les bidonvilles au réseau électrique a été refusée car les réglementations l'interdisent. »

Des problèmes similaires se sont produits à Oufla N'talat et Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok. Les nouvelles réglementations ont subordonné l'obtention d'un permis de bâtir à la présentation d'un plan de construction à la municipalité. Les répondants ont déclaré que les nouvelles réglementations étaient dénuées de sens pratique puisqu'il n'y a pas d'architecte urbain pour approuver les plans à Imintanout. En conséquence, l'industrie de la construction d'Imintanout et des zones de peuplement avoisinantes, par le passé essentielle pour leurs économies, a marqué un temps d'arrêt et c'est un enjeu soulevé dans de nombreuses discussions du groupe focal. A Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok, par exemple, les hommes ont expliqué que « en conséquence [des nouvelles réglementations], les travailleurs de la construction n'ont plus d'emploi. Cette situation a affecté les travailleurs de la construction mais également ceux d'activités connexes, telles que la menuiserie, la plomberie, les matériaux de construction. » A Oufla N'talat, les hommes ont noté que « les réglementations régissant les permis de bâtir sont un obstacle sérieux au développement des activités économiques .... Cela n'a aucun sens d'appliquer des lois si leurs modalités d'application n'ont pas encore été envisagées. » Comme il en sera fait mention plus loin dans ce chapitre, les travailleurs du secteur informel tels que les transporteurs de marchandises et les chauffeurs de taxi font l'objet d'un harcèlement constant de la part des autorités qui exploitent leur incapacité à satisfaire les critères pour l'obtention d'un permis.

### **Amélioration de l'infrastructure et des services sociaux**

La première partie du chapitre récapitule les points de vue des répondants aux changements politiques – plus grande transparence électorale, moins de restrictions dans la société civile, et malgré

certaines difficultés pour obtenir des permis, plus de faciliter pour démarrer une entreprise. Si ces changements ont affecté la confiance et le sens d'engagement de la population en tant que citoyens, l'expansion des services d'infrastructure et sociaux aux communautés non desservies antérieurement a constitué un appui positif pour la mobilité des ménages et de la communauté. Ces améliorations, y compris les nouvelles liaisons routières, l'intégration aux réseaux de l'électricité et de l'eau potable, et la construction d'écoles, ont amélioré les conditions de vie dans de nombreuses communautés et dans certains cas encouragé l'émergence de nouvelles opportunités économiques. L'accès à l'eau potable et à l'électricité en particulier a minimisé le fardeau domestique pour les femmes et l'amélioration des routes a rendu l'emploi et les marchés de produits plus accessibles.

***Le raccordement aux réseaux de l'eau potable et de l'électricité a fortement amélioré la vie de tous les jours et les perceptions du bien-être communautaire.***

L'accès aisé à l'eau courante a libéré bon nombre de femmes et de filles du fardeau quotidien consistant à aller puiser de l'eau à plusieurs kilomètres de distance. Les hommes d'Igourramene-Tizi ont reconnu que « avant 2000, nos femmes et nos filles consacraient un temps considérable pour aller puiser de l'eau parfois à 2 km de distance.... Elles doivent le faire manuellement ... et elles doivent transporter de lourdes charges plusieurs fois par jour tout au long de l'année, qu'il fasse beau ou qu'il pleuve. Elles ont fait cela des années 70 à 2000. Au début du siècle, le fait que ces ménages ont maintenant accès à l'eau courante a mis fin à cette tâche épuisante pour les femmes et marqué le début d'une ère nouvelle. »

La population a associé l'amélioration des conditions de vie et de la sécurité à l'électrification. « Grâce à l'électricité » ont observé les hommes d'Oufla N'talat, « notre communauté est devenue plus prospère. L'électricité a amélioré la sécurité ainsi que notre qualité moyenne de vie. Bien qu'il n'y ait que 50 pour cent de la population qui soient raccordés au système d'alimentation en eau et d'électricité, ceux qui y ont accès partagent avec ceux qui ne peuvent se permettre un raccordement. » La télévision, que l'on trouve maintenant dans pratiquement toutes les communautés de l'enquête donne un moyen, en particulier aux femmes vraisemblablement analphabètes, de s'éduquer.

Le cas d'Igourramene-Tizi exemplifie dans quelle mesure l'électrification peut changer la vie d'une communauté appauvrie. Quoique localisée dans une commune pauvre et caractérisée par la faible mobilité des pauvres et des non pauvres, les femmes ont déclaré que leur vie avait profondément changé avec la radio et la télévision. Elles ont été en mesure d'épargner avec l'éclairage électrique qui s'est avéré moins cher que les bougies. Et les réfrigérateurs ont permis aux ménages de conserver de la nourriture et de l'eau froide : « Maintenant nous pouvons conserver les légumes que nous achetons au *souk* hebdomadaire pour toute la semaine. Il ne faut qu'un peu d'argent pour bien vivre actuellement .... Nous pouvons préparer des salades fraîches comme dans les villes. » Comme une femme l'a dit « Nous avons commencé à vivre comme des êtres humains au lieu de vivre au rythme des poules – tôt au lit et tôt debout. »

Il ne faut pas non plus négliger l'impact de telles améliorations sur la confiance individuelle. Comme Aïcha, d'Igourramene-Tizi, le note, « J'ai de l'espoir et une certaine confiance en moi parce que ma vie s'est nettement améliorée au cours des 10 dernières années : une école a été construite à proximité de notre communauté, et nous avons maintenant l'électricité, l'eau potable, et le téléphone. »

### *Les écoles ainsi que l'électricité ont facilité la mobilité ascendante entre les générations*

Les installations pédagogiques ont permis aux enfants de recevoir une éducation et de viser de meilleurs emplois, ce qui renforce la mobilité d'un ménage. Les femmes qui vivent dans des communautés relativement bien dotées et prospères telles que Bir Anzarane établissent aisément le lien que « les enfants qui étudient bien cueilleront le fruit de leurs efforts. Ceux qui ont de bons diplômes peuvent travailler dur pour aider le reste de la famille. »

En effet, l'éducation a fait partie du programme de réforme du Gouvernement depuis les années 90 avec l'élaboration de la Charte nationale pour l'éducation et la formation. La Charte fixe un objectif de scolarisation universelle de la cohorte des 6 à 14 ans d'âge et d'une meilleure qualité de l'instruction. Au cours des 10 dernières années, les inscriptions à l'école ont nettement augmenté.

**Tableau 4.1 : Inscriptions scolaires 1996-2006<sup>22</sup>**

<b>Ages</b>	<b>1996</b>	<b>2006</b>
6-11 ans	2.545.700	3.290.900
12-14 ans	977.500	1.347.900
15-17 ans	626.900	888.900
<b>Total</b>	<b>4.150.100</b>	<b>5.527.700</b>

La qualité de l'instruction, que la majorité des répondants a noté comme étant fortement en baisse depuis ces 10 dernières années, et la persistance des disparités de genre et géographiques – les filles rurales ayant le moins de probabilité de rester à l'école – demeurent toujours des défis de taille. Néanmoins, la construction d'écoles dans les communautés rurales qui par le passé ne disposaient pas d'installations scolaires a stimulé l'optimisme des parents. A Ait Yahya les femmes ont indiqué leur satisfaction : « nous avons maintenant une école à proximité de la communauté, et nous pouvons y envoyer nos fils et nos filles. Ceci a amélioré le niveau d'éducation de notre communauté. Ensuite, les élèves qui ont complété leurs études peuvent trouver un emploi et disposer d'une source régulière de revenu. » Avoir une école locale est particulièrement important pour les familles avec des filles, vu la réticence des parents à laisser leurs filles fréquenter des écoles en dehors de leur communauté immédiate.

### *Les routes facilitent l'émergence de nouveaux moyens d'existence*

Les routes sont ressorties comme étant une amélioration essentielle aux opportunités économiques. A Ait Yahya, les hommes ont noté que « La population de la communauté peut maintenant aller et venir facilement. Avant il était très difficile de se déplacer en raison de l'absence de facilités de transport, mais actuellement toutes les marchandises se trouvent à proximité. Avant il nous fallait parcourir de longues distances à dos d'animal pour acheter quoi que ce soit. Nous perdions énormément de temps et d'énergie. »

Outre le fait qu'elles donnent accès aux emplois et aux marchés commerciaux, les routes sont importantes pour les petits établissements des endroits qu'elles traversent, comme l'ont observé les hommes d'Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok : « Mon entreprise a réellement commencé à

<sup>22</sup> Rachidi Radji, *Morocco Education*. Version préliminaire, mars 2007.

démarrer en 2000. Grâce aux autorités qui ont construit une route juste en face de mon établissement, les affaires se sont nettement améliorées et j'ai plus de clients.» Dans au moins quatre des communautés de l'enquête, les participants à l'étude ont mentionné le fait que l'amélioration des liaisons routières a impulsé la demande pour les services de roulage et de transport.

### ***Une infrastructure et des services sociaux inadéquats heurtent tout particulièrement les pauvres et limitent leur mobilité***

Etant donné l'importance de l'infrastructure pour les conditions de vie, l'expansion de nouveaux moyens d'existence, et la mobilité, il n'est pas surprenant que les communautés dotées de services d'infrastructure relativement moins développés – Ait Hammi, Igourramene-Tizi, Tamessa-Tissyane-Azendo, Ait Messaoud, et par rapport aux autres sites urbains, Oufla N'talat – sont celles qui ont fait montre d'une moindre mobilité et/ou d'une plus grande vulnérabilité. Même dans des communautés plus mobiles telles que Foug Zaouia et Khalouta, la population s'est plainte que les routes et ponts et autres infrastructures de base en mauvais état, voire inexistantes, avaient fait obstacle aux activités économiques et entreprises. Les femmes de Khalouta se sont plaintes que « les routes sont en tellement mauvais état qu'elles empêchent le développement économique de la communauté. Impossible de démarrer une affaire. Nous avons ouvert un café récemment mais nous avons dû le fermer car nous n'en tirons aucun bénéfice. »

#### **Encadré 4.3 : Oufla N'talat : une cité oubliée**

Comme la communauté relativement plus prospère de Bir Anzarane, Oufla N'talat a des écoles primaires et secondaires, des installations de santé et un marché hebdomadaire. Ses routes et son système d'assainissement, toutefois, se sont gravement détériorés au cours des 10 dernières années. Les fortes pluies ont endommagé les maisons construites à flanc de montagne, donné lieu à des inondations périodiques, et rendu les routes impraticables. Les résidents déclarent que le système d'assainissement influe sur leur santé – les odeurs qui se dégagent des égouts sont rapportées comme étant à l'origine d'allergies chez les enfants et d'une prolifération de leishmaniose (maladie parasitaire de la peau qui peut entraîner une déformation et invalidité permanentes). Les répondants ont déclaré que l'économie locale ne pouvait s'améliorer que si l'Etat aidait leur « Cité oubliée » en améliorant l'infrastructure de base.

Bien que la plupart des communautés aient enregistré certaines améliorations dans les services d'infrastructure, elles se sont plaintes d'une détérioration dans l'accès aux soins de santé et à un enseignement de qualité. En conséquence, certaines personnes ont rejeté l'importance des réformes politiques et économiques car elles n'avaient pas abouti à des améliorations tangibles dans leur vie de tous les jours. A Ait Hammi les femmes se sont senties peu desservies : « Comment peut-on dire que les choses se sont améliorées quand aucun projet n'a été complété, à l'exception de quelques écoles primaires dans des villages voisins ? Nous n'avons pas d'école d'enseignement supérieur et pas de médecins. Nous avons un centre de formation pour jeunes femmes mais il n'est pas ouvert sur une base régulière.... La vie en milieu rural est devenue relativement difficile, en particulier du fait que le

nombre d'enfants par famille est élevé. Les dépenses pour l'alimentation, l'école, la santé et l'habillement ont augmenté. »

Le manque d'écoles de proximité a affecté les ménages les plus démunis d'une manière disproportionnée car se sont eux qui étaient le moins disposés à envoyer leurs enfants (et en particulier les filles) en dehors du village pour étudier. A Ait Hammi, les mères ont fait part de leurs préoccupations « le fait que nous n'avons pas une école d'enseignement supérieur à Tanougha [commune] a été un obstacle à l'éducation des filles, car leurs parents ne sont pas disposés à les envoyer, par bus, au village voisin. Les filles devraient en fait rentrer chez elle à pieds après 18 heures car le bus est très vieux et tombe souvent en panne. » Les femmes ont interconnecté le manque d'écoles avec le peu d'opportunités pour leurs enfants de trouver un emploi et d'aider leur famille à se soustraire à la pauvreté : « Nous n'avons ni école supérieure ni usines et donc les jeunes sont sans emploi. »

Dans les communautés rurales sans installations adéquates de santé, telles qu'Ait Hammi, Igourramene-Tizi, ou Ait Messaoud, donner naissance ou tomber malade peut tourner en catastrophe. A Ait Messaoud, selon les femmes du groupe focal de discussion « Une femme sur le point d'accoucher n'a d'autre choix que de se rendre à Meknès [ville voisine]. Si elle ne trouve pas un taxi, elle peut mourir en chemin .... Les femmes en particulier sont affectées par l'absence de praticiennes et hésitent à consulter des médecins hommes. Nous avons besoin d'une infirmière afin que les femmes puissent s'exprimer librement au sujet de leur maladie ... il y a certaines choses que les femmes ne peuvent pas dire aux hommes.... La population n'a pas suffisamment d'argent pour payer le traitement prescrit par les médecins. Si vous pouviez vous rendre compte de la difficulté de notre vie, vous en verseriez des larmes de sang. » Dans ces communautés, ce sont les plus pauvres qui sont le plus touchés, les familles plus aisées pouvant se permettre le transport, les médicaments et les pots-de-vin, et souvent ils ont les contacts qu'il faut pour un meilleur service : « Les installations de santé sont éloignées de notre communauté ... et elles sont trop coûteuses pour les pauvres. En comparaison d'il y a 10 ans, la situation s'est améliorée mais la corruption a augmenté. A l'hôpital on ne paie pas si on connaît quelqu'un, mais si l'on ne connaît personne, inutile de s'y rendre. »

En conséquence, les ménages pauvres épuisent leurs avoirs, utilisent leurs épargnes et vendent des bijoux, voire même de l'équipement productif, pour payer pour leurs soins de santé. Ces familles sont dès lors encore plus vulnérables aux autres chocs et elles ont plus de probabilité de régresser sur l'Echelle de vie. Elhoussine, de Tamessa-Tissyane-Azendo a décrit les moments difficiles que sa famille avait connus en 2001 et 2002 lorsque sa mère est tombée malade : « Mon père l'accompagnait à Marrakech et Rabat pour son traitement. C'était vraiment difficile car la majorité de nos revenus servait à payer les médecins et les médicaments. Malgré nos efforts, elle n'a pas survécu. »

## **Gouvernance et mobilité locales**

Bon nombre des réformes plus ambitieuses sont relativement récentes et il est difficile d'établir une relation claire entre les réformes de la gouvernance, le fonctionnement institutionnel, et la mobilité des communautés de l'enquête. Mais des changements visibles ont été constatés dans les perceptions et anticipations locales. Dans la plupart des communautés un grand nombre de répondants ont déclaré que les élections locales avaient été plus transparentes et que les officiels locaux ont été plus accessibles que par le passé. Ces changements ont suscité plus d'intérêt dans les affaires politiques,

même parmi les femmes et les jeunes, qui de plus en plus se rebiffaient contre leur exclusion de la vie politique et publique.

Parallèlement, la prestation inadéquate de l'infrastructure et des services, de la corruption et du clientélisme persistants, et les fortes disparités entre les genres ont continué de faire obstacle à la mobilité des ménages et à la prospérité de la communauté. Sans une accélération de l'amélioration des conditions de vie et l'expansion des opportunités économiques, bon nombre de personnes des communautés les plus pauvres partageront vraisemblablement les sentiments désillusionnés d'une femme d'Oufla N'talat : « Au Maroc il n'y a pas de démocratie. Je dis cela pour que l'on m'envoie en prison mais personne ne m'écoute. Etre en prison c'est mieux que d'être ici à Imintanout. En prison au moins j'ai un lit et une couverture, je mange des haricots et je suis traitée gratuitement. »

Il est à espérer que la nouvelle Initiative nationale pour le développement humain du Gouvernement, décrite au début de ce chapitre, aidera à autonomiser les communautés locales et à encourager une plus grande participation locale dans la vie publique. Par ailleurs, si l'autonomisation des collectivités locales est importante, l'intervention du gouvernement central, que ce soit par le biais du développement de l'infrastructure, de l'amélioration de l'accès à un enseignement et à des soins de santé de bonne qualité, ou du respect de la législation en matière de genres, demeure toujours essentielle.

## CHAPITRE 5 : IMPLICATIONS DE GENRE POUR LA MOBILITE DE LA COMMUNAUTE ET DES MENAGES

### Les trajectoires économiques des femmes varient

Dans quelle mesure le rôle des genres affecte-t-il la mobilité des ménages et des communautés ? Et inversement, comment les communautés encouragent-elles ou limitent-elles les contributions économiques spécifiques des femmes ? Les données tirées des récits individuels de vie ont indiqué une dichotomie intrigante. Bien que la moitié des récits individuels de vie sont des récits de femmes, bon nombre d'entre eux mettent principalement l'accent sur les décisions économiques et la trajectoire de leur mari, du fait qu'elles n'ont jamais été des acteurs économiques indépendants. Quoique de nombreuses femmes aient aidé leurs parents dans l'agriculture ou l'élevage, il s'agissait de travailleurs non rémunérés et elles ne se sont pas considérées comme assurant un rôle actif de soutien à leur ménage. Dans ces ménages, lorsque l'homme chef du ménage venait à décéder ou se retrouvait en situation d'invalidité, c'est toute la famille qui courait le risque de s'enfoncer plus profondément dans une situation de pauvreté.

Dans certaines communautés ou ménages, les femmes avaient davantage à raconter concernant leur propre trajectoire économique. Dans ces ménages, suite au décès ou à l'invalidité du chef de famille, la femme, ou dans certains cas la fille, a été davantage en mesure de compenser pour la perte du soutien de famille, et dans certains cas, de redresser la bonne fortune du ménage et de le faire progresser dans l'Echelle de vie. Comme décrit d'une manière pertinente par un participant du groupe focal composé d'hommes de Bir Anzarane, « Parfois lorsque le mari meurt, la situation s'améliore pour la famille. C'est souvent à cause de lui que la famille est pauvre. Lorsque la femme se libère, elle commence à gérer les choses elle-même et améliore rapidement la situation. Le mari constituait plus un handicap pour la famille. Je connais plusieurs femmes qui sont sorties de la pauvreté juste après le décès de leur mari. On peut dire que la pauvreté a été enterrée avec le mari. »

#### Encadré 5.1 : Le récit de trois femmes

Le ménage d'**Aziza**, 38 ans, d'**Igourramene-Tizi**, est passé du niveau 6 au niveau 1 de l'Echelle de vie après le décès de son mari. Bergère jusqu'au moment de son mariage, après son mariage elle s'est occupée exclusivement du foyer. Aziza déclare qu'elle n'a pas interféré avec l'entreprise de transport de son mari et qu'elle ne savait même pas combien il gagnait : « Avant le décès de mon mari, je ne manquais de rien. J'avais tout ce que je voulais – maintenant il en va tout à fait autrement. » La maladie de son mari a épuisé les épargnes familiales, laissant une dette qu'Aziza a remboursé après avoir vendu le camion de son mari. Maintenant lorsqu'Aziza rencontre d'anciens amis de son mari ils l'ignorent car « personne n'aime les pauvres ». De même, à **Oufla N'talat**, la veuve, **Oum Elaid**, « est devenue invisible » après la mort de son mari. Au cours de la vie de son mari, chauffeur de camion, Oum Elaid était une travailleuse au foyer. Après sa mort, et avec de petits enfants à charge, elle a lavé du linge pour gagner sa vie. Mais depuis deux ans le rhumatisme l'a empêché de faire ce travail. Ses enfants ont quitté l'école et sont toujours sans emploi. A l'opposé, la situation de **Mahjoub**, également d'**Oufla N'talat**, s'est améliorée au cours des 10 dernières années en dépit de la maladie invalidante de son mari. En 1994, elle a cherché du travail, et a commencé par nettoyer des maisons, ensuite elle a trouvé un emploi par le biais d'un cousin du mari comme responsable du ménage dans un orphelinat. Eventuellement elle a réussi à y devenir cuisinière et a doublé son salaire. Avec la pension de son mari et grâce à sa propre initiative, son ménage s'est soustrait à la pauvreté en passant du niveau 1 au niveau 5.

Ce chapitre examine certaines raisons de ces différentes trajectoires. Il commence par se pencher sur le contexte communautaire, y compris les attitudes officielles et non officielles vis-à-vis du rôle des femmes ; les pratiques prévalentes concernant l'accès des femmes à la propriété et au capital, soit par le biais de l'héritage ou de l'emprunt ; et le type d'opportunités économiques disponibles localement. En second lieu, il aborde la question de savoir comment les ressources sociales, psychologiques, éducationnelles, et autres façonnent leurs actions au sein du ménage. Nous commençons par examiner les récentes discussions quant au rôle des femmes dans la société marocaine.

## **La politique gouvernementale en matière de genre progresse lentement**

L'inégalité entre les sexes au Maroc a fait l'objet de beaucoup d'attention, à la fois à l'intérieur et en dehors du pays. A la suite de l'accession au trône du Roi Mohammed VI, le Gouvernement y a prêté une attention explicite. Un plan d'action a été lancé en mars 2000 « à la suite de la publication d'un rapport alarmant sur le statut marginal des femmes et ses conséquences sociales. Les conclusions du rapport ont été dramatiques mais non surprenantes. Une femme marocaine meurt toute les six heures en donnant naissance. Vingt-huit mille actes de violence domestique à l'encontre des femmes ont été rapportés entre 1984 et 1998. Très rares sont les hommes qui vont en prison ou qui paient des amendes pour ces actes en raison de la discrimination juridique, de la corruption policière et de l'absence de techniques d'investigation appropriées..... Les femmes sont mal représentées dans les institutions officielles du Gouvernement. Sur les 650 membres élus au Parlement, quatre seulement sont des femmes. Sur les 24.000 membres des conseils locaux et municipaux, à peine 83 sont des femmes. »<sup>23</sup> Les taux d'alphabétisation démontrent cette disparité: en 2002, 64 pour cent des femmes étaient analphabètes contre 38 pour cent des hommes.<sup>24</sup> Les femmes ne représentaient que 35 pour cent seulement de la population active marocaine.

Avant les élections législatives de septembre 2002, le Roi a réservé 30 des 325 sièges de la Chambre des représentants pour des femmes et actuellement 34 font partie de la législature, ce qui fait du Maroc la seule nation arabe dont 10 pour cent du Parlement est composé de femmes. Mais la réforme la plus significative jusqu'à présent a peut-être été le Code 2004 de la famille, la *Moudawana*, décrit ci-dessous. La *Moudawana* a stimulé des discussions révélatrices dans les communautés de l'étude et a clairement commencé à influencer la manière dont les hommes et les femmes envisagent le rôle des femmes dans la société marocaine.

Accompagnée d'une campagne d'information intensive, la *Moudawana* a introduit des réformes qui ont commencé à influencer le statut juridique et social des femmes, ainsi que le débat public concernant le rôle des femmes dans le ménage et dans la société. Elle a relevé l'âge minimum du mariage pour les femmes à 18 ans (même âge que les hommes), interdit les mariages forcés et autorisé la polygamie seulement dans le cas de « circonstances impératives et de restrictions rigoureuses. Elle a articulé le droit des femmes à la propriété et à la garde des enfants en cas de divorce et a mandaté l'élimination de paroles dégradantes pour les femmes dans les articles officiels.<sup>25</sup> Dans toutes les communautés de l'étude, les répondants ont fait mention de l'impact de la *Moudawana* sur leur vie. A Bir Anzarane, les femmes ont dit que les réformes les reconnaissaient en

<sup>23</sup> Tiré de Abdeslam Maghraoui, "*Political Authority in Crisis: Mohammed VI's Morocco*" Rapport en ligne sur le Moyen-Orient. 2001. No. 218.

<sup>24</sup> USAID. Rapport annuel 2002.

<sup>25</sup> *Moroccan Family Code: Unofficial Translation*. Global Rights. 2005.

tant que citoyennes, indépendantes de leur mari : « Nous sommes plus libres de voter lors des élections. Les femmes peuvent voter pour leur candidat favori sans être influencées par leur mari. J'ai voté pour le candidat de mon choix et ai eu un argument avec mon mari. Les femmes participent au développement de leur environnement social et bénéficient librement des opportunités économiques disponibles. Les femmes ont moins peur de leur mari. » A Tamessa-Tissyane-Azendo, les femmes ont déclaré que la Moudawana a amélioré leur statut au sein du ménage : « Notre situation s'est améliorée récemment .... Avant, un homme pouvait facilement divorcer de sa femme. Il lui donnait 500 dirhams et l'envoyait mendier. De nos jours, le Gouvernement a donné aux femmes de nombreux droits. Les maris sont obligés de partager les avoirs qu'ils possèdent avec leur femme après un divorce. »

Les réformes ont également été source de résistance de la part des hommes dans les communautés. Comme l'a observé un membre du groupe focal composé d'hommes de Bir Anzarane, « A minuit je vois des femmes et des filles dans la rue devant leur maison..... Cela ne se serait pas passé il y a quatre ans. Le Gouvernement a donné beaucoup plus de liberté aux femmes. Elles sont harcelées par la télévision – on ne peut plus discuter avec les femmes, on ne peut plus battre les femmes – les femmes, les femmes, toujours les femmes ! Nous les hommes nous ne pouvons plus agir comme cela nous plaît... La domination des hommes sur les femmes est sérieusement en recul. » Des sentiments similaires ont été exprimés dans des communautés à faible croissance et mobilité. A Ait Yahya-Ait Abdallah-Ait Mechkok, les jeunes hommes du groupe focal se sont plaints que « l'Etat a donné plus de liberté aux femmes à cause de la Moudawana. Maintenant ce sont les hommes qui n'ont plus de liberté. » A Ait Messaoud, certains hommes ont critiqué la nouvelle législation car ils se sont sentis « délestés de certains de leurs droits. »

### **Le contexte communautaire affecte la participation des femmes à la population active**

Il n'est pas surprenant de constater que le rôle économique indépendant des femmes semble plus important dans les communautés urbaines de l'étude. Ceci est dû en partie à la plus grande diversité des moyens d'existence disponibles. Dans la plupart des communautés urbaines, les femmes ont été en mesure de trouver du travail dans l'agriculture, mais aussi dans le secteur des services, dans des occupations féminines traditionnelles (de faibles prestiges). Comme l'a déclaré Azeddine, une femme d'Oufla N'talat âgée de 47 ans « Dans cette région la femme trouve plus aisément du travail que l'homme... les femmes font des ménages dans les hôtels, les écoles, les orphelinats, et les hôpitaux. Les hommes sont sans emploi ; même lorsqu'ils étudient, ils demeurent sans emploi. »

A Bir Anzarane, où plus de 80 pour cent des ménages sont constamment demeurés au dessus du seuil de pauvreté, les participants du groupe focal composé de femmes ont observé que les femmes commençaient à soutenir la concurrence des hommes sur le marché de l'emploi, en particulier dans le secteur du détail. Selon elles, ceci est dû au fait que les propriétaires de magasins font davantage confiance aux femmes qu'aux hommes et qu'ils pensent qu'une femme « attire le client en raison de son sérieux et de son marketing. » Les femmes de Bir Anzarane étaient également mieux informées et plus proactives que leurs contreparties de communautés rurales isolées. Elles étaient vraisemblablement plus incitées à s'élever contre leur mari et à insister pour une éducation et le droit de travailler : « La femme commence à connaître ses droits et participe à la lutte contre l'ignorance. »

A Khalouta, communauté urbaine mobile, les femmes participent activement au marché de l'emploi, même dans des emplois traditionnellement masculins ou en tant que migrantes en soutien de leur famille avec des envois de fonds. Le comportement économique des femmes de Khalouta est corrélé avec des attitudes plus progressives en matière de genre. Par exemple, dans la discussion relative à l'Echelle de vie, les hommes et les femmes ont eu davantage tendance à mentionner l'occupation et la possession de terres des ménages dirigés par un homme et par une femme par opposition aux discussions dans d'autres communautés qui ont seulement mentionné l'occupation de l'homme chef de ménage. Lors des discussions sur les relations entre les genres, les hommes et les femmes de Khalouta ont décrit moins d'inégalités que ceux d'autres communautés.

Plus particulièrement dans les communautés plus petites et/ou rurales, et bien que les femmes travaillaient plus, elles le faisaient davantage aux côtés de leur mari en tant que travailleurs agricoles ou dans la sphère ménagère, plutôt que de gagner un revenu indépendant. Ce manque d'indépendance économique est partiellement conditionné par les normes sociales qui prédominent dans ces communautés. Une femme d'Ait Messaoud a déclaré que traditionnellement l'homme « assume la responsabilité du ménage, l'homme est le protecteur du ménage. » Une participante du groupe focal de Tamessa-Tissyan-Azendo a noté que « Les garçons ont une totale liberté, alors que les filles n'ont qu'une liberté partielle. » Il n'est donc pas surprenant que c'est dans les communautés où de nombreuses femmes se sont installées après le mariage, que le récit des activités économiques et des prises de décisions s'est avéré être celui de leurs parents ou de leur mari.

#### **Encadré 5.2 : Genre et ethnicité : perspectives de Tamessa-Tissyan-Azendo**

Les femmes de cette communauté, principalement berbère, ont déclaré qu'elles enviaient les femmes arabes pour leurs opportunités pédagogiques, une meilleure information, et une plus grande liberté à se déplacer dans le pays pour trouver de meilleures opportunités économiques. Comme l'a dit une femme « Les filles du Gharb [plaine côtière la plus fertile et prospère] peuvent passer de l'enfance à l'école s'il existe un tel établissement ; elles ne sont donc pas soumises aux travaux des champs. Les femmes arabes ont plus de liberté que nous car elles ont des usines, des hommes instruits et des écoles. » Une autre problématique pour les femmes de Tamessa est que peu d'entre elles parlent l'arabe, ce qui limite leurs options de travail dans d'autres villes, ainsi que leur accès à l'information divulguée dans les médias. Les femmes ont expliqué que « La communauté ne capte pas de programmes TV. Les femmes ne parlent que leur langue maternelle (Tachelheit), elles ne savent pas parler l'arabe et elles n'ont pas la télévision pour les aider à l'apprendre. La distance qui sépare cette communauté de la ville d'Imintanout est de moins de 20 km mais l'absence de télévision affecte profondément les femmes. »

Même dans les communautés les plus rurales et traditionnelles, les femmes indiquent que l'amélioration de l'infrastructure, en particulier les réseaux d'eau et d'électricité, a allégé leur charge de travail, fait en sorte qu'elles se sentent moins des bêtes de somme, et donc qu'elles ont amélioré leur statut au sein du ménage. Bien qu'elles n'aient pas établi de lien entre les améliorations à l'infrastructure et leur participation à la population active, en réduisant leur charge de travail ménager, elles ont plus de temps pour travailler en dehors du foyer.

### **Encadré 5.3 : Points de vue des femmes sur les améliorations apportées à l'infrastructure**

A Igourramene-Tizi, l'installation d'un château d'eau et d'un système de gestion et de distribution de l'eau a fait en sorte que les femmes n'avaient plus à se déplacer sur des distances de 2 km pour aller puiser de l'eau ou transporter, dans un mouvement de va-et-vient, de grands seaux d'eau plusieurs fois par jour. Les femmes se sont dites satisfaisantes du changement : « Nous sommes plus reposées, Nous pouvons nous lever tard sans nous préoccuper d'aller chercher de l'eau. » Les femmes ont utilisé le temps ainsi épargné pour d'autres tâches ménagères ou agricoles. En outre, les femmes ont déclaré être plus respectées et faire l'objet de plus d'attention de la part des hommes : « Je n'ai rien à regretter, je me sens mieux car je suis moins exposée au soleil, au froid, et à la pluie.... Mes vêtements sont plus propres et je me sens plus une femme qu'un animal. Avant, lorsque j'avais une discussion avec mon frère ou mon mari, ils me répondaient tous deux avec un sourire malicieux – Va chercher de l'eau et tais toi ! » Cela m'irritait car il me faisait sentir que je n'étais née que pour cela. Maintenant je n'entends plus cette phrase agressive. » Pourtant les avantages de l'eau courante dans leurs foyers ont également imposé de nouvelles restrictions dans leur communauté traditionnelle. Comme l'a expliqué une participante du groupe focal « Nous n'avons plus d'excuse pour aller nous promener ; nos maris sont devenus plus autoritaires. Ils contrôlent davantage nos sorties et posent beaucoup plus de questions. » Auparavant les femmes profitaient de leurs sorties pour aller chercher l'eau pour échanger des nouvelles, mais maintenant il leur faut attendre le moment de fêtes ou de célébrations pour socialiser.

### ***Les communautés où les femmes peuvent hériter élargissent leurs opportunités***

Dans les communautés rurales et urbaines, l'héritage d'actifs, en particulier du terrain ou des bâtiments, peut situer un ménage au dessus du seuil de pauvreté de la communauté. Par exemple, à Foum Zaouia, les participantes au groupe focal ont situé les ménages ayant hérité d'une propriété au niveau 9 de l'Echelle de vie et ceux sans héritage au niveau 1. Hériter d'actifs substantiels non seulement augmente la richesse immédiate du ménage, mais l'héritage est aussi corrélé avec une plus grande participation à diverses associations, accès au crédit, et meilleure position sociale dans la communauté.

Certaines communautés, toutefois, ne reconnaissent pas le droit des femmes à l'héritage. A Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok, où les tribus possèdent la terre collectivement, les femmes ne sont pas autorisées à hériter. Lorsqu'une femme hérite de la propriété d'un parent, se sont souvent les hommes qui décident comment s'en servir ou comment utiliser l'argent qu'ils en retirent. Dans d'autres cas, les femmes sont reléguées et se sont les frères et les fils qui héritent directement du mari ou du parent décédé. Cette pratique est appelée à changer, même lentement, puisque la Moudawana la mise hors-la-loi et accorde aux femmes des droits égaux d'héritage et permet aux veuves plutôt qu'à leurs fils d'hériter d'un bien lors du décès du conjoint.

Bon nombre de femmes qui ont hérité une propriété ont démontré leur capacité à l'investir prudemment. La famille de Fatouma, une veuve de 55 ans de Foum Zaouia, avait vécu en situation de pauvreté chronique pendant 20 ans. En 1994, Fatouma a hérité d'une parcelle de terre. Elle en a gardé une partie pour l'agriculture et vendu une autre. Elle s'est servie des fonds pour acheter un tracteur pour ses fils ainsi qu'une vache afin d'être membre de la coopérative laitière locale. Le reste

a servi à aider un autre fils à immigrer. Recherchant en permanence de nouveaux moyens d'investir, Fatouma épargne actuellement pour envoyer sa fille en Italie.

A l'opposé, dans les communautés où seuls les hommes pouvaient hériter, les femmes se sont plaintes que les hommes dilapidaient l'héritage et que la famille en fait régressait sur l'Echelle de vie. Dans la communauté d'Ait Hammi, Itto, une veuve de 60 ans dont le ménage avait régressé du niveau 7 au niveau 3, a déclaré que « après le partage de l'héritage [de mon mari] entre mes deux fils, ils ont cessé de travailler et ont commencé à vendre leurs biens les uns après les autres. C'est ainsi que nous avons pris du recul sur l'Echelle de vie. » Les femmes se sont plaintes que les hommes utilisent souvent l'argent pour acheter de l'équipement électronique, de l'alcool, et à certaines occasions des femmes. Halima est une femme mariée de 35 ans qui vient d'un ménage à mobilité descendante (du niveau 6 au niveau 3) d'Ait Hammi. Selon elle « Nous aurions pu acquérir plus de biens mais mon mari n'a pas su gérer l'héritage. Le premier investissement fut très bénéfique avec l'achat d'une vache et le revenu du lait. Mais par la suite il l'a vendue et gaspillé l'argent. » On ne peut assumer que les femmes utiliseraient nécessairement leur héritage plus sagement que les hommes, mais leur capacité à hériter leur permettrait d'utiliser leurs propres compétences, jugements et initiatives pour que l'héritage améliore la situation économique du ménage.

### ***Les communautés qui ont davantage accès aux organisations financières offrent des opportunités pour les femmes***

Les chefs des communautés relativement plus mobiles et/ou urbaines (Ait Hammi, Khalouta, Fom Zaouia, Oufla N'talat, et Bir Anzarane) notent qu'au cours des 10 dernières années, les banques publiques et commerciales ainsi que les associations de crédit sont devenues des sources importantes de financement. En outre, les associations de microcrédit ciblant les femmes, telles qu'Al Amana et Zakoura, sont plus répandues sur le territoire marocain. Les deux organisations sont sensées fournir des services de formation commerciale aux femmes qui empruntent, mais ceci n'est pas toujours le cas. Le fait que ces associations n'exigent pas de collatéral a, toutefois, donné aux femmes dans les communautés où elles opèrent l'accès au capital pour démarrer une entreprise, développer une entreprise existante, ou tout simplement surmonter de petites crises. Mina, une femme célibataire de 49 ans de Fom Zaouia, a déclaré que son crédit « l'avait aidé à acquérir certaines facilités pour la maison ou pour développer son petit commerce de vêtements d'occasion. ».

Pour la plupart les femmes du milieu urbain ont un avantage distinct. Les répondantes de Bir Anzarane et Oufla N'talat ont accès à la fois à Zakoura et Al Amana, et les femmes de Khalouta ont déclaré que la localisation de ces organisations dans une autre section de la ville était peu commode. La seule autre communauté rurale, outre Fom Zaouia, où une telle organisation est disponible est Ait Messaoud. Cependant l'existence d'une association de microcrédit n'est pas suffisante, alors que la formation est essentielle. Une étude de l'Agence française de développement (AFD) consacrée au microcrédit au Maroc a conclu que « si le crédit contribue parfois à une augmentation immédiate des revenus, il n'est pas suffisant pour garantir le développement à moyen terme d'une activité. »<sup>26</sup> Sans formation, il est plus probable que les femmes se servent des prêts pour couvrir la consommation plutôt que pour investir. Les membres du groupe focal ont déclaré que certaines femmes de Bir

---

<sup>26</sup> “Vocational Training in the Informal Sector Report on the Morocco Field Survey.” Document de travail. Agence française de développement.

Anzarane avaient fuit le district car elles ne pouvaient pas rembourser leurs prêts ; d'autres ont dû vendre des biens de consommation durables pour les rembourser.

Mais il y a aussi des succès notoires. Le récit de Fatima, 46 ans, également de Bir Anzarane, montre comment cette femme divorcée a réussi à répartir ses prêts pour augmenter les fonds de la vente d'un terrain qu'elle et sa sœur, également divorcée, avaient hérité de leur père. Ensemble elles ont utilisé l'argent du terrain pour acheter une maison dans laquelle elles ont ouvert une boutique téléphonique et une pâtisserie. Pour équiper leurs entreprises, elles ont chacune emprunté 5.000 DH d'Al Amana et Fatima une autre somme de 3.000 DH de Solidarité sans frontières. Quoique Fatima s'inquiète toujours de rembourser ses dettes, les affaires ont permis au ménage de passer du niveau 5 au niveau 6 de l'Echelle de vie.

### ***Il y a relation à double sens entre la mobilité de la communauté et la liberté pour les femmes de partir à l'étranger***

Dans les communautés où il est acceptable pour les femmes de migrer, un plus grand nombre de ménages perçoivent des envois de fonds, ce qui montre l'importance de la participation indépendante des femmes au marché de l'emploi pour aider les ménages à se soustraire à la pauvreté. Hada, une femme divorcée de 49 ans d'Ait Hammi, a bénéficié d'envois de fonds de son frère en Espagne et pense maintenant que « pour progresser davantage ... je songe souvent à ma fille et à l'aider à émigrer. » A Fom Zaouia, le phénomène est « porteur d'espoir » et développe un nouveau sentiment d'indépendance parmi les filles qui aspirent de plus en plus à gagner leur vie elles-mêmes. Globalement, les conclusions indiquent que les femmes célibataires, veuves, ou divorcées des communautés urbaines auront davantage tendance à se rendre à l'étranger pour y travailler, alors que les femmes de communautés rurales plus isolées craignent le départ, même lorsqu'il s'agit de se rendre dans d'autres régions du Maroc. Aziza, une veuve de 38 ans d'Igourramene-Tizi, par exemple, a exprimé le désir de trouver un emploi de nettoyeuse en ville, mais sans savoir comment faire.

Une des raisons pour lesquelles des communautés traditionnelles telles que Tamessa-Tissyane-Azendo sont plus disposées à envoyer les jeunes femmes à l'étranger est que ces dernières enverront plus d'argent à leurs parents que les hommes. Quoique les quelques études internationales qui ont examiné la relation entre le genre et les envois de fonds « n'aient pas indiqué de résultats concluants », <sup>27</sup> les participants à l'étude ont affirmé que les filles auront davantage tendance à envoyer de l'argent que les garçons. Une raison peut être que les hommes qui se marient à l'étranger doivent utiliser leurs revenus pour prendre soin de leur femme et de leurs enfants avant de pouvoir envoyer des fonds au pays : « Mes fils ne m'envoient pas régulièrement de l'argent parce qu'ils ont leur propre famille » a indiqué une mère de Tamessa-Tissyane-Azendo. Les femmes qui se marient à l'étranger sont plus libres d'épargner et généralement elles envoient l'argent à leurs parents. Comme l'a observé un des participants du groupe focal de Khalouta, leur prospérité « est due aux transferts de notre fille qui vit à l'étranger car ceux de notre fils sont irréguliers ».

---

<sup>27</sup> Ramirez, Carlota & M. Dominguez & J. Morays. "Crossing Borders: Remittances, Gender and Development." Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW) des Nations Unies. Document de travail. Juin 2005.

## **Les rôles économiques des femmes affectent la mobilité de la communauté**

*Avec le soutien de la famille, les femmes peuvent largement contribuer à la mobilité du ménage.*

Tel qu'indiqué dans la première section de ce chapitre, les attitudes des ménages affectent le degré des contributions économiques des femmes. Les familles qui apportent leur soutien donnent aux femmes la liberté de devenir économiquement indépendante ; dans certains cas, la nécessité contraint les membres masculins de la famille à relâcher les restrictions imposées aux femmes de la famille. Ainsi, tel que décrit à l'Encadré 5.3 ci-dessous, Hbibba, une jeune femme de 20 ans d'Oufla N'talat, est entrée sur le marché de l'emploi comme danseuse folklorique à la suite de l'invalidité de son père. Son revenu a permis au ménage d'acheter une maison et de passer du niveau 1 au niveau 3 de l'Echelle de vie. Il est possible qu'elle aurait encore pu davantage améliorer ses revenus mais ses frères ne lui ont pas permis de travailler dans une autre ville.

*L'accès des femmes aux emplois et au crédit est interconnecté au statut socioéconomique du ménage.*

Les barrières de genre ne sont pas les seuls obstacles auxquels les femmes doivent faire face. La capacité des femmes à être proactives et entreprenantes est, et cela ne surprend pas, limitée par la position socioéconomique de leur ménage. Dans toutes les communautés faisant l'objet de l'étude, l'information dérivée des récits individuels a montré que les femmes de ménages se situant au dessus du seuil de pauvreté de la communauté disposaient de plus d'opportunités que celles de ménages se situant en dessous de ce seuil. Les femmes en dessous du seuil de pauvreté se sont souvent senties forcées d'accepter des salaires inférieurs aux normes plutôt que de rechercher de meilleures opportunités. Comme l'a expliqué une femme « Même si parfois je me sens sous-payée ... je ne suis pas dans le besoin [d'un emploi]. Les femmes de ménages plus aisés ont davantage tendance à avoir de bonnes relations, généralement par le biais de leur mari ou de leur père, et sont en mesure d'exploiter ces connexions pour obtenir un meilleur emploi. En effet, la majorité des femmes interviewées ont affirmé que les connexions sont souvent essentielles pour trouver un emploi. Comme l'a observé Habiba, une femme mariée de 36 ans vivant en dessous du seuil de pauvreté dans la communauté urbaine relativement pauvre d'Oufla N'talat « il est très difficile de trouver un emploi sans l'intervention d'une tierce personne. »

La différence entre les opportunités des riches et des pauvres est illustrée par l'expérience de deux femmes d'Ait Hammi, une large communauté rurale caractérisée par une combinaison de faible mobilité et vulnérabilité. Les deux femmes sont célibataires et vivent dans leurs maisons familiales.

#### **Encadré 5.4 : Aziza et Halima : L'impact de la classe**

**Aziza** a 29 ans et a vécu en situation de pauvreté pendant les 10 dernières années. Après la mort de son père, des voisins l'ont aidé à trouver un emploi dans l'usine de vêtement de leur patron. Toutefois, la couturière en chef l'a fait payée pour apprendre comment se servir d'une machine à coudre. Comme elle n'avait pas d'argent, Aziza a fait le ménage au foyer de la couturière en chef. Après avoir appris à coudre, elle était toujours moins payée que les autres mais ne pouvait refuser le salaire n'ayant aucun autre revenu. Il lui a donc fallu sept ans pour épargner suffisamment d'argent pour acheter une machine à coudre avec une amie. Maintenant Aziza travaille pour son compte et est heureuse car cela « lui permet de prendre sa famille en charge ». Bien qu'elle se sente coincée dans la profession, elle n'a pas assez pour investir et diversifier « dans d'autres activités à part celle là ». A l'inverse, **Halima** âgée de 30 ans est demeurée riche au cours de la dernière décennie. Lorsque Halima a décidé qu'elle aimait l'artisanat, son père a payé sa formation dans un Centre féminin d'aide nationale (association économique/école pour femmes) afin d'y acquérir les compétences. Après avoir terminé sa formation, elle a immédiatement trouvé un emploi bien payé chez l'une des couturières qui enseignait au Centre. Plus tard elle a décidé de faire autre chose. Elle a continué à travailler jusqu'à ce qu'elle trouve un emploi dans une usine de tapis. Là, elle a pu épargner suffisamment en deux ans pour acheter sa propre machine, et maintenant elle exploite sa propre entreprise.

Quoique les deux femmes aient fait preuve d'un esprit d'entreprise et qu'elles étaient prêtes à prendre des risques, Aziza, qui devait aider sa famille, a été contrainte d'accepter un emploi à un salaire inférieur. Il lui a donc fallu deux fois plus de temps pour épargner suffisamment pour démarrer sa propre activité. Si elle est satisfaite de son sort, elle ne se sent pas moins coincée à ce niveau. Halima, venant d'une famille plus aisée, a pu payer pour sa formation et trouver une bonne situation avant de passer à un meilleur emploi et ensuite lancer sa propre entreprise. On trouve des exemples similaires dans des communautés aussi diverses qu'Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok et Bir Anzarane, où les femmes de ménages vivant au dessus du seuil de pauvreté avaient un meilleur accès à de bonnes opportunités d'emploi.

Comme pour les opportunités d'emploi, les individus ou les ménages vivant au dessus du seuil de pauvreté de la communauté avaient également un accès plus aisé au crédit. Comme l'a déclaré Mbarka, une femme chroniquement pauvre de Foug Zaouia « J'ai de grandes ambitions, mais je manque de capacité financière .... le facteur le plus contraignant est celui de l'accès au financement pour la création d'autres activités et l'expansion des activités existantes ». Son expérience contraste avec celle de Zohra, venant d'un ménage non pauvre stable de Foug Zaouia : « Nous avons toujours accès au crédit car le salaire de mon mari sert de garantie à la Banque du crédit agricole ».

***L'éducation et la confiance en soi affectent les activités économiques des femmes et donc la mobilité du ménage.***

Partout au Maroc, les taux d'analphabétisme sont plus élevés parmi les femmes que parmi les hommes. Ils atteignent 83 pour cent en milieu rural, voire même 90 pour cent dans certaines

communautés.<sup>28</sup> Le rapport du Gouvernement sur le développement humain a reconnu que le système éducatif actuel a créé « une situation inéquitable pour les femmes ».<sup>29</sup> Etant donné que l'analphabétisme féminin n'est pas déterminé par les frontières de classe et de milieu urbain/rural, il est difficile de conclure de l'étude dans quelle mesure l'alphabétisation *per se* différencie plus ou moins les femmes entrepreneuriales et/ou couronnées de succès. Mais l'analphabétisme féminin traduit les attitudes familiales concernant la valeur des femmes. Les jeunes femmes ont souligné que même les parents qui pouvaient se permettre d'éduquer leurs fils et leurs filles accordaient la priorité à l'éducation des garçons puisque les filles allaient se marier. Un certain nombre de femmes ont attribué leur peu de confiance en soi à leur manque d'éducation. Hbiba, dont il a été fait mention ci-dessus, rêvait de former son propre groupe de danses folkloriques, mais a hésité parce que « Je suis analphabète ce qui limite mes pensées et mes capacités ».

Sur la base des impressions dérivées des discussions avec les groupes focaux et des entrevues individuelles dans les neuf communautés, l'équipe de recherche a conclu que les femmes ayant suivi une instruction plus avancée et dotées de plus de compétences et qualifications avaient tendance à faire montre de plus de confiance en soi et qu'elles tenteraient davantage d'améliorer leur situation par le biais de diverses stratégies. La capacité des femmes à obtenir une éducation/des compétences est donc une condition préalable importante, si pas toujours essentielle, à leur capacité d'arriver à l'autonomie économique et à aider leur ménage à éviter la pauvreté. Cette relation est illustrée par le récit suivant d'Aisha.

#### **Encadré 5.5. Aisha : L'impact de l'éducation**

Aisha, âgée de 62 ans, venait d'un ménage prospère et n'a pas travaillé lors de son premier mariage. Son mari était parti travailler en France mais après quelques mois il a arrêté de lui envoyer de l'argent, la laissant dans une situation difficile. Aisha a divorcé et est retournée vivre chez son père. Deux ans plus tard, Aisha a décidé d'apprendre la couture dans un club établi à Meknès pour des femmes devant développer des compétences. Son frère, qui à ce moment travaillait en Belgique, lui a acheté une machine à coudre. Malgré son remariage avec un homme qui au départ avait désapprouvé son activité, Aisha a persisté et réussi à venir en aide à sa famille au cours de périodes intermittentes de chômage de son mari : « Pour moi ce travail est un plaisir car il me permet réellement de gagner un revenu pour aider ma famille quelle que soit l'activité de mon mari ». Après que son premier mari ait généreusement remboursé un prêt antérieur, Aisha a pris la décision de construire une maison et d'ouvrir un café au rez-de-chaussée : « C'est moi seule qui ait décidé d'investir dans la restauration sans la permission de mon mari ». En 2004, Aisha s'est séparée de son second mari et a déclaré que sa situation n'a jamais été meilleure.

<sup>28</sup> PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), 2007. *"The Gender and Citizenship Initiative: Country Profiles: Morocco"* Programme PNUD sur la gouvernance dans la région arabe (<http://gender.pogar.org/countries/gender.asp?cid=12>). Accédé en juin 2007 ; et Département d'Etat américain *"Working for Women Worldwide: The US Commitment – Bringing Literacy to Moroccan Women"* (<http://usinfo.state.gov/products/pubs/women/moroccan.htm>), accédé en juin 2007.

<sup>29</sup> 50 ans de développement humain – Perspectives 2025. Gouvernement du Maroc. 2006.

### *La voie vers une plus grande liberté et responsabilité*

La discussion et les exemples présentés dans ce chapitre montrent qu'en conclusion dans un environnement qui offre aux femmes plus de liberté d'action, joint à des opportunités adéquates, tout le monde est gagnant. Lorsque l'horizon des femmes est confiné non seulement physiquement mais aussi psychologiquement à la sphère ménagère, elles sont moins aptes à aider leur ménage lorsque le soutien de famille traditionnel perd son emploi, tombe malade, ou décède. A l'inverse, dans les ménages ou les communautés où les femmes ont des compétences commercialisables, ou qu'elles sont tout simplement en mesure de réunir les ressources sociales et personnelles pour faire face aux chocs, elles se sont avérées capables de maintenir, voire d'améliorer, la fortune familiale. Les opportunités pour les femmes de jouer un rôle économique et social plus important augmenteront vraisemblablement, compte tenu de la dynamique des politiques nationales (telles que la Moudawana), d'une migration accrue des femmes, et de taux d'alphabétisation à la hausse. La voie pour une plus grande autonomie des femmes ne sera toutefois pas sans écueils. Comme lors de tout changement social profond, elle implique des changements importants dans la manière dont les hommes et les femmes conceptualisent leurs rôles fondamentaux et leurs relations. Le Chapitre 6 poursuivra sur ce thème, en portant une attention particulière sur la perception qu'ont les jeunes hommes et femmes de leurs relations mutuelles en évolution et avec leurs aînés.

## CHAPITRE 6 : ANTICIPATIONS ET ASPIRATIONS DES JEUNES

### Les jeunes au Maroc : Une majorité négligée

La jeunesse marocaine incarne un paradoxe : elle est nombreuse – mais principalement ignorée. En 2006, les jeunes de la cohorte d'âge de 15 à 29 ans représentaient près de 43 pour cent de la population.<sup>30</sup> Leur nombre surpasse les taux moyens même les plus élevés pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Constituant une part tellement significative de la société, les jeunes sont à la fois un fardeau et une promesse économiques. D'une part, leur grand nombre risque d'accaparer les rares ressources allouées à l'éducation et aux autres services ; ils sont un fardeau économique pour les familles pauvres et, en l'absence d'opportunités économiques adéquates et de croissance, ils impulseront le PIB par habitant et les taux de chômage dans la mauvaise direction. Parallèlement, ils représentent une richesse de capital humain et constituent souvent la fondation des stratégies d'existence des ménages. Les jeunes jouent dès lors un rôle pivot pour se soustraire à une situation de pauvreté, que ce soit au niveau national ou à celui du ménage.

Tenant compte de leur importance pour le développement, pourquoi la jeunesse marocaine a-t-elle été ignorée sur le plan démographique ? Comme l'explique Rachik dans « Jeunesse et Changement social », ni la culture marocaine traditionnelle ni les administrateurs coloniaux n'ont considéré la jeunesse comme une catégorie distincte. Les deux traditions n'ont établi de distinction qu'entre enfants et adultes seulement, ce qui incite Rachik à suggérer que « La notion de jeunesse, ou toute autre notion équivalente, est récente ... une caractéristique du Maroc moderne ».<sup>31</sup> Cet héritage ancien perdure, toutefois, comme en témoigne le fait que les statistiques officielles et les études académiques consacrées à la jeunesse marocaine sont toujours extrêmement rares. Celles qui existent ne donnent qu'un aperçu limité pour deux raisons : (1) elles mettent pratiquement exclusivement l'accent sur les jeunes urbains nantis et (2) elles sont basées seulement sur des données quantitatives ; il n'y a pratiquement pas d'études basées sur des entretiens qui examinent les perceptions et les expériences des jeunes marocains.

La présente étude vise à remédier à cette lacune en incorporant les points de vue des jeunes hommes et femmes de chaque communauté ayant fait l'objet de l'enquête. Ce chapitre présente leurs vues sur des questions liées à la pauvreté, la mobilité, et la vulnérabilité, ainsi que le contexte institutionnel plus large qui modèle leur vie. Le chapitre est basé sur les discussions de groupes focaux<sup>32</sup> séparés d'environ 10 jeunes hommes et 10 jeunes femmes dans chaque communauté. Le chapitre commence par se pencher sur les aspirations professionnelles, personnelles et sociales futures des jeunes, ainsi que sur leurs perceptions de ce qui aidera ou de ce qui fera obstacle à ces aspirations. Le chapitre considère ensuite leur perspective de la liberté, du pouvoir, de l'inégalité et de la démocratie, en particulier en rapport au genre et au statut socioéconomique. Bien que la discussion suivante synthétise une vaste gamme de points de vue des neuf communautés, il y a lieu de garder à l'esprit que ces points de vue ne représentent pas nécessairement ceux de l'ensemble de la jeunesse marocaine.

---

<sup>30</sup> "The Case for Investing in Young People as part of a National Poverty Reduction Strategy." Fonds des Nations Unies pour la population, New York, 2006.

<sup>31</sup> Rachik, Hassan. Jeunesse et Changement social. 50 ans de développement humain -- Perspectives 2025. 2006. 191-216.

<sup>32</sup> Avec une seule exception, citée dans ce chapitre, il n'y a pas de récits individuels de vie pour les jeunes.

## **Les jeunes sont profondément concernés par le chômage et l'accès à des moyens d'existence stables**

Dans chacune des neuf communautés de l'enquête, les jeunes ont considéré la pauvreté et le chômage comme étant le principal problème, à la fois pour eux et pour le pays. Ils ont décrit leur lutte pour trouver du travail dans un pays où les taux de chômage sont plus du double de ceux de pays comparables à revenu intermédiaire, de tranche inférieure. Les jeunes gens d'Oufla N'talat ont fait part de leur frustration à ne pas être en mesure d'aider leur famille à satisfaire aux besoins essentiels : « La plupart des familles n'ont pas suffisamment de revenus en raison de la faiblesse de la situation économique de la région et du coût élevé des marchandises. Mais pour les jeunes qui ne peuvent aider leur famille en raison du chômage .... il n'y a pas d'opportunités d'emploi ici ». Un jeune homme du village mobile de Foum Zaouia a noté que même les personnes les plus qualifiées font face à de piètres perspectives : « Les diplômés sont des milliers de fois plus nombreux que les positions existantes ».

Les jeunes des unes et des autres communautés ont fait part de leur frustration et anxiété concernant l'absence d'opportunités d'emploi et ont cité une myriade de conséquences négatives dont la pauvreté, la migration et le crime. Les jeunes femmes d'Ait Messaoud, une des moins mobiles parmi les communautés de l'enquête, ont déclaré que « la pauvreté et les problèmes de vie incitent la population au terrorisme. Même certaines personnes éduquées se servent de l'Islam pour pratiquer le terrorisme. Un groupe musulman a séduit un jeune homme qui aimait l'informatique et l'a convaincu d'entrer dans ses rangs. Le jeune homme a laissé pousser sa barbe et provoqué une explosion dans la ville de Meknès. Si l'Etat l'avait aidé cela ne serait jamais arrivé. Pour lutter contre le terrorisme il est nécessaire d'en combattre les causes—ainsi, il est nécessaire de développer des moyens rentables pour que les jeunes puissent occuper leur temps libre. Dans la majorité des cas, la pauvreté pousse à la délinquance, à la violence et au terrorisme. »

Selon les jeunes, le chômage engendre des problèmes de crime, y compris de drogues et de prostitution, en érodant le moral et en aggravant la pauvreté. Dans les communautés urbaines, les jeunes ont souligné le lien avec le crime, les drogues et la prostitution. Les jeunes hommes d'Oufla N'talat ont souligné les facteurs psychologiques qui mènent au crime : « Le manque de travail et le vide de leur vie incitent les jeunes à prendre de la drogue et à faire du mal. » La prostitution est également liée à la pauvreté, quoique les jeunes hommes aient donné une explication différente du phénomène. Articulant la perspective la plus conservatrice, un jeune homme de Bir Anzarane a blâmé la Moudawana, ou Code familial nouvellement adopté (qui limite le mariage forcé, la polygamie, et l'obligation juridique pour les femmes d'obéir à leur mari) d'être la cause de la prostitution dans le district. Un autre jeune homme du groupe focal, toutefois, a riposté avec l'argument plus courant selon lequel la prostitution « n'a aucun rapport avec la Moudawana. Lorsque le chef du ménage est sans emploi et non éduqué ... et que ses fils n'ont aucun revenu .... il force ses filles à se prostituer afin de subvenir aux besoins de la famille. Ce n'est pas unique à ce district. Cela se produit partout au Maroc et dans le monde. C'est lié à la pauvreté. »

### ***Tous les jeunes aspirent à des moyens d'existence stables et peu voient des perspectives dans l'agriculture***

Ainsi, les jeunes de chaque communauté ont dit que leur principale aspiration était un moyen d'existence adéquat et stable. Les jeunes femmes du centre prospère de Bir Anzarane ont articulé le point de vue selon lequel « le travail assure l'existence. Le travail garantit un revenu régulier qui contribue à une vie sécurisée pour nous les femmes et pour nos enfants. Le mariage n'est pas la garantie d'un avenir assuré. » Les hommes ont été d'accord : « Nous aspirons à avoir du travail qui assurera un revenu et nous permettra d'avoir une maison et de vivre une vie saine. Avec un travail stable et de l'argent nous pouvons réaliser d'autres choses. L'argent permet tout. En dehors du travail, tous les autres souhaits sont secondaires. »

Outre le fait de partager l'aspiration de développer des moyens d'existence stables, les jeunes de tous les milieux sont d'accord pour dire que l'agriculture offre peu de perspectives pour atteindre cet objectif. Malgré le fait de vivre dans une région principalement agricole, les jeunes hommes de la communauté agricole relativement prospère de Foum Zaouia ont situé l'agriculture comme étant la profession la moins désirable. Compte tenu des sécheresses récurrentes et de la hausse du prix des intrants, ils pensent qu'il serait impossible de se faire un revenu fiable dans l'agriculture. De même, les jeunes hommes de la communauté rurale pauvre de Tamessa-Tissyan-Azendo ont expliqué que « quoiqu'ils connaissent tout ce qu'il y a à connaître en agriculture », ils n'étaient pas en mesure de vivre décemment de l'agriculture et doivent chercher un emploi plus dur dans d'autres secteurs.

### ***Les stratégies d'existence des jeunes se sont souvent écartées de la réalité***

Les idées réalistes quant à la manière de gagner leur vie avancées par les jeunes ont fortement varié. Les jeunes de Foum Zaouia ont articulé des plans convaincants pour gagner leur vie en dehors de l'agriculture, les hommes citant la migration à l'étranger comme étant leur meilleure option. Ils avaient une compréhension précise du coût – 60.000 dirhams (environ 7.000 \$) pour l'immigration légale, 20-30.000 dirhams (environ 2.500 – 3.500 \$) pour l'immigration clandestine – et ils épargnaient en conséquence. S'ils ne leur étaient pas possible d'émigrer, ils envisageaient de chercher un emploi dans le secteur des phosphates ou de rejoindre les rangs des militaires. Les jeunes femmes du même village ont marqué leur préférence pour devenir coiffeuse ou couturière, services qui selon elles seront de plus en plus en demande avec la hausse des revenus de la communauté induite par les envois de fonds. Les jeunes femmes de la communauté ont également parlé de développer leurs propres activités génératrices de revenus. Plusieurs jeunes femmes ont observé qu'elles auraient besoin d'une organisation pour financer une telle entreprise et ont songé à suivre l'exemple des femmes qui organisaient une coopérative d'éleveurs de caprins. Certaines jeunes femmes ont également exprimé un sens d'autonomisation dont ne jouissent pas bon nombre de femmes des communautés plus traditionnelles et isolées.

D'autres jeunes ont articulé des stratégies d'existence vagues ou irréalistes. Certains jeunes hommes ont exprimé le désir de gagner leur vie en tant que fonctionnaires ; ils étaient attirés par cette option mais soit ne savaient pas comment poursuivre cette voie ou ils ne semblaient pas conscients du peu de probabilité de succès. Les jeunes hommes du village à faible mobilité d'Ait Messaoud ont cité une liste, peu réaliste, de moyens d'existence qu'ils souhaitaient poursuivre et notamment « l'obtention de subventions publiques ou une assistance parentale afin de créer un collectif agricole ou élever du bétail, devenir champion sportif, faire partie de l'équipe nationale de football, devenir

boxeur ou pratiquer les arts martiaux, ou encore obtenir un diplôme à l'étranger ». Cette liste d'objectifs semble indiquer que les options d'emploi plus réalistes sont tellement hors de portée que les jeunes envisagent de faire partie de l'équipe nationale de foot et de démarrer un collectif agricole comme étant des moyens d'existence probables ou improbables.

### ***Les jeunes expriment une forte ambivalence vis-à-vis de la migration, une stratégie primaire d'existence***

Les jeunes ont fait montre d'une perspective de la migration totalement différente de celle de leurs parents. Les adultes de chaque communauté ont décrit la migration de leurs enfants comme étant leur meilleure, et parfois la seule, opportunité d'arriver à la prospérité et stabilité. Fadma, une femme chroniquement pauvre du village d'Ait Hammi a déclaré « Je ne vois pas comment nous pourrions progresser si mon fils ne part pas à l'étranger ». Les jeunes se sont plaints de la pression considérable exercée par la génération plus âgée pour qu'ils migrent. Une plaisanterie rapportée par un jeune villageois satirise l'attitude des parents vis-à-vis de la migration : « Une mère envoie son fils travailler dans une ville éloignée. Lorsqu'il rentre chez lui trois ans plus tard, la mère, au lieu de l'accueillir à bras ouverts, lui demande : Pourquoi es-tu rentré si tôt, as-tu oublié quelque chose ? ».

Tout en étant conscients de l'opportunité que représente la migration, et dans de nombreux cas aspirant à la poursuivre, un grand nombre de jeunes envisagent la migration comme une option de dernier ressort et se sont montrés préoccupés par les coûts y associés, les difficultés et les risques. Ils ont décrit le style de vie désagréable qu'implique la migration, en particulier pour les jeunes des villes marocaines. Un jeune homme du village rural pauvre de Tamessa-Tissyan-Azendo a déclaré « Il n'est pas facile pour nous de nous installer dans des villes ..... nous en souffrons et les conditions de travail sont très dures ». Une jeune femme du district urbain plus prospère de Khalouta a noté les dangers de la migration clandestine à l'étranger et a observé que le chômage pousse les gens à « se jeter à la mer pour émigrer » -- référence au risque de noyade dans la Méditerranée sur les bateaux surchargés qui effectuent la traversée vers l'Europe.

Les jeunes, et en particulier les filles, ont souligné l'impact négatif de la migration sur les familles, les communautés et l'ensemble du pays. Les jeunes femmes de Tamessa-Tissyan-Azendo ont souligné le fardeau croissant pour les membres de la famille qui restent au pays : « Il y a le problème de l'absence des frères qui travaillent dans les villes ..... nous sommes surchargées par les travaux ménagers . . . les filles du village doivent tout faire car les jeunes hommes ont émigré ». Dans d'autres communautés, les hommes qui ne sont pas parties ont dû assumer d'autres responsabilités pour le ménage lorsque les envois de fonds ne se sont pas matérialisés en temps voulu, voire pas du tout. Les jeunes hommes ont observé que la migration a perpétué une inégalité économique régionale et ont exprimé le désir pour « des opportunités ici dans notre région afin que nous puissions la servir et améliorer sa situation économique au lieu d'aller travailler dans d'autres villes déjà prospères ». Les jeunes hommes de Khalouta ont observé que « la migration des travailleurs, des diplômés, et des cadres » était une forme d'exode des cerveaux qui affecte l'ensemble du pays.

Néanmoins, les jeunes marocains dans toutes les communautés de l'enquête ont trouvé que la migration, malgré ses coûts, ses difficultés et ses dangers, constituait une opportunité réaliste de mobilité économique. A Foum Zaouia et Bir Anzarane, les jeunes aspiraient à se rendre en Europe. Dans les deux communautés les jeunes hommes ont considéré l'émigration comme étant leur principal objectif, expliquant simplement « Ce que nous voulons vraiment tous c'est de nous rendre

en Europe, il n'y a rien à faire pour nous ici. » A Foum Zaouia, les jeunes hommes et même les jeunes femmes essayaient d'épargner pour acheter le permis de travail à l'étranger ou pour migrer clandestinement. En outre, les familles de ce village et d'autres ont déclaré emprunter ou vendre des biens pour financer la migration.

Dans les communautés rurales moins prospères, les jeunes, en particulier, les hommes, ont mis l'accent sur la migration interne vers des villes marocaines. Dans le village de Tamessa-Tissyaz-Azendo, un jeune homme se lamente « La plupart d'entre nous travaillons sur des chantiers de construction dans les grandes villes. Nous gagnons peu . . . mais nous n'avons pas d'autre alternative . . . Les jeunes ne pensent qu'à un moyen d'échapper à la région pour mener une vie normale ailleurs. » Bien que ces jeunes considèrent la migration moins qu'idéale, elle demeure l'une des rares stratégies d'existence à leur disposition qu'ils envisagent de poursuivre concrètement. Un autre homme de Tamessa-Tissyaz-Azendo a expliqué que « la seule chose que nous pouvons faire est de nous rendre dans les grandes villes pour apprendre un métier comme la pose de céramiques ou la construction. Il est relativement facile pour nous d'entrer dans le secteur de la construction. Nous allons avec un parent ou un voisin qui a besoin d'une aide en ville. » Un autre encore a expliqué « J'espère pouvoir faire du commerce, mon oncle m'emmènera avec lui à Casablanca lorsqu'il ouvrira une nouvelle épicerie. »

Le récit de la vie d'Hbibia (Encadré 6.1, ci-dessous) démontre le rôle que les jeunes jouent à l'appui économique des familles, en particulier par le biais de la migration.

#### **Encadré 6.1. Le récit d'Hbibia**

Hbibia est une jeune femme de 20 ans originaire de la communauté urbaine relativement pauvre d'Oufla N'talat. Hbibia a grandi dans une famille pauvre. Son père gagnait un revenu irrégulier en tant que maçon, creuseur de fossés et transporteur, laissant la famille trop pauvre pour que Hbibia et ses frères puissent aller à l'école. En 1998, il tomba malade et incapable de se permettre les soins médicaux il perdit la vue en 2000. Dans ce ménage, c'est la jeune génération qui impulse la mobilité familiale. La situation économique de la famille s'est récemment améliorée grâce aux revenus d'Hbibia et de ses frères et sœurs. Les frères aînés d'Hbibia se sont installés dans des villes où ils occupent des emplois divers et ils envoient une partie de leurs gains à leur famille. Hbibia a expliqué qu'elle n'était pas partie « parce que je suis une fille ..... mes frères ne l'auraient pas toléré », mais elle a pu contribuer au revenu du ménage en devenant danseuse folklorique. Bien que ce travail ne soit que saisonnier, Hbibia l'apprécie beaucoup et elle s'est même rendu au Canada et au Portugal pour y donner des représentations. Elle reconnaît qu'elle est autorisée à travailler et à voyager avec le groupe uniquement parce que ses frères sont des amis de son employeur. Pendant un certain temps, Hbibia a pris un second emploi dans une boulangerie mais elle l'a quitté car il entraînait en conflit avec sa danse et ne payait que 100 dirhams seulement (environ 12 \$) la semaine malgré des journées de travail de 14 heures. La sœur cadette d'Hbibia vend des herbes et des fruits au marché local. Les revenus combinés des frères et sœurs ont fait passer le ménage du niveau le plus bas de pauvreté au niveau juste en dessous du seuil de pauvreté. Le ménage a utilisé ces ressources pour s'acheter une maison et pour payer l'éducation de la plus jeune des filles, actuellement en quatrième année de l'enseignement primaire. Hbibia, observant les gestionnaires de sa troupe de danse pense que « Un jour je pourrais avoir ma propre troupe ». Elle sait que pour cela « il est nécessaire d'avoir des liquidités pour payer les membres du groupe, pour aider financièrement en périodes de ralentissement, et pour développer sa clientèle ». Mais elle est consciente que cela est peu vraisemblable car « étant une fille j'ai peu de crédibilité » et confesse « Je suis analphabète, ce qui limite mes pensées et capacités ».

## **Préoccupations au niveau des obstacles au développement personnel et social**

### ***Quoique frustrés par les difficultés à obtenir une bonne instruction, les jeunes considèrent toujours l'éducation essentielle au succès***

Les jeunes ont décrit les principaux obstacles à l'obtention d'une éducation comme étant le coût, la distance, et en particulier dans le cas des jeunes femmes, le désintérêt des parents. Les jeunes hommes ont attesté des coûts directs et d'opportunité extrêmement élevés liés à la scolarisation. Un jeune homme d'Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok a fait le commentaire suivant : « La pauvreté a un impact négatif sur la scolarisation des enfants en raison du coût élevé des fournitures scolaires. » Plus particulièrement en milieu rural, les enfants se débattent pour rester à l'école car elles sont situées loin de leur foyer. A Igourramene-Tizi, « le collège le plus proche se trouve à 10 km de distance et il est difficile de faire le trajet quatre fois par jour ». Son pair de Khalouta s'est plaint que « la plupart des jeunes de notre communauté doivent abandonner leurs études à un stade précoce pour travailler et aider leur famille ». A Foum Zaouia, une communauté rurale mobile où bon nombre de ménages bénéficient d'envois de fonds, les jeunes hommes recherchent une formation professionnelle, qu'ils considèrent comme un premier pas pour migrer à l'étranger.

Outre les nombreux obstacles à l'obtention d'une éducation, les parents et les jeunes ont critiqués la qualité et la pertinence de l'enseignement disponible. A Ait Messaoud les mêmes femmes qui se sont plaintes de ne pas pouvoir se rendre à l'école ont également noté que « les élèves n'ont pas de base pédagogique .... les études sont gonflées et lorsqu'un élève arrive dans l'enseignement secondaire il doit travailler deux fois plus et suivre de cours complémentaires. Les enseignants ne sont pas motivés. Certains n'ont pas été évalués en 25 ou 30 ans. Parfois ils prennent tout simplement leur chaise et s'assoient dans le hall. » Par ailleurs, les élèves trouvent que l'éducation ne répond pas aux demandes du marché du travail et qu'elle ne contribue pas à l'emploi et à la mobilité économique. A Ait Hammi, les hommes ont observé que « Nos études ne correspondent pas à nos propres capacités et expertise ou aux demandes du marché du travail . . . le marché du travail pour les personnes ayant un diplôme traditionnel est fermé. »

Les jeunes sont frustrés de savoir que lorsqu'ils obtiennent une éducation, elle ne les aidera pas à trouver un bon emploi. Une jeune femme d'Ait Messaoud a déclaré « Si les gens qui dirigent le pays ne sont pas capables d'utiliser les services des diplômés, il vaudrait mieux fermer les écoles et dire aux gens qu'elles ne servent à rien. Ceci permettrait à la population de ne plus faire d'efforts et de sacrifices et de vivre sans faux espoirs. » Et pourtant dans pratiquement chaque communauté les jeunes ont dit que sans éducation, que se soit l'alphabétisation de base ou un diplôme d'étude supérieure, ils n'auraient aucune chance de succès à l'avenir. Un jeune homme de Bir Anzarane a parlé de l'importance d'obtenir une éducation malgré la difficulté « Il est nécessaire de finir les études pour devenir cadre ou expert technique. Mais pour obtenir ce niveau supérieur d'éducation il faut des moyens que je n'ai pas. »

### ***Les filles font face à des obstacles additionnels si elles veulent une éducation***

Outre les problèmes de temps, de dépenses, et de distance, les filles sont limitées par les valeurs traditionnelles. Les jeunes femmes se sont plaintes que « la fille du monde rural n'est pas libre. Elle est toujours supervisée. Après l'enseignement primaire la fille est contrainte, en dépit de ses propres

souhaits, de rester à la maison pour nettoyer et aider sa mère. Elle n'a pas le choix. Elle ne peut se déplacer seule pour se rendre à l'école à 10 km de distance. » Même lorsque les écoles sont plus accessibles, une jeune femme d'Ait Messaoud a expliqué que « Les parents n'envoient pas leurs filles à l'école car ils ne leur font pas confiance ... ils pensent que la scolarisation n'est valable que pour les garçons. »

Les filles des communautés rurales et urbaines ont fait part de leur souhait de surmonter ces obstacles sociaux pour se rendre à l'école ou du moins recevoir une certaine alphabétisation et formation professionnelle. Les jeunes femmes de Khalouta ont insisté : « Nous souhaitons poursuivre nos études malgré l'opposition de certaines familles à la scolarisation des filles. » Une jeune femme d'Igourramene-Tizi a avancé l'argument selon lequel la démarche la plus importante dans la voie de la prospérité future consistait à « poursuivre les études : les jeunes doivent poursuivre leurs études pour apprendre et sortir de l'ignorance. » Les jeunes femmes ont également exprimé le souhait d'éduquer leurs propres enfants. Le récit de la vie d'Hbibba démontre la détermination pour les femmes qui n'ont pu elles-mêmes obtenir une éducation à investir dans la scolarisation de la prochaine génération (dans ce cas celle de la plus jeune sœur).

A Tamessa-Tissyan-Azendo, la seule communauté où les jeunes ont fait montre de peu d'aspirations pour l'éducation, les jeunes femmes en particulier ont fait part de leur désespoir face aux manques d'opportunités de leur pauvre environnement rural. Une jeune femme a remarqué que « En dehors du mariage nous n'avons pas d'aspirations, parce que aspirer à quelque chose suggère qu'il y a un moyen d'y arriver, mais ici il est difficile d'arriver à quoi que ce soit. »

### **Les jeunes se rebiffent contre les hiérarchies sociales, économiques et de genre**

Les jeunes gens interviewés ont défini la liberté de différentes manières, mais le plus souvent ils ont porté l'accent sur la liberté économique et sociale qui leur fait défaut. Les jeunes hommes en particulier ont eu tendance à définir la liberté en termes d'accès aux opportunités économiques, y compris la liberté de migrer et de travailler. Les jeunes hommes de Bir Anzarane ont décrit la liberté et la pauvreté comme étant mutuellement exclusive : « La pauvreté exclut la liberté. Dans de nombreux cas on ne peut pas agir lorsqu'on est pauvre. » Les jeunes femmes d'Ait Hammi ont mis l'accent sur les contraintes sociales qui inhibent leurs libertés personnelles : « la liberté de s'habiller (à savoir aussi celle de porter ou non le voile), la liberté d'aller à l'école, et la liberté de choisir un mari. » A la fois les jeunes hommes et femmes ont cité l'importance de la liberté d'expression.

### ***Les jeunes ont souligné les conflits intergénérationnels, principalement dus au changement social***

Les jeunes se sont montrés frustrés par ce qu'ils considèrent comme l'incapacité de leurs parents à s'adapter au changement. Une jeune femme de Khalouta a déclaré « Nous sommes en conflit avec nos parents . . . les temps ont changé et nous devons suivre le changement. » Un changement qui s'est produit au Maroc au cours des dernières décennies est la hausse des taux d'alphabétisation. En 1985, 48 pour cent seulement des jeunes de la cohorte d'âge de 15 à 24 ans étaient alphabètes alors

qu'en 2004 un peu plus de 70 pour cent savaient lire.<sup>33</sup> Le fossé éducatif résultant entre les générations a souvent laissé les jeunes frustrés et déçus par leurs parents. Les jeunes femmes de Foug Zaouia se sont plaintes que l'analphabétisme de leurs parents est source de problèmes « les empêchant de planifier correctement nos besoins et de gérer nos familles efficacement. » Dans d'autres groupes focaux, les jeunes se sont plaints du manque de communication avec leurs parents. Dans deux communautés, les jeunes femmes ont même mentionné la planification familiale comme étant un meilleur moyen de faire face aux besoins familiaux. En notant que des familles de plus petite taille aideraient les parents à mieux préparer leurs enfants, les jeunes femmes d'Igourramene-Tizi ont préféré « de donner une meilleure éducation aux enfants et de recourir au planning familial. »

### ***Les valeurs de genre et les normes en évolution ont créé des tensions entre les jeunes femmes et leurs parents***

Le rôle et les droits en évolution des femmes ont créé de nouvelles sources de tension entre les filles plus militantes et les femmes plus âgées et/ou non éduquées. Une jeune femme d'Ait Messaoud a décrit sa frustration vis-à-vis de l'ignorance des femmes analphabètes de leurs droits même les plus fondamentaux « Une femme analphabète ne sait pas où se trouve le bureau municipal et elle ne sait pas comment parler à un avocat. Lorsque j'ai pris connaissance du nouveau code familial, j'ai parlé aux femmes de la communauté. Elles ont demandé « comment est-ce arrivé ? » « où avez-vous appris cela ? » « non, ce n'est pas possible .... cela ne peut être vrai ! ».

Les jeunes femmes ont exprimé leur frustration face au refus de leurs parents de leur permettre de chercher librement un travail en dehors du ménage. Une jeune femme d'Ait Messaoud a observé : « Cela n'a pas de sens qu'une jeune fille éduquée qui souhaite apprendre une profession et travailler soit forcée de rester à la maison et qu'on lui refuse l'opportunité de faire quelque chose pour elle-même . . . si vous demandez à votre frère de vous laisser travailler, c'est que vous allez dévier du droit chemin. » Une autre femme de la même communauté a décrit les obstacles auxquels les filles font face pour devenir plus autonomes : « Lorsqu'une fille change sa façon de s'habiller elle est automatiquement attaquée par son frère. Les maris attaquent leur femme et les frères attaquent leurs sœurs. »

### ***Le genre est aussi un thème de discorde entre jeunes hommes et jeunes femmes***

Peut-être en raison de points de vue profondément ancrés dans la société marocaine concernant le comportement des hommes et des femmes, les jeunes consacrent un temps considérable à débattre ces anticipations. Certains jeunes trouvent que la « liberté » a des connotations négatives. A Khalouta les jeunes hommes et les jeunes femmes ont associé les termes *sayeb* ou *siba*, adjectif signifiant « anarchique » au concept de liberté. A Igourramene-Tizi, les femmes ont expliqué que dans la langue berbère locale, les mots pour liberté des femmes se traduisent par « elles quittent le droit chemin » et « elles ne font pas l'objet d'une autorité suffisante ». Elles ont expliqué que le thème de « la liberté d'une fille est tabou, elle ne peut pas demander à être libre ». Pour ces jeunes femmes, la liberté n'est pas seulement désapprouvée mais hors d'atteinte.

---

<sup>33</sup> Indicateurs des Objectifs de développement pour le millénaire des UN et base de données commune des UN (UNESCO) : <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/SeriesDetail.aspx?srid=656&crd=504>.

L'inégalité entre les hommes et les femmes au Maroc a fait l'objet d'un large consensus entre les groupes focaux. Les femmes se sont unanimement décrites comme étant moins libres en raison des restrictions traditionnelles au fait qu'elles quittent le foyer sans permission et/ou sans être escortées par un homme. Dans certaines communautés, les hommes ont convenu que les droits des femmes étaient principalement limités par les traditions. A Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok et Tamessa-Tissyane-Azendo, communautés traditionnelles où les femmes semblent moins avoir tendance à travailler en dehors du foyer, les hommes ont caractérisé les femmes comme étant plus libres que les hommes puisqu'elles n'avaient pas à partager la charge du gagne-pain ou à migrer pour travailler. A Bir Anzarane, toutefois, les jeunes hommes ont trouvé que les femmes avaient maintenant autant de liberté, voire plus, que les hommes en conséquence des nouvelles politiques de genres promulguées par la Moudawana.

### ***Le degré selon lequel les jeunes comprennent et sentent desservis par la démocratie varie fortement***

La jeunesse marocaine a fait montre d'une compréhension variable de la démocratie. A Oufla N'talat, les jeunes femmes ont défini la démocratie comme étant « la population qui se gouverne elle-même, l'égalité entre les personnes, tout le monde ayant des droits, et la loi s'appliquant à tous les citoyens de la même manière ». A Ait Messaoud, les femmes ont ajouté que « la population s'autogouverne par le biais d'un représentant qui doit communiquer avec elle et l'écouter. Le représentant doit faire ce qui est le mieux pour la communauté lorsqu'il est le mieux placé pour prendre des décisions. »

Ailleurs, les jeunes ont associé la démocratie à la prospérité et au pouvoir. A Foum Zaouia, les jeunes hommes n'ont pas défini la démocratie directement mais ils l'ont cyniquement décrite comme un produit de riche : « Il faut être riche pour sentir la démocratie. » De même, les jeunes femmes d'Ait Hammi ont décrit la démocratie comme étant l'apanage des puissants « « Celui qui détient le pouvoir institue la démocratie » ».

Les opinions concernant la collectivité locale, même au sein d'un même village, ont fortement divergées. A Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok, Boujemaa (28 ans) a fait le commentaire suivant : « L' élu officiel du village est quelqu'un de bien. Il est éduqué et mieux que son prédécesseur . . . les autorités sollicitent l'opinion des citoyens pour les questions qui les préoccupent. En outre lorsqu'il y a une information importante, ils nous l'a communique. » Brik (27 ans), un autre jeune homme du village s'est plaint « Je n'ai jamais vu l' élu local. Il prend soin de ses propres affaires et il n'a pas de temps pour nous. » Ces points de vue caractérisent les différences que l'on trouve aussi dans d'autres communautés. Les jeunes ayant une opinion plus négative de la collectivité locale se sont également plaints de la corruption et de la marginalisation de la population pauvre/rurale. Les jeunes femmes d'Ait Hammi ont souligné l'exclusion des femmes du processus politique : « Il n'y a pas de femmes candidates ici ; les femmes ont le droit de vote mais seulement pour le candidat du choix du mari. » Ces réponses mitigées suggèrent que la jeune génération de Marocains, en particulier ceux qui vivent en dehors des grands centres urbains, perçoit toujours ses leaders comme insuffisamment réactifs et solidaires.

### ***La corruption intensifie le sens de frustration et d'impuissance de la jeunesse***

Les jeunes des deux sexes ont commenté le haut niveau de corruption de l'administration publique et des services publics. Une jeune femme d'Ait Messaoud a cité toute une liste d'expériences personnelles de corruption, y compris « au centre de santé où une personne qui s'y rend avec quelque chose à offrir, comme un panier d'œufs, sera traitée en premier. » Elle a estimé que « quelque 25 pour cent seulement des fonctionnaires sont honnêtes et n'acceptent pas de pots-de-vin. » Les jeunes, quel que soit leur milieu, ont déclaré que la corruption limite leurs chances de trouver un emploi dans un marché du travail restreint. A Foum Zaouia, une jeune femme a observé que « même avec un diplôme, on ne parvient pas à travailler sans payer ». A Bir Anzarane, les jeunes ont été d'accord pour dire que « les emplois ne sont pas pourvus sur base de l'expertise et du mérite mais plutôt grâce à la corruption.... On est recruté pour un poste dans un contexte de corruption, de favoritisme et de relation. »

### ***Les jeunes ont été d'avis que la faible infrastructure à influencer à la fois sur le bien-être et la prospérité de la communauté***

A la fois les jeunes hommes et les jeunes femmes considèrent que la faiblesse de l'infrastructure dans leurs communautés entrave le développement économique et affecte le bien-être personnel. Même à Foum Zaouia, une des communautés les plus mobiles, les jeunes ont blâmé le manque d'infrastructure de base comme étant un obstacle à la mobilité. Les jeunes hommes souhaitaient voir « une route bitumée menant à la route principale, ce qui rendrait la chute d'eau de proximité accessible aux touristes. Une route encouragerait les activités liées au tourisme telles que le commerce, l'artisanat, et la restauration. » Les jeunes femmes de la même communauté se sont plaintes que « les allées sont boueuses en hiver et poussiéreuses en été. Elles provoquent des problèmes de santé et réduisent le nombre de marchandises exposées à la vente. » A Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok, les jeunes hommes ont observé que le manque d'accès à l'eau potable courante comportait des risques pour la santé et des problèmes spécifiques pour les filles : « Notre village n'est pas raccordé à l'eau potable et il n'y a qu'un puits où toutes les familles sont contraintes de faire la queue. La plupart des familles ne laissent pas leur fille aller à l'école car faire la queue pour puiser de l'eau est leur responsabilité et cela prend beaucoup de temps. »

Ailleurs, les jeunes ont souligné le manque de ressources pour la formation et les loisirs. Dans pratiquement chaque communauté, les jeunes interviewés ont cité l'absence de centres de jeunesse, clubs, terrains de sport et installations de formation professionnelle comme étant un problème important. Les jeunes hommes du centre urbain d'Oufla N'talat se sont plaints que « dans cette ville les jeunes ne trouvent aucun endroit pour passer leur temps et développer leurs talents. » Dans la communauté rurale pauvre d'Igourramene-Tizi, les jeunes hommes ont déclaré que « en l'absence d'activités et de moyens de distraction, d'installations de sport et de centres de jeunesse, les jeunes se tournent vers les drogues. »

### ***Les jeunes au Maroc : fardeau ou atout ?***

Le Maroc est une société en transition sur plusieurs fronts : économique, politique, et social. Les jeunes Marocains qui souhaitent entrer dans la phase adulte en trouvant un emploi et en fondant

une famille font face à de nombreux défis. Il s'agit notamment d'une faible préparation pédagogique, du manque d'opportunités économiques raisonnables, d'un manque de ressources pour les loisirs, de l'exclusion d'une participation significative dans la vie politique et sociale, et d'un fossé entre les genres et les générations qui parfois laissent aux jeunes hommes un sentiment de dérive. Il faut espérer que les récents efforts du Gouvernement pour étendre l'accès à l'éducation, minimiser l'exclusion des femmes, ouvrir l'espace à l'activité civique et développer l'intégration des jeunes à la vie politique, puissent être soutenus et élargis afin de contrôler le potentiel de la jeunesse du pays.

## CHAPITRE 7 : CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

### Dix années de changement économique et social

Le récit de ces neuf communautés marocaines au cours de la dernière décennie est un récit de mouvement et de changement. Bien que 14 pour cent des ménages se soient soustraits à la pauvreté, 7 pour cent se sont retrouvés en situation de pauvreté. Les fluctuations économiques des fortunes des ménages individuels et des communautés ont eu lieu dans un contexte de changements politiques et sociaux importants dans le pays. La population des neuf communautés a décrit les relations de pouvoir en évolution, et les multiples façons dont les hiérarchies traditionnelles sont actuellement remises en cause. Par le biais d'élections locales et d'une presse plus ouverte qui a exposé la population à une nouvelle information et à de nouvelles perspectives, les citoyens exigent plus de leurs représentants officiels locaux. Socialement, les jeunes sont plus éduqués, mobiles et ambitieux que leurs parents, et les femmes qui souhaitent une plus grande autonomie et jouissent maintenant d'un appui gouvernemental sous la forme d'une nouvelle législation, remettent en cause les hiérarchies traditionnelles d'âge et de genre.

### Prospérité, mobilité, et vulnérabilité

#### *La population évalue la prospérité de la communauté par rapport aux opportunités économiques – mais aussi par rapport aux changements intervenus dans leur bien-être*

Il n'est donc pas surprenant que les plus peuplées des neuf communautés qui disposent d'une meilleure infrastructure (en particulier l'électricité, l'eau et l'assainissement), d'établissements d'enseignement et de santé, et de connexions routières, ont fait montre d'une mobilité ascendante pour les ménages de l'enquête. De même, les localités en mesure d'assurer un emploi fiable à au moins un important noyau de la population semblent mieux en mesure de protéger les ménages de la pauvreté et de leur permettre d'épargner et d'investir. Ces communautés sont notamment Bir Anzarane, avec son noyau stable de fonctionnaires et de militaires retraités, et celle très mobile de Foum Zaouia, avec sa dynamique coopérative laitière qui aide des douzaines de ménages. Malgré une mobilité modérée, Ait Hammi a vu peu de recul, en raison de l'ouverture de nouvelles carrières et de sa coopérative laitière, qui ont contrebalancé le déclin des revenus agricoles.

Le revenu, toutefois, n'est pas la seule mesure selon laquelle les hommes et les femmes jugent la prospérité de leur communauté. Bon nombre ont décrit leurs communautés en meilleure situation qu'il y a 10 ans sur la base de l'amélioration des conditions de vie, qu'ils ont corrélée avec l'expansion des réseaux d'électricité et d'eau potable aux districts antérieurement sous-desservis. Pour décrire le changement, la population s'est servie de spectaculaires métaphores : « quitter leurs grottes » et commencer à vivre comme des êtres humains plutôt que de vivre au rythme du bétail.

Malgré la satisfaction déclarée pour de meilleurs services d'infrastructure, la majorité de la population demeure toutefois profondément déçue des services de santé et pédagogiques. Les parents et les jeunes ont critiqué la qualité de l'éducation et seuls quelques uns des parents les plus influents et éduqués étaient conscients de l'existence des associations de parents/enseignants – sans pour autant y être engagés. A quelques exceptions près, les répondants ont également été d'avis que l'accès aux installations de santé s'était détérioré au cours des 10 dernières années et ont déclaré que

sans relation personnelle ou sans un lourd pot-de-vin, ils ne pouvaient obtenir le traitement et les médicaments dont ils avaient besoin, ou qu'ils étaient traités rudement et avec dédain par le personnel de santé.

### ***Les ménages qui se sont diversifiés se sont avérés plus mobiles...***

L'examen de la mobilité des ménages a révélé des schémas qui diffèrent au niveau de plusieurs paramètres. Il n'est pas surprenant que l'étude ait établi que la mobilité des ménages dépend de l'interaction entre les caractéristiques du ménage particulier et sa capacité à réagir aux opportunités économiques et risques présents dans la communauté. Selon les expériences et perceptions de ceux ayant fait l'objet de l'enquête, ce contexte a été modelé par plusieurs facteurs, dont des facteurs sur lesquels la population avait peu, voire aucun, contrôle. Il s'est agi notamment de la sécheresse intermittente, de la mondialisation (telle qu'elle se manifeste dans le cadre de nouveaux accords commerciaux et une concurrence accrue pour les importations, les politiques de migration, etc.), de la mise en œuvre locale de réformes nationales (y compris les changements intervenus dans le système judiciaire, les médias, et la prestation des services d'infrastructure et sociaux), et des économies régionales qui ont influé sur les entreprises locales et le pouvoir d'achat des consommateurs.

Tous les ménages à mobilité ascendante interviewés en détail ont, toutefois, partagé au moins une caractéristique – leurs sources de revenus étaient diversifiées et généralement ils comptaient plusieurs membres adultes contribuant à l'économie du ménage. La diversification est essentielle pour la mobilité au Maroc, compte tenu de l'instabilité de nombreux moyens d'existence fondamentaux, tels que l'agriculture, et de l'absence d'un filet social. La migration d'un ou de plusieurs membres de la famille – généralement des enfants adultes – demeure une stratégie clé pour qu'un ménage puisse se soustraire à la pauvreté et demeurer en situation de non pauvreté. Les ménages qui disposaient déjà de ressources pour envoyer un de leurs membres en Europe ont, toutefois, eu plus tendance à connaître le revirement de fortune le plus important, tandis que les ménages plus démunis ont davantage eu tendance à envoyer leurs membres dans d'autres régions du Maroc.

La capacité des ménages à se diversifier dépend aussi de leur taille et de leur composition (y compris du nombre et de l'âge des enfants et à savoir si les enfants adultes qui ont quitté le foyer contribuent financièrement), des actifs et des ressources dont ils disposaient au départ (y compris la propriété héritée, le niveau d'éducation, et la densité et portée de leurs réseaux sociaux de soutien), les caractéristiques des membres individuels (confiance en soi, capacité à identifier des opportunités prometteuses, et volonté à prendre des risques), et finalement, l'élément de chance et notamment celui de maintenir une bonne santé. Les ménages au sein desquels les femmes assumaient un rôle actif – soit en tant qu'acteurs économiques indépendants ou en tant que partenaires actives de leur mari – ont souvent fait montre d'une mobilité importante, alors que les ménages où les femmes ne travaillent pas en dehors du foyer (ou de la parcelle familiale) ont été ceux qui ont eu le plus tendance à la mobilité descendante si le revenu de l'homme principal soutien de famille diminuait pour une raison quelconque.

***...mais même les plus prospères avec le plus de mobilité ascendante n'ont pas été invulnérables.***

Bien qu'un plus grand nombre de ménages se soient soustraits à la pauvreté que de ménages qui s'y sont retrouvés, pratiquement aucun ménage, mêmes aux échelons supérieurs de l'Echelle de vie, ne

s'est trouvé complètement à l'abri. Le risque a été omniprésent – que ce soit en raison du décès, de la maladie ou de l'invalidité qui a laissé une famille dépourvue d'un soutien essentiel et/ou épuisé les épargnes et les actifs, d'un manque à gagner agricole, de la perte d'un emploi, ou encore d'une moindre demande pour les biens et services. Certains employés du secteur formel (l'Etat en particulier) étaient couverts par une assurance maladie ou autre forme d'assurance sociale, mais la majorité des gens n'avaient absolument aucun soutien fiable à faire intervenir si ce n'est le réseau de parents, amis et voisins. L'absence de mécanismes formels financés par l'Etat tels que l'assurance maladie, chômage ou sociale ou les retraites pour aider la population à surmonter les difficultés en cas de maladie ou de chômage ou encore pour assurer un soutien continu à ceux qui ne sont pas en mesure de travailler (enfants orphelins, personnes âgées ou invalides) a contribué à l'insécurité omniprésente pour tous à l'exception des ménages les plus aisés.

## **Hiérarchies sociales en évolution**

### *Au niveau local, la population s'est sentie davantage autonomisée en tant que citoyens*

Parallèlement aux changements qui se sont produits au niveau des opportunités économiques et de la mobilité des ménages, les relations elles aussi ont changé. Bien que les changements politiques datent d'avant l'ascension au trône du Roi Mohammed VI, les 10 années couvertes par la présente étude correspondent au rythme accéléré des changements qu'il a introduits. Au niveau de la communauté, ces changements se sont manifestés dans les perceptions locales que la distance entre les gens ordinaires et leurs leaders locaux a été réduite. Dans toutes les communautés, la population a exprimé sa satisfaction pour la transparence des élections locales de 2003. S'il est vrai que l'on a pu constater des désaccords majeurs quant à la portée des changements, un consensus a été dégagé sur la disponibilité de l'information obtenue des médias, sur le fait que les autorités ont commencé à écouter leurs électeurs, et qu'ils seront tenus responsables de leur comportement.

### *Les femmes et les filles se rebiffent contre les contraintes*

Le nouveau Code familial introduit en 2004 a déjà eu un impact sur la façon de penser des gens, si pas encore sur leur comportement. Plus particulièrement dans des communautés plus urbaines, les femmes ont trouvé qu'elles avaient plus d'autonomie et qu'elles pouvaient exprimer leurs points de vue politique indépendants en tant qu'électeurs. Bien que rares sont ceux qui ont remis en question les aspects fondamentaux des relations entre les genres, y compris l'importance du mariage pour les femmes, les jeunes femmes se sont plaintes ouvertement des contraintes qui leur sont imposées. Plus spécifiquement elles sont déçues par le manque de soutien des parents pour l'éducation, les restrictions à leur liberté de mouvement (y compris la liberté de trouver un emploi en dehors du foyer) et de l'extrême inégalité du traitement entre les fils et les filles. La Moudawana a été le sujet de discussions animées au sein des groupes focaux. Certains hommes, y compris des jeunes, ont fait part d'un malaise à voir leurs valeurs traditionnelles remises en cause et les femmes, en particulier les jeunes, ont observé que le Code vient à l'appui de leurs aspirations et offre un niveau de protection – « les femmes ont moins peur de leur mari ».

## ***Les jeunes remettent en question la sagesse et le jugement de leurs parents***

Les discussions du groupe focal composé de jeunes ont révélé que les jeunes ressentent un énorme fossé entre eux et leurs parents dont ils remettent en question la capacité à gérer le ménage et à planifier pour leurs enfants. Une des raisons à ce sentiment marqué d'aliénation est le fossé de l'éducation. Si en 1985, 48 pour cent des jeunes de la cohorte d'âge des 15 à 24 ans étaient analphabètes, en 2004 un peu plus de 70 pour cent savaient lire.<sup>34</sup> Les jeunes (en particulier les filles qui se sentent doublement contraintes par leurs parents) ont fait part d'un conflit croissant avec leurs aînés concernant leurs besoins et leurs aspirations. Ce conflit entre générations a probablement aussi été influencé par le plus grand accès à la télévision qui a accompagné l'expansion du réseau électrique à un grand nombre de communautés, par l'influx annuel des migrants rentrant de l'étranger, et même par l'Internet, accessible dans certaines communautés urbaines.

## **Les ménages et les communautés ne peuvent œuvrer seuls**

Les récits des hommes et des femmes des neuf communautés documentent la considérable détermination, l'énergie, et la créativité utilisées par les ménages qui s'efforcent d'améliorer leur bien-être. Toutefois, comme le reflètent les récits et les points de vue des participants des groupes focaux, même les ménages les plus dynamiques ne peuvent progresser et protéger le bien-être de leurs membres sans l'aide d'autres ménages, des organisations de la société civile qui assurent de la formation ou du capital, et du Gouvernement, sous forme de services, d'un environnement propice aux affaires et de l'homogénéisation des règles. Porter attention aux moments critiques auxquels les ménages sont vulnérables à la mobilité descendante est également important pour concevoir des politiques de réduction de la pauvreté. Ainsi, des services de santé accessibles et décents, une éducation et formation, et une assurance et/ou assistance sociale sont essentiels pour aider les ménages à surmonter les chocs et pour équiper les générations à venir. La section suivante propose quelques recommandations basées sur les expériences et les perceptions des ménages de l'étude.

## **Recommandations de politique**

Les données dérivées des neuf communautés mettent en lumière certains défis de politique importants que le Maroc confronte alors qu'il fait avancer son programme de réduction de la pauvreté et qu'il le met en œuvre dans le cadre de l'Initiative nationale pour le développement humain. Ces défis consistent notamment à :

- Encourager la diversification des moyens d'existence et l'entrepreneuriat
- Améliorer la capacité communautaire à bénéficier de la migration et des envois de fonds
- Développer l'accès à l'infrastructure et aux services sociaux
- Remédier aux inégalités de genre
- Intégrer les jeunes à la vie économique et politique.

---

<sup>34</sup> Indicateurs des NU des objectifs de développement pour le millénaire et base de données commune des NU (UNESCO): <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/SeriesDetail.aspx?srid=656&crd=504>.

### ***Encourager le développement des opportunités économiques et apporter un plus grand soutien à l'entrepreneuriat***

*Appui à l'entrepreneuriat* : Le Gouvernement, et les administrations locales, devraient assurer un environnement plus propice aux petites entreprises essentielles à la survie des ménages qui ont une moindre mobilité ascendante. Ceci peut se faire en simplifiant les procédures d'immatriculation et en les rendant plus transparentes, et en considérant avec soin les impacts potentiels adverses du zonage, de la délivrance des permis et autres réglementations avant de les appliquer.

*Services financiers* : L'accès au capital – souvent sous forme de prêts formels des banques et/ou associations de microcrédit – est ressorti de l'étude comme un moyen important permettant à la population de démarrer ou de développer une petite entreprise et de faire sortir les ménages de la pauvreté. A l'inverse, le manque d'accès au crédit constitue la contrainte citée le plus souvent. Rares sont les communautés rurales de l'étude qui disposaient d'associations de microcrédit ; une seule recevait la visite d'un représentant de Rabat tous les 15 jours. Alternativement, les banques pourraient envisager des moyens plus flexibles pour déterminer l'éligibilité des demandeurs sans emploi salarié ou titre de propriété attestant de leur solvabilité.

*Coopératives de producteurs* : Deux communautés ont déclaré que la mobilité locale était due en partie au soutien et succès des coopératives laitières. Elles ont obtenu un appui des agences publiques et des associations locales et semblent tirer avantage du capital social local et y contribuer. Ces coopératives pourraient bénéficier d'autres formes d'appui sous forme de petits dons de démarrage, infusions de crédit et/ou conseil technique ; certaines pourraient spécifiquement s'adresser aux femmes (certaines tentent actuellement de lancer leur propre coopérative) ou aux jeunes.

### ***Renforcer la capacité communautaire pour tirer avantage des ressources des migrants et des réseaux***

Les envois de fonds sont une source critique de revenus pour de nombreux ménages même si la migration a aussi des impacts négatifs sur les migrants et les membres de la famille qui restent au pays. En particulier dans le cas des migrants en âge de scolarisation, il faudrait trouver les justes incitations pour qu'ils restent avec leur famille et les encourager à achever leur scolarité avant de pénétrer le marché de l'emploi. Les envois de fonds pourraient contribuer plus au développement de la communauté qu'ils ne le font actuellement. En créant un environnement des affaires plus attrayant, les collectivités locales pourraient encourager un investissement accru des envois de fonds dans des activités productives des communautés d'origine. Une étude récente de migrants rentrant au pays et originaires des zones montagneuses appauvries de Sousse a décrit comment ils ont collaboré avec les associations villageoises locales et en partenariat avec l'Etat marocain pour connecter des dizaines de milliers de ménages de leurs villages d'origine à des réseaux de services à faible coût.<sup>35</sup> Cette expérience met en lumière les atouts potentiels que les migrants – qui rentrent temporairement ou de façon permanente – peuvent offrir, non seulement avec des envois de fonds mais aussi grâce aux connaissances et à l'expérience acquises à l'étranger.

---

<sup>35</sup> Natasha Iskander, "Innovating state practices: Migration, development, and state learning in the Moroccan Sousse" Document de travail MIT IPC, IPC-05-009, décembre 2005.

### ***Etendre l'accès à l'infrastructure et aux services sociaux***

*Services d'infrastructure* : Les répondants ont souvent identifié l'expansion des réseaux de l'électricité et de l'eau comme une des réalisations positives des plus importantes dans l'histoire récente de leur communauté. Les dernières années ont été le témoin d'un développement majeur des zones rurales, mais la dynamique doit être maintenue – il y a encore un certain nombre de districts non desservis dans des communautés de l'enquête. L'importance d'entretenir les routes secondaires et tertiaires (et de réparer les ponts endommagés) qui relient les villages les uns aux autres, aux centres de marché, et aux districts locaux dotés d'installations de santé et d'enseignement, influe à la fois les opportunités économiques et le bien-être. En milieu urbain, comme à Oufla N'talat, l'entretien du réseau d'assainissement et des égouts a été souligné comme un moyen de réduire les maladies hydriques, en particulier parmi les enfants.

*Services sociaux* : Il n'est pas surprenant que l'étude ait indiqué que les chocs de santé – en particulier pour le soutien de famille – poussent souvent les familles plus bas dans l'Echelle de vie. L'accès aux services de santé de base (avec une attention particulière à l'accès physique aux centres de santé, à des médicaments abordables et à un traitement plus respectueux des patients) minimiserait fortement le fardeau sur les familles, en particulier celles dont le principal soutien de famille est la personne qui se trouve en situation d'invalidité. Un filet social formel est important pour aider les ménages à surmonter de courtes périodes de chômage et les empêcher de tomber en chute en situation de pauvreté et pour apporter un soutien minimal à ceux qui sont incapables de se subvenir à eux-mêmes.

### ***Remédier aux inégalités de genre***

*Mise en œuvre du Code familial de 2004* : Le Royaume du Maroc s'est engagé à favoriser une plus grande inclusion des femmes à la vie sociale, politique et économique. Le défi se situe actuellement au niveau de la mise en œuvre. Concevoir les politiques et programmes—qu'il s'agisse d'une action affirmative, de campagnes de sensibilisation, d'une application plus stricte de la législation régissant la violence familiale, des droits des femmes à hériter indépendamment de la terre et d'autres formes de propriétés, de l'inclusion des questions de genre dans le programme éducationnel national—qui peuvent aider à actualiser les droits conférés par la Moudawana est essentiel pour garantir que cette importante mesure de politique change le comportement et les attitudes de la population. Actuellement, la Moudawana constitue une promesse de taille mais principalement non tenue.

*Education* : Bien que les attitudes enracinées concernant le rôle des genres évoluent lentement, un des domaines où l'Etat, en partenariat avec les organisations de la société civile, peut faire avancer son programme est celui de l'éducation. Les filles du milieu rural ont nettement plus de probabilité d'abandonner l'école à un jeune âge, en particulier lorsque l'école secondaire est située en dehors de la communauté. Un meilleur transport n'est pas toujours la solution, du moins pour les filles. Il sera important de trouver de nouveaux moyens d'amener l'enseignement secondaire dans les communautés isolées ou de rapprocher les enfants des écoles secondaires situées en dehors de leur communauté (dortoirs, transport sécurisé, incitations matérielles pour les parents). Les conclusions tirées des récits individuels de vie suggèrent un lien entre l'alphabétisation des femmes et la confiance en soi. Enfin, la littérature consacrée au développement a documenté l'impact significatif du niveau éducationnel des femmes sur le développement humain et les résultats en matière de pauvreté.

*Soins de santé* : Bon nombre de femmes sont réticentes à consulter des travailleurs masculins de la santé (en particulier en ce qui concerne les questions de santé génésique) ; ceci ajouté au fait que les installations de maternité sont souvent situées dans des centres urbains a mis les femmes en situation de risque réel. La question pourrait être réglée en encourageant d'une manière plus proactive les femmes à devenir des praticiennes rurales de santé et en améliorant l'abordabilité et l'accès physique à des services de santé génésique et à des installations hospitalières de qualité.

*Opportunités économiques pour les femmes rurales* : Bien qu'un changement social rapide ait lieu en milieu urbain, où les femmes sont plus libres de participer au marché du travail et de gérer elles-mêmes leurs ressources financières, les femmes rurales ont une liberté d'action plus limitée. Un apprentissage accru de compétences pertinentes pour le marché du travail (notamment par le biais des organisations de la société civile qui ont déjà lancé des programmes d'alphabétisation et de formation professionnelle) et l'expansion des facilités de crédit développeraient les opportunités de création de revenus pour les femmes à un coût relativement modeste pour l'Etat. Dans certaines communautés, les femmes ont commencé à établir des coopératives de producteurs – un soutien à ces coopératives pourrait aider des ménages entiers mais aussi autonomiser les femmes en leur permettant d'acquérir des connaissances, d'élargir les réseaux sociaux/professionnels, de gagner un revenu personnel, et non des moindres, de développer la confiance dans leur capacité d'agir indépendamment.

### ***Intégrer la jeunesse à la vie économique et politique***

Les jeunes peuvent être un atout pour le Maroc – si le pays est en mesure de poursuivre son intérêt déclaré de mise en œuvre de politiques axées sur la jeunesse portant notamment sur : l'amélioration de la qualité de l'éducation et sa pertinence pour le marché du travail, l'expansion des opportunités d'existence pour les jeunes, en particulier ceux du milieu rural, le développement de services de loisirs et autres axés sur les jeunes, et l'élimination des barrières à une plus grande participation des jeunes en tant que citoyens. Créer un environnement plus propice aux petites entreprises, développer la portée des associations rurales de microcrédit, et intensifier la formation de certaines associations de microcrédit, pourraient contribuer à développer les opportunités d'existence. Ces activités pourraient faire partie d'un projet jeunesse qui résulterait des études sectorielles en cours.<sup>36</sup>

---

<sup>36</sup> Ces thèmes sont élaborés plus en détails dans la Note de concept pour le Royaume du Maroc concernant les barrières à l'inclusion des jeunes produite par MNSSD.

## ANNEXE 2 : ESQUISSE DES NEUF COMMUNAUTÉS DE L'ENQUÊTE

**1. Aït Hammi** (population : 3.000) est une communauté parlant principalement la langue berbère située à 25 km de la ville de Beni Mellal qui a connu une croissance de 50 pour cent au cours des 10 dernières années. Les principales sources de revenus de la communauté ont été l'agriculture et l'élevage. La prospérité et la mobilité de la communauté ont connu plusieurs revers importants au cours de la dernière décennie. La sécheresse a asséché les sources qui alimentaient l'eau d'irrigation et il n'y avait pas de puits pour prendre la relève. En outre, les basses températures records de l'hiver 2004-2005 ont endommagé les cultures et le bétail. En 1992, l'Etat a imposé de sévères restrictions et pénalités sur le pâturage dans les forêts domaniales avoisinantes. Ces mesures ont forcé les éleveurs à se servir de terrains privés pour le pâturage, ont réduit le revenu des fabricants de charbon et ont poussé les habitants des montagnes voisines à s'implanter à Ait Hammi, ce qui surchargé la communauté avec un influx de population. Si des communautés telles que Khalouta ou Bir Anzarane établissent un lien entre une population plus importante et de meilleures opportunités pour les services et les affaires, à Ait Hammi, la population croissante est simplement considérée comme une surcharge pour les services existants. En outre, du fait que les communautés montagnaises ne disposaient pas d'écoles, la nouvelle population est principalement non éduquée.

**2. Aït Messaoud** (population : 1.700) est une communauté rurale où environ deux tiers de la population parlent l'arabe, et le reste le berbère. La principale source de revenus est l'agriculture, une large part de la population étant employée comme travailleurs agricoles salariés dans les grandes exploitations agricoles gérées par l'Etat, quoique des décennies de sécheresse aient abouti progressivement à leur redimensionnement. Entre 1970 et 1990, de nombreux hommes sont partis travailler en France. Bon nombre d'entre eux sont rentrés au pays, ont acheté de la terre, construit des logements permanents, et contribué à la prospérité et au développement de la communauté grâce aux envois de fonds et à l'épargne. Il n'y a pas d'associations ou de coopératives d'agriculteurs, mais un représentant d'une association de microcrédit de Rabat vient régulièrement en visite. La ville la plus proche a un centre de santé, des magasins, et un collège. Depuis 1990, les conditions se sont améliorées à Ait Messaoud, avec l'électrification, l'eau courante, et un marché, la communauté a aussi un bain public, un salon de beauté, des magasins, et des tailleurs. Toutefois, un des districts, le Douar Akka, est un bidonville de maisons temporaires en boue et chaume, non raccordées aux réseaux de l'électricité et de l'eau.

**3. Aït Yahya-Aït Abdellah-Aït Mechkok** (population : 300) consiste de trois petits peuplements qui ont perdu une centaine d'habitants au cours des 10 dernières années ; 90 pour cent parlent le berbère. La communauté est située à 4 km de la ville d'Imintanout dans une province dont les taux de pauvreté et d'analphabétisme sont élevés. Aït Yahya-Aït Abdellah-Aït Mechkok a été profondément touchée par une sécheresse de longue durée dont l'impact a été aggravé lorsque les autorités locales ont détourné une partie de la rivière utilisée pour l'irrigation pour couvrir les besoins en eau d'Imintanout. Bien que la rivière soit contaminée par les déchets d'Imintanout, les habitants continuent de s'en servir pour l'agriculture et à certaines fins ménagères. Pour l'eau potable, ils dépendent d'un puits creusé par un « bienfaiteur privé », tandis que les deux nouveaux puits et le réseau d'eau que l'Etat a commencé à construire ne sont toujours pas achevés. Le déclin de l'agriculture et de l'élevage, induit par la sécheresse, a catalysé une large migration interne des hommes. Les autres sources de subsistance consistent des commerces liés à la construction – limités par le nouveau refus des autorités à délivrer des permis de bâtir sans plans de construction et

approbations ; le travail occasionnel, le travail sur le marché hebdomadaire d'Imintanout, et les petites entreprises. Du fait qu'elles dépendent directement ou indirectement des revenus agricoles, les entreprises ne sont pas très rentables.

**4. Bir Anzarane** (population : 2.400) est un district situé au centre de la ville d'El Hajeb (pop. 21,575). Environ deux tiers de la population parlent l'arabe et les autres le berbère. La population de la communauté a plus que doublé au cours des 10 dernières années. Elle a des écoles primaire et secondaire, un collège et une école technique, des installations publiques et privées de santé, une mosquée, un marché, et d'autres installations. La plupart des gens ont considéré que l'accès à l'éducation a été important pour la mobilité des ménages. L'opportunité d'obtenir des diplômes supérieurs a fait qu'il a été plus facile pour les jeunes de trouver un emploi rémunérateur et de venir en aide à un ménage. Bir Anzarane a aussi bénéficié de l'expansion de la mosquée qui a inclus des toilettes et lieux d'ablutions, de meilleures routes et un meilleur éclairage public, de meilleures constructions de maisons, la création d'un parc public sur un terrain abandonné, et de nouvelles réglementations qui ont autorisé l'exploitation de magasins et de garages dans le district. Ces améliorations ont attiré un influx de résidents et de petites entreprises prospères. Les nouveaux résidents ont dépensé de l'argent pour la location de maisons ou pour l'expansion et la construction de leur propre maison. Ils ont également investi dans des affaires.

**5. Foum Zaouia** (population : 2.500) a commencé par un petit groupe de logements temporaires établis en 1945, qui s'est développé dans les années 60 et dans les années 80, lorsqu'une école a été construite. Quatre-vingt-dix pour cent de la population parlent le berbère. Il y a dix ans la population était de 1.800 habitants. L'électrification a commencé en 1986 et certains ménages ont été raccordés à l'eau potable en 1992. Les deux réseaux ont été étendus en 2003-2005. Comme Khalouta, la communauté est caractérisée par une faible infrastructure. Bien que connectée par une route en relativement bonne condition – mais sans transport par bus – à la ville la plus proche, les routes à l'intérieur de la communauté sont en mauvais état. Par ailleurs, le pont qui relie Foum Zaouia au marché hebdomadaire et à l'école secondaire avoisinants n'a pas été réparé depuis qu'il a été endommagé par des inondations en 2000. Elle n'a qu'une seule école primaire et un médecin et une infirmière, mais elle n'a pas d'école secondaire, de centre culturel ou d'accès à l'Internet. Toutefois, dans une région agricole dotée d'un bon sol, elle tire avantage de l'irrigation alimentée par la rivière ainsi que de la dynamique coopérative laitière établie en 1993.

**6. Igourramene-Tizi** (population : 800) est une communauté à prédominance berbère (80-90 pour cent) située dans une plaine rocheuse à 10 km du centre communal qui dispose d'un centre de santé et d'un collège. Les 18 hectares occupés par Igourramene-Tizi sont répartis entre cinq tribus, chacune possédant collectivement la terre. L'agriculture et l'élevage sont la principale source de revenus et couvrent les travailleurs salariés travaillant dans les deux grandes exploitations agricoles voisines, DELORME, jusqu'à récemment gérée par une entreprise française, et l'entreprise sous contrôle de l'Etat, SODEA. D'autres sources importantes de revenus sont le transport, le commerce et les retraites du travail à l'étranger. Peu de femmes travaillent en dehors du foyer, mais les femmes qui n'ont pas un mari qui travaille recherchent un emploi dans les grandes exploitations agricoles ou dans la ville la plus proche comme employées de maison. La mosquée joue un rôle social important dans la communauté. Outre la mosquée, la communauté a également bénéficié au cours des 15 dernières années de la construction d'une école primaire, de l'expansion du réseau électrique, et de l'ouverture de cafés, d'une téléboutique et d'un bain public. Quoique les opportunités économiques semblent prendre du recul, les

résidents ont déclaré que l'amélioration de l'infrastructure offre des opportunités potentielles pour l'investissement et la prospérité.

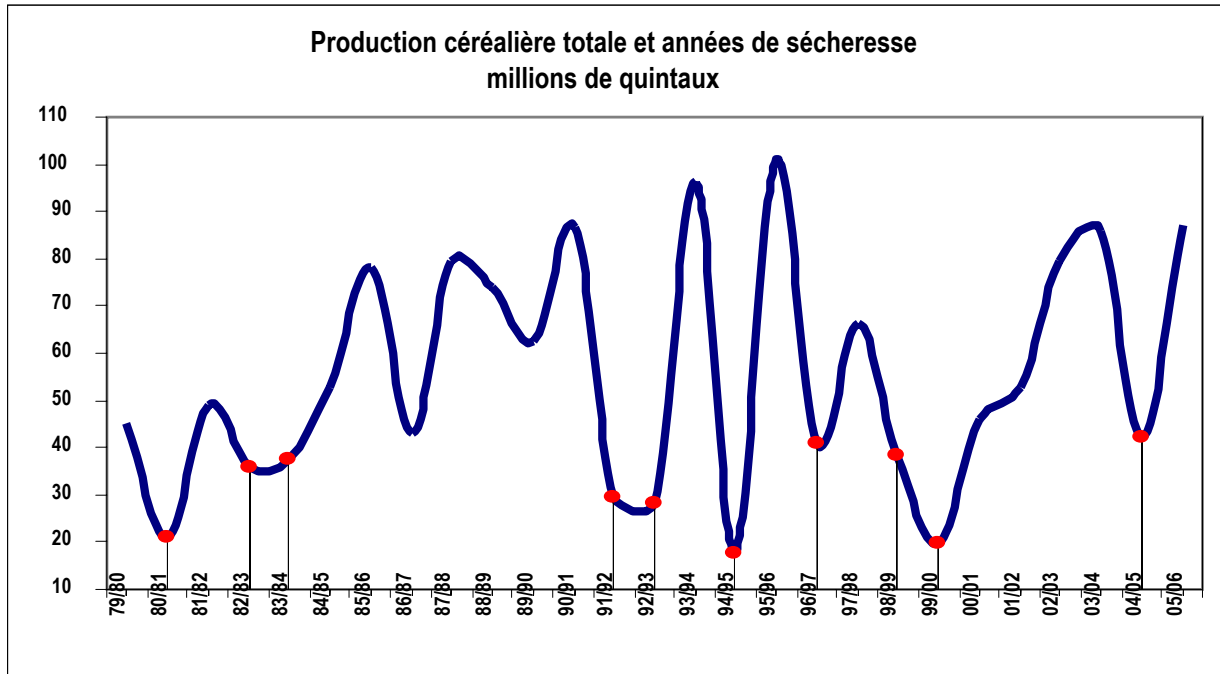
**7. Khalouta** (population : 6.000) a commencé en 1965 comme bidonville construit sur un terrain agricole proche de la raffinerie de sucre établie récemment. La communauté a grandi avec l'arrivée de migrants attirés par le travail saisonnier dans l'agriculture irriguée locale et la raffinerie. En 1980, il s'agissait d'un district identifiable de la ville de Souk Sebt Ouled Nemma (pop. 51,029). Entre 1995 et 2005 sa population a augmenté de 50 pour cent ; aujourd'hui elle consiste d'individus en provenance de nombreuses régions du pays. Environ les deux tiers des habitants parlent l'arabe. En 1991, Khalouta a été raccordée au réseau électrique et partiellement au réseau d'assainissement. Les raccordements à l'eau courante ont commencé en 2005, toutefois la plupart des gens vont toujours puiser l'eau dans des puits appartenant aux familles aisées ou l'obtiennent des vendeurs d'eau. Bien que les districts centraux de la ville aient des routes revêtues et du transport en bus, minibus et taxi, les routes de Khalouta demeurent étroites et non revêtues, ce qui rend le transport de marchandises difficiles vers et au sein du district. Khalouta n'a pas d'école secondaire, de clinique publique, et d'hôpital. Au cours des 10 dernières années, la croissance démographique a encouragé la prolifération de petites entreprises et avec elle le revenu global des résidents. Une baisse des prix du terrain a permis à un grand nombre de gens de construire des maisons, ce qui leur a donné plus de sécurité. Parallèlement, les revenus sont principalement basés sur le travail journalier qui dépend de la bonne santé du travailleur et des fluctuations de la demande locale. Le commerce local du vêtement a été particulièrement frappé par le fort regain de concurrence des vêtements de contrebande en provenance d'autres régions du pays, peut-être une caractéristique de la plus grande intégration du Maroc au marché mondial.

**8. Oufla N'talat** (population : 1.500) est un district de la ville d'Imintanout (pop. 17.051) ; 90 pour cent des résidents parlent le berbère. Bien que l'histoire d'Imintanout remonte à deux siècles, Oufla N'talat a été fondée dans les années 70 avec un influx de migrants fuyant la sécheresse dans d'autres parties du Maroc. Sa population a augmenté dans les années 90 alors que des travailleurs s'en revenaient de France. Le district en expansion a également attiré des jeunes femmes des régions montagneuses qui y travaillent comme prostituées. Les habitants dérivent leurs revenus du petit commerce et de secteurs tels que la construction, la maçonnerie et la mécanique. Les envois de fonds de l'étranger sont également importants et de plus en plus en provenance de villes marocaines qui attirent actuellement les jeunes d'Oufla N'talat en plus grands nombres. Situé au flanc d'une montagne, le district a souvent connu des inondations après de fortes pluies. Les routes et les services d'assainissement se sont fortement détériorés au cours des 10 dernières années, en particulier avec la croissance de la population, alors que les opportunités économiques disponibles prennent du recul. Toutefois, le leadership a changé après les dernières élections, qui se sont déroulées d'une manière plus transparente, et une association de développement dynamique a été établie.

**9. Tamessa-Tissyane-Azendo** (population : 400) est composée de trois petits peuplements dont la population a diminué de 50 pour cent au cours des 10 dernières années ; environ 90 pour cent parlent le berbère. La plupart des gens de cette communauté très pauvre pratiquent l'agriculture de subsistance ; environ 30 ménages élèvent aussi des moutons et des chèvres. Un certain nombre de familles, ainsi que de nombreux hommes et garçons, ont migré vers les centres urbains pour y travailler. Sauf pour les deux ou trois fois par an lorsqu'ils retournent chez eux, la communauté est principalement composée de femmes, d'enfants et de personnes âgées. Dix

hommes plus âgés ayant travaillé en France dans les années 60 perçoivent actuellement une retraite en monnaie forte. La communauté n'est pas en mesure de capter des émissions de télévision, ce qui affecte particulièrement les femmes qui ne migrent pas et qui ne sont pas exposées à la vie en dehors de leur communauté. Il n'y a pas d'entreprises locales et les quelques rares commerçants locaux doivent se contenter de l'incapacité de la population à rembourser ses dettes. La communauté a un marché hebdomadaire le dimanche, mais la plupart des commerçants viennent de l'extérieur. Récemment, la dernière section de la route reliant la communauté à Agadir et Imintanout a été achevée. En 2003, une mosquée et une école ont été construites et la communauté a l'électricité – mais les ménages les plus pauvres ne peuvent se la permettre. L'ubiquité de la pauvreté à Igourramene-Tizi est telle que les groupes focaux n'ont été en mesure que de définir quatre échelons distincts de l'Echelle de vie.

**ANNEXE 3 : PRODUCTION CERÉALIÈRE TOTALE ET ANNEES DE SECHERESSE, 1979-2006**



	Production céréalière moyenne (milliers de quintaux)	Production 0,75
1980	51.625	38.719
1990	56.703	42.527
2000	59.050	44.295

Entre 1979 et 2006, le Maroc a connu des années de sécheresse (lorsque la production céréalière totale se situait à moins de 75 pour cent de la production moyenne pour la décennie, indiquée en rouge au graphique ci-dessus) en 1980/81, 1982/84, 1991/93, 1994/95, 1996/7, 1998/2000, et 2004/05.

## **ANNEXE 4 : METHODOLOGIE DE RECHERCHE : ECHANTILLONNAGE, SOURCES DES DONNEES ET ANALYSE**

Les méthodes pour la collecte et l'analyse des données de l'étude ont été adaptées de la méthodologie développée pour l'étude comparative internationale sur la mobilité dans 17 pays intitulée "*Moving out of Poverty: Understanding Freedom, Democracy and Growth from the Bottom Up*" sous la direction de Deepa Narayan. L'objectif est de comprendre dans quelle mesure les facteurs sociaux, politiques et institutionnels aident et/ou font obstacle à l'accès aux opportunités économiques et les processus qui permettent aux populations de sortir de la pauvreté ou de préserver et d'accumuler des richesses à différents niveaux de bien-être. Tel qu'expliqué en détail ci-dessous, les données concernant les communautés, les ménages et les individus ont été collectées à l'aide d'instruments de recherche traditionnels et innovateurs.

### **L'échantillon**

Au Maroc, les neuf communautés ont été choisies pour exemplifier les différents niveaux de prospérité, taux de migration, conditions agro-climatiques et géographiques, la composition ethnique/linguistique, le contexte urbain/rural et les schémas de la mobilité. Dans chaque communauté, les leaders locaux ont aidé l'équipe de recherche à identifier un quartier ou segment de la communauté consistant d'environ 100 ménages où les gens se connaissent les uns les autres.

Les neuf communautés ont été sélectionnées dans trois provinces différentes. La première province, Beni Mellal, présente les niveaux les plus élevés de croissance et d'immigration nette ; la seconde, El Hajeb, présente une croissance modérée sans aucune migration nette ; et la troisième, Chichaoua, présente une faible croissance avec des niveaux élevés d'émigration. Dans chaque province, deux communautés rurales et un district urbain ont été retenus. Pour plus de variation, chacune des trois communautés est située dans une commune distincte de la province (certaines sont toutefois proches les unes des autres), les plus grands écarts en matière de pauvreté se situant entre les communes.<sup>37</sup>

Le tableau suivant récapitule les principaux aspects des communautés de l'enquête, y compris les taux de pauvreté dans la commune où elles sont localisées, le niveau de croissance et de migration dans la province dans son ensemble, et finalement la manière dont les hommes et les femmes évaluent les changements intervenus dans la prospérité de la communauté au cours des 10 dernières années.

---

<sup>37</sup> Rapport sur la pauvreté au Royaume du Maroc "*Strengthening Policy by Identifying the Geographic Dimension of Poverty*". Banque mondiale, septembre 2004.

**Tableau 1 : Différences entre les provinces et les communautés**

Communautés (urbaines ombragées)	Province	Croissance de la province	Niveau de migration	Communes	Taux de pauvreté (%)	Perception des tendances de la prospérité (femmes/hommes)
Khalouta	Beni Mellal	Elevée	Migration interne nette	Souk Sebt	14,80	+/+
Ait Hammi				O. Nemma		
Foum Zaouia				Tanougha		
Bir Anzarane	El Hajeb	Modérée	Aucune migration nette	Tagzirt	4,43	+/+
Ait Messaoud				El Hajeb		
Igourramene-Tizi				Ras Ijerry		
Oufla N'talat	Chichaoua	Faible	Migration extérieure nette	Ait Yaazem	34,1	+/-
Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok				Imintanout		
Tamessa-Tissyan-Azendo				Nfifa		
				Irohalene	26,8	=/+

### Le questionnaire communautaire

Dans chaque communauté, les quatre principaux informateurs, leaders ou professionnels identifiés par les autorités locales, ont complété un questionnaire sur les caractéristiques suivantes de la communauté et leur évolution au cours des 10 dernières années :

- 1) Démographie et historique
- 2) Conditions et opportunités économiques
- 3) Education et services de santé
- 4) Capital social y compris l'action collective, la coopération et la cohésion sociale
- 5) Pouvoir, gouvernance et accès à l'information
- 6) Liberté et violence
- 7) Environnement
- 8) Aspirations, en termes des anticipations de la population de l'évolution future des conditions politiques, sociales et économiques
- 9) Résultats quantitatifs des questions aux groupes focaux sur tous les aspects de la mobilité de la communauté et des ménages (se référer à l'explication des groupes focaux ci-dessous).

Les données dérivées du questionnaire communautaire ont principalement été utilisées comme source d'information concernant les événements historiques clés de la communauté, la présence d'infrastructure, les changements démographiques, etc. Etant donné que les réponses concernant la

liberté, le pouvoir, et la gouvernance ont seulement représenté la perspective des principaux répondants, elles ont été triangulées avec les opinions des groupes focaux et récits individuels de vie, décrits ci-dessous.

### **Interviews avec des répondants clés afin d'obtenir une chronologie communautaire et développer des « mini études de cas »**

Les chercheurs ont également eu des interviews en profondeur avec les répondants clés de chaque communauté concernant l'évolution et la mobilité au cours des 10 dernières années. Ces interviews ont abouti à une chronologie communautaire reprenant les principaux événements sociaux, politiques, et économiques et virages, notamment ceux des 10 dernières années.

Deux facteurs ou événements qui ont émergé comme étant particulièrement importants pour la mobilité de la communauté ont ensuite été retenus comme mini études de cas. Les répondants clés ainsi que les participants au groupe focal ont été interviewés plus en détail sur ces facteurs/événements afin de dégager un panorama de leur impact sur la prospérité de la communauté. Les mini études de cas ont couvert des thèmes tels que les coopératives de Foum Zaouia et Ait Hammi, la migration dans un certain nombre de communautés, etc.

### **Groupes focaux composés d'hommes, de femmes et de jeunes**

Des groupes focaux séparés composés d'hommes et de femmes ont été organisés dans chaque communauté pour répondre à une série de questions ouvertes sur les thèmes suivants. Les groupes focaux ont été composés de personnes d'un sous-échantillon d'environ 100 ménages dans chaque communauté. Bien que composés de volontaires, les chercheurs se sont efforcés de mettre sur pieds des groupes divers.

Moyens d'existence, liberté, pouvoir, démocratie et gouvernance locale : Les groupes séparés d'hommes et de femmes ont répondu à des questions détaillées concernant les conditions politiques et économiques et les tendances dans leur communauté, ainsi que l'impact des règles et réglementations publiques. On leur a également demandé ce qu'ils entendaient par liberté, pouvoir et inégalité. Enfin il a été demandé aux groupes de définir la démocratie et de commenter son fonctionnement au niveau local.

Aspirations de la jeunesse : Deux groupes focaux, l'un composé de jeunes hommes et l'autre de jeunes femmes âgés de 18 et 28 ans ont été questionnés sur leur expérience unique des thèmes susmentionnés. Les chercheurs ont demandé aux jeunes de décrire leurs espoirs, plans, défis, obstacles, expériences sociales et stratégies d'existence actuelles et futures. On a également demandé aux jeunes d'expliquer leur compréhension de la liberté, du pouvoir, de l'inégalité, et de la démocratie.

## L'exercice de triage des ménages

### Groupes focaux Echelle de vie

Des groupes focaux, à nouveau par sexe, ont discuté les différentes forces et évènements qui favorisent ou qui font obstacle à la mobilité de la communauté et du ménage. La discussion s'est déroulée dans le contexte de questions ouvertes et d'une discussion plus dirigée sur les niveaux du bien-être. Le résultat des discussions a été une Echelle de vie spécifique à la communauté, principal outil utilisé dans l'étude pour évaluer la mobilité à sortir de la pauvreté.

L'Echelle de vie consiste des propres descriptions des participants des différents niveaux socioéconomiques dans leur communauté. La plupart des communautés au Maroc ont développé une Echelle de vie consistant de 9 ou 10 échelons, 1 étant le niveau le plus pauvre et 10 étant le niveau le plus riche. Il a ensuite été demandé aux communautés de décrire les caractéristiques des ménages à chaque niveau, par exemple, leurs moyens d'existence, leur régime alimentaire, le type de maison qu'ils occupent, leur structure familiale, etc. A titre d'exemple, l'Echelle de vie de Foum Zaouia est illustrée ci-dessous. On peut dire que l'échelle de vie représente le modèle de bien-être – ses caractéristiques et ses déterminants – partagé par les membres d'une communauté. L'Echelle de vie des neuf communautés montre que la population a tendance à penser d'une manière holistique au bien-être, plutôt que de le limiter strictement au revenu. Il y a également lieu de noter que les écarts entre les échelons ne sont pas nécessairement les mêmes à l'extrémité inférieure de l'Echelle de vie qu'à son extrémité supérieure. Différentes dimensions peuvent être considérées importantes pour les ménages à certains stades et non à d'autres. La taille de la famille, par exemple, n'est pas problématique pour les échelons supérieurs dans l'exemple présenté ci-dessous alors que les ménages qui se situent près ou en dessous du seuil de pauvreté sont caractérisés par de nombreux enfants.

**Tableau 2 : Echelle de vie de Foum Zaouia, Echelle de vie, groupe focal hommes**

<b>Echelle de vie selon les hommes</b>	<b>Echelon</b>
Grand agriculteur propriétaire (>10 ha irrigué) + grand élevage + propriétaire engins agricoles (tracteur, moissonneuse) + fils émigrés et/ou fonctionnaires + propriétaire de moyens de transport (taxi, camion) + logement de luxe Terme utilisé : (les gens d'en haut)	10
Agriculture moyenne + élevage moyen + petits services (Téléboutique...) + transferts d'un fils émigré + logement.	9
Agriculture moyenne + élevage moyen + revenus stables et réguliers, d'autres services (petit commerce ...) + vente du lait et adhésion à la coopérative + logement.	8
Fonctionnaires moyens + exploitants d'une agriculture moyenne et d'un élevage moyen + logement + membre à la coopérative de vente de lait + veuves avec pension moyenne et agriculture et élevage.	7
Petite agriculture ou petits fonctionnaires + logement + propriétaires de leur terrain + petit élevage.	6
<b>SEUIL OFFICIEL DE PAUVRETE</b>	
Petite agriculture + propriétaires de leur terrain et de leur logement + sans élevage + logement + nombreux enfants + chefs de ménage originaires de Tagzirt.	5
<b>SEUIL DE PAUVRETE DE LA COMMUNAUTE</b>	
Profession (cordonniers, menuisiers, maçons, coiffeurs...) ou petits fonctionnaires + retraité avec une petite pension + chefs de ménage ayant immigré à Tagzirt + propriétaires de leur logement + nombreux enfants.	4
Ouvriers journaliers ou vendeurs ambulants + saisonniers + propriétaires de leur logement + nombreux	3

enfants.	
Ouvriers journaliers ou vendeurs ambulants + femmes ouvrières + saisonniers (revenu instable) + sans compétences + sans logement + nombreux enfants. Terme utilisé : (Ceux qui s'ils ne travaillent pas ne mangeront pas)	2
Sans travail + sans propriété (terre, logement) + sans héritage + mendiants, malades sans aide extérieure, femmes délaissées (divorcées avec une charge d'enfants ou âgées sans enfants et sans logement).	1

L'Echelle de vie permet de dégager une vue d'ensemble de la mobilité économique et sociale des ménages de la communauté. Bien que les tendances générales de la mobilité puissent être comparées entre les communautés, chaque échelon est spécifique et relatif au sein de chaque communauté. Ainsi un ménage à l'échelon 4 à Khalouta est plus pauvre qu'un ménage à l'échelon 6 à Khalouta, mais il peut être plus riche qu'un ménage à l'échelon 6 à Ait Hammi.

Après avoir développé l'Echelle de vie, on a demandé aux participants du groupe focal d'expliquer ce qu'ils considéraient être la division entre pauvre et non pauvre sur l'Echelle de vie. Cette division est définie comme étant le seuil de pauvreté de la communauté et il sert à déterminer la pauvreté et la mobilité ascendante tout au long de l'analyse du rapport. Dans certaines communautés il correspond au seuil officiel de pauvreté pour le Maroc, dans d'autres il ne correspond pas.

### **Matrice de mobilité des ménages**

Enfin, il a été demandé aux participants des groupes focaux de situer chaque ménage du sous-échantillon des 100 ménages de la communauté sur l'Echelle de vie au moment de l'étude et 10 ans auparavant. Cet exercice a donné la matrice de mobilité des ménages, outil qui donne une vue agrégée de la mobilité de la communauté au cours des 10 dernières années. Un exemple de matrice de mobilité des ménages se trouve ci-dessous—les cases en gris clair indiquent une mobilité ascendante des ménages, les cases en gris foncé une mobilité descendante, et la diagonale formée de cellules blanches représente les ménages stationnaires.

#### **Exemple d'une matrice de mobilité des ménages à Igourramene-Tizi, Echelle de vie – groupe focal Femmes**

Igourramene-Tizi Echelon	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	11	1	1							
2	8	35	1	1	1	3	3	1		
3	1						2		1	
4		7		6	1					
5	1	1		1	1					
6		1		2				2		
7		1		1	1				3	
8									1	
9						1			7	
10										

Echelons en dessous du seuil de pauvreté de la communauté		5	
# d'ascendants	22	% d'ascendants	9,26
# de descendants	26	% de descendants	5,56
# Total	108	% pauvre chronique	72,22
# de stagnants	60	% riche chronique	12,96
# sorti de la pauvreté	10	IP	0,20
# tombé en situation de pauvreté	6	IC	0,24
# demeuré riche	14	IPN	-0,04
# demeuré pauvre	78	IM	0,44
# qui a commencé pauvre	88	ISP	0,11
# qui a commencé riche	20	IMP	0,18
# d'ascendants ayant commencé pauvre	16	IMR	0,30
# de descendants ayant commencé pauvre	19	IPP	-0,12

### Récits individuels de vie

Dans chaque communauté, les chercheurs ont mené des interviews ouvertes pour obtenir des récits individuels de vie d'hommes et de femmes représentant les quatre trajectoires différentes de la mobilité économique : ceux qui sont demeurés pauvres tout au long de la période décennale de l'étude (« pauvres stables »), ceux qui ont connu une mobilité ascendante (les ascendants), ceux qui ont connu une mobilité descendante (les descendants), et ceux qui sont demeurés riches au cours de la période (« stables non pauvres »). Cette étude étant motivée par un intérêt dans les facteurs qui ont aidé la population à se soustraire à la pauvreté, d'autres entrevues ont eu lieu avec les « ascendants » ou la population qui a préservé sa richesse dans le temps plutôt qu'avec les « descendants » ou la population chroniquement pauvre. Ces individus ont raconté le récit de leur vie, fait des commentaires spécifiques sur l'évolution de leur bien-être économique et émotionnel dans le temps. Ils ont été encouragés à identifier les événements clés qui leur ont été personnellement bénéfiques ou qui ont relevé du défi, ainsi que les importantes étapes de virage. Une attention particulière a été portée à leur trajectoire dans les domaines suivants : migration ; occupation ; historique économique, social, psychologique et culturel ; éducation ; et trajectoire globale de leur bien-être. Un effort a été fait pour comprendre les inégalités et le différentiel de pouvoir des institutions politiques, sociales et économiques qui ont influencé leur vie ainsi que les ressources auxquelles les individus ont pu faire appel.

### Analyse de l'exercice de triage des ménages : Indices de prospérité et de mobilité

L'information économique n'étant pas disponible au niveau des communautés individuelles, les indicateurs dérivés de la matrice de mobilité des ménages ont été utilisés pour estimer la prospérité et la mobilité au niveau de la communauté. Sur la base de la matrice de mobilité des ménages et du seuil de pauvreté de la communauté, nous avons calculé les indices suivants pour chaque communauté.

***Indice de prospérité (IP) : nombre de ménages qui ont grimpé dans l'Echelle de vie au cours des 10 dernières années/nombre total de ménages***

L'IP capture toute la mobilité ascendante dans la communauté. Il indique quelle est la proportion de la communauté qui est devenue *plus* prospère au cours des 10 dernières années. Toutefois, il n'indique pas combien de personnes sont sorties de la pauvreté ou jusqu'à quel échelon de l'Echelle de vie elles sont montées. En outre, un IP élevé n'indique pas une communauté objectivement prospère, mais simplement une communauté où la population progresse. A titre d'exemple, une communauté où la moitié de la population passe du niveau 1 au niveau 2 aura un IP de ,5 mais elle est toujours plus mal placée que si elle avait démarré et si elle s'était maintenue au niveau 8, auquel cas l'IP serait de 0.

***Indice de chute (IC) : nombre de ménages qui ont chuté dans l'Echelle de vie au cours des 10 dernières années/nombre total de ménages***

L'IC capture toute la mobilité descendante dans la communauté. Il indique quelle est la proportion de la communauté qui est devenue *moins* prospère au cours des 10 dernières années. Cet indice n'indique pas combien de personnes sont tombées en situation de pauvreté et quel a été l'importance de leur recul dans l'Echelle de vie. En outre, un IC élevé n'indique pas une communauté objectivement pauvre, mais simplement une communauté où les pauvres régressent à terme. A titre d'exemple, une communauté dont la moitié de la population est passée du niveau 9 au niveau 8 aura un IC de ,5 mais elle sera toujours en meilleure position que si elle avait commencé et s'était maintenue au niveau 2, auquel cas l'IC aurait été de 0.

***Indice de mobilité (IM) : nombre de ménages qui ont progressé + nombre de ménages qui ont régressé/nombre total des ménages***

Cet indice capture la mobilité dans *toutes* les directions. Ainsi, un IM élevé signifie que de nombreux ménages se situent actuellement à un échelon différent de celui d'il y a 10 ans. Ceci implique que de nombreuses personnes ont soit progressé, régressé, ou une combinaison égale des deux. Un faible IM signifie que la population est demeurée stable dans le temps, que ce soit aux échelons inférieurs ou supérieurs de l'Echelle de vie.

***Indice de prospérité nette (IPN) : nombre de ménages qui sont sortis de la pauvreté moins nombre de ménages qui ont régressé/nombre total des ménages***

L'IPN capture la mesure de la mobilité ascendante nette. Il indique si plus de personnes ont progressé que régressé. Ainsi, si l'IPN est élevé (proche de 1), beaucoup plus de personnes ont progressé que régressé. Si l'IPN est proche de 0, un nombre plus ou moins égal de personnes sont soit en meilleure ou en moins bonne position que 10 ans plus tôt. Si l'IPN est négatif, davantage de personnes ont régressé plutôt que progressé au cours des 10 dernières années.

***Indice de mobilité des pauvres (IMP) : nombre de ménages qui ont commencé en dessous du seuil de pauvreté de la communauté et qui ont progressé/nombre total de ménages pauvres.*** L'IMP indique quelle est la fraction des pauvres qui a grimpé dans l'Echelle de vie au cours des 10 dernières

années. Il n'indique toutefois pas à quel échelon de l'Echelle de vie ces pauvres se sont retrouvés ou quel est le pourcentage qui est demeuré pauvre malgré le fait de se retrouver dans une situation comparativement plus aisée (pour cette mesure, se référer à MA).

***Indice de mobilité des riches (IMR) : nombre de ménages qui ont commencé au dessus du seuil de pauvreté de la communauté (ménages non pauvres) et qui ont progressé/nombre total de ménages non pauvres***

L'IMR indique quelle est la fraction de non pauvres qui ont progressé dans l'Echelle de vie au cours des 10 dernières années. Il ne capture toutefois pas jusqu'où ils ont monté dans l'Echelle de vie.

***Indice de sortie de la pauvreté (ISP) : nombre de ménages qui ont franchi le seuil de pauvreté de la communauté/nombre total de ménages ayant commencé pauvres***

Cet indice représente le sous-ensemble de pauvres à mobilité ascendante qui sont sortis de la pauvreté (et non pas qui ont simplement amélioré leur situation). Un ISP élevé indique que de nombreuses personnes ayant commencé pauvres non seulement ont progressé mais ont échappé à la pauvreté (telle que définie par la communauté).

***Indice de prospérité partagée (IPP) : nombre de ménages pauvres qui ont progressé/nombre total de ménages ayant commencé pauvres moins nombre de ménages riches (non pauvres) qui ont progressé/nombre total de ménages ayant commencé riches***

L'IPP indique une croissance partagée. Il capture quelle est la fraction de pauvres qui ont progressé par rapport à la fraction de riches qui ont progressé. Un IPP élevé indique qu'un grand pourcentage de la population ayant commencé pauvre a progressé, tandis que seul un petit pourcentage de ceux qui ont commencé riches a progressé. Un IPP faible ou négatif indique qu'un pourcentage égal ou supérieur de la population ayant commencé riche a progressé. Un IPP proche de 0 peut indiquer soit une croissance partagée ou pas de croissance—soit un pourcentage également grand ou également petit de riches et de pauvres ont progressé. Un IPP négatif suggère que les bénéficiaires de la croissance ne se sont faits ressentir que pour ceux étant déjà bien nantis au départ.

**Tableau 3 : Classement des neuf communautés pour des indices de mobilité sélectionnés**

COMMUNAUTE Population maintenant et il y a 10 ans	IPN		ISP		IMP		IMR		IPP	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
<b>Forum Zaouia</b> 2500/1800	1	1	6	3	3	2	1	1	8	8
<b>Ait Yahya-Ait Abdellah-Ait Mechkok</b> 300/400	2	8	3	7	5	9	2	9	6	6
<b>Khalouta</b> 6000/4000	3	3	2	2	2	3	6	5	1	2
<b>Bir Anzarane</b> 2400/1100	4	5	1	1	1	1	3	3	5	5
<b>Tamessa-Tissyan-Azendo</b> 400/600	5	6	8	8	7	6	9	8	3	4
<b>Ait Hammi</b> 3000/2000	6	2	4	5	4	4	7	7	4	1
<b>Oufla N'talat</b> 1500/1100	7	7	5	4	6	5	8	6	2	3
<b>Igourramene-Tizi</b> 800/512	8	9	7	9	8	7	4	4	9	7
<b>Ait Messaoud</b> 1700	9	4	9	6	9	8	5	2	7	9

Le tableau ci-dessus montre le classement de chaque communauté (1 à 9, 1 étant le plus élevé) pour des indices sélectionnés (des plus prospères au moins prospères, selon l'IPN *de la classification des hommes*). Pour chaque colonne, le premier chiffre indique la classification de la communauté par les femmes ; la seconde indique la classification par les hommes. Les communautés urbaines sont ombragées. Pour chaque indice, la première colonne indique comment les femmes (F) ont évalué la communauté, la seconde comment les hommes (H) l'ont évaluée.